

Table des matières

Mot du directeur.....	1
SECTION 1 <input type="checkbox"/> APERÇU DU CENTRE	3
1. Historique.....	3
2. Activités	3
3. Conseil de direction du CRDP.....	4
4. Personnel scientifique du CRDP.....	5
5. Personnel administratif.....	8
SECTION 2 <input type="checkbox"/> PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP	9
Axe 1 <input type="checkbox"/> - Droit des technologies de la vie et de la santé.....	9
Axe 2 <input type="checkbox"/> - Droit et technologies de l'information et des communications	27
Axe 3 <input type="checkbox"/> - Théories du droit et du changement social	33
SECTION 3 <input type="checkbox"/> LE CRDP AU PLAN INTERNATIONAL.....	43
1. Participation à des réseaux internationaux	43
2. Rayonnement international	45
SECTION 4 <input type="checkbox"/> FINANCEMENT	47
SECTION 5 <input type="checkbox"/> RÉALISATIONS DU CRDP EN 2001-2002	49
1. Publications et réalisations.....	49
➤ Livres.....	49
➤ Chapitres de livres / Ouvrages collectifs / Actes de colloque.....	49
➤ Articles	50
➤ Rapports	52
➤ Autres	52
➤ À paraître.....	53
➤ Conférences.....	54
2. Recherches et publications diffusées sur internet <input type="checkbox"/>	61
3. Thèses et mémoires d'étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP	69
4. Animation scientifique	75
a) Colloques, séminaires, présentations spéciales.....	75
b) Conférences scientifiques du CRDP (Resp. Ysolde Gendreau).....	76
c) Conférences et séminaires de l'IIREB (Resp. Marie-Angèle Grimaud).....	77
d) Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	78
e) Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i> (Resp. Andrée Lajoie)	79
5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs	81
6. Prix, bourses et nominations obtenus par les étudiants chercheurs.....	83

Annexe : Liste des subventions obtenues et confirmées

Mot du directeur

Le CRDP a poursuivi sa croissance au cours de l'année 2002-2003. Son financement, qui avait atteint les quatre millions de dollars en 2001-2002, a dépassé les 4,9 millions cette année, une augmentation de 22,6 %. L'augmentation s'explique notamment par la progression importante du montant des contrats obtenus. Elle traduit la confiance des bailleurs de fonds externes à l'égard des recherches menées au Centre et l'intérêt qu'elles suscitent dans la communauté. Elle traduit également, et peut-être surtout, les talents et l'enthousiasme des chercheurs qui poursuivent leur carrière au sein du Centre et qui animent ses équipes de recherche.

La composition du groupe des chercheurs principaux s'est quelque peu modifiée au cours de l'année. Thérèse Leroux, qui avait réduit à 20 % la partie de son temps consacré au Centre pour pouvoir assumer le poste prestigieux de directrice de l'éthique au sein des *Instituts de recherche en santé du Canada*, à Ottawa, a terminé son mandat et réintègré le Centre à temps complet à compter de l'été. France Houle a décidé de quitter le Centre pour poursuivre sa carrière, étant attachée à temps plein à la Faculté.

Le CRDP a eu l'occasion de souligner son 40^e anniversaire lors de deux grands congrès internationaux organisés par certains de ses membres à l'automne 2002. Le premier de ces événements, organisé par l'équipe Génétique et Société, sous la direction de la professeure Bartha Knoppers, fut le *Troisième Congrès international sur l'échantillonnage ADN - Enjeux juridiques, éthiques et sociaux* qui a eu lieu du 5 au 8 septembre et a réuni 300 personnes venant de partout dans le monde. Un mois plus tard, du 2 au 4 octobre, a eu lieu la *Conférence Internet pour le droit*, organisée par l'équipe LexUM, sous la direction du professeur Daniel Poulin. De nouveau, ce congrès a réuni des personnes venant de plusieurs coins du monde, avec des délégations importantes d'Australie, d'Europe, aussi bien que d'Amérique du Nord.

Au cours de l'année 2002-2003, est également sorti un film sur l'un de nos chercheurs chevronnés, Guy Rocher. Le film, réalisé par la fille de Guy Rocher, Anne-Marie Rocher, «*Guy Rocher, un sociologue militant*», raconte la vie de Guy Rocher à travers des événements dont il a été le témoin et parfois l'un des acteurs influents. Le Centre a organisé une projection du film, une première fois le 28 janvier 2003, dans un salon des professeurs bondé de membres du Centre, de professeurs et d'étudiants de la Faculté, et une nouvelle fois le 20 février 2003. Les témoignages laissent entendre à quel point les spectateurs ont été émus de voir l'évolution de la société québécoise à partir des années 60 jusqu'à maintenant. C'est bien à cette évolution que le Centre a voulu contribuer au cours des 40 ans de son existence.

En prévision de la demande de financement d'infrastructure qui devra être adressée à l'automne 2003 au *Fonds québécois de Recherche sur la Société et la Culture* (FQRSC),

en son volet *Regroupements stratégiques*, le Centre a décidé de se livrer à une grande réflexion sur ses orientations et sur les réseaux qu'il a bâtis au cours des ans. Le FQRSC a en effet considérablement modifié, par rapport au régime en vigueur jusqu'alors avec le Fonds FCAR (*Formation de chercheurs et aide à la recherche*), les règles qui s'appliquent à des entités telles que le CRDP, insistant notamment sur la nécessité de constituer un réseau interdisciplinaire et interuniversitaire, et sur l'unité de problématique qui doit unir tous les membres du regroupement. Au sein du Centre, cette réflexion s'imposait de toute façon, puisque le troisième axe de recherche, portant sur la théorie du droit et du changement, était devenu un lieu où se côtoyaient des recherches de théorie proprement dites, qui sont transversales et qui touchent tous les axes, et des recherches sur des contextes particuliers de changement social, qu'on pourrait qualifier d'études sur le terrain, au même titre que nous en faisons beaucoup dans les axes portant sur les technologies et le droit.

La réflexion sur les orientations a été menée d'une main de maître sondeur et de théoricien par Pierre Noreau et Béatrice Godard. Les résultats ont été discutés parmi les chercheurs et au sein du Conseil de direction du Centre avant de devenir les nouvelles orientations officielles du CRDP. Elles traduisent une vision générale du rôle du droit dans les rapports sociaux, à l'intérieur de laquelle s'insèrent de manière logique les quelques 50 projets dans lesquels les chercheurs du CRDP et leurs affiliés sont engagés.

L'année 2002-2003 était également la dernière du mandat du soussigné. La procédure de recherche d'un successeur a été enclenchée à l'automne 2002. Le comité créé à cet effet, formé du juge René Hurtubise, du doyen Jacques Frémont, du vice-recteur Alain Caillé et du professeur Patrick Molinari, a pu entendre les témoignages des uns et des autres au Centre et formuler, juste avant Noël, la recommandation au Conseil de l'Université de nommer Pierre Noreau directeur du CRDP à compter du 1^{er} juin 2003 pour une durée de quatre ans. Une période de cinq mois fut ainsi accordée à Pierre Noreau pour se familiariser avec tous les dossiers, lui permettant de prendre sereinement la direction du Centre au 1^{er} juin 2003.

Ejan Mackaay

SECTION 1 **APERÇU DU CENTRE**

1. Historique

Le Centre de recherche en droit public est l'aîné des centres de recherche de l'Université de Montréal, il a été fondé en 1961 sous le nom d'Institut de recherche en droit public. Rattaché à la Faculté de droit, il eut pour mission, à son origine, de «favoriser et d'organiser la recherche en droit public, plus particulièrement en droit constitutionnel et administratif». Cette fondation répondait alors aux souhaits de la Faculté de droit et à un vœu exprimé par le ministre de la Jeunesse de l'époque, l'honorable Paul Gérin-Lajoie.

C'est en 1971 que l'organisme prit le nom de Centre de recherche en droit public (CRDP). Le Centre apporte une contribution importante à l'organisation systématique, à la divulgation et à la critique positive du droit public québécois et canadien, en tenant compte de plus en plus de la dimension socio-politique et du caractère

interdisciplinaire qu'a pris la recherche juridique depuis quelques années.

Aujourd'hui, les travaux au Centre de recherche en droit public portent sur le droit des technologies de la vie et de la santé, le droit et les technologies de l'information, la théorie du droit, l'économie et la sociologie du droit, l'informatique juridique, de même que le droit constitutionnel et le droit administratif.

Le CRDP est reconnu par la communauté scientifique internationale comme un lieu incontournable tant dans le secteur du droit de la biotechnologie que de ceux des technologies de l'information et de la théorie du droit. Il s'agit d'un des rares lieux dans le domaine juridique où des recherches à caractère interdisciplinaire sont menées par des chercheurs et des équipes elles-mêmes transdisciplinaires.

2. Activités

Orientation globale Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social.

Axes

- > Droit des technologies de la vie et de la santé
- > Droit et technologies de l'information et des communications
- > Théories du droit et du changement social

L'orientation scientifique des recherches au Centre est bien résumée par le titre «Production et action du droit à travers le développement technologique et le changement social». Elle englobe les trois axes présents depuis quelques années, soit celui du Droit des technologies de la vie et de la santé, celui du Droit et des technologies de l'information/communications ainsi que celui des Théories du droit et du changement social. Le Centre cherche à stimuler l'intégration des axes de recherche par des recherches conjointes jumelant des éléments des axes technologiques avec des théories développées dans le cadre de l'axe de la théorie.

Axe 1 ➤ *Droit des technologies de la vie et de la santé*

Le Centre de recherche en droit public est un pionnier dans le domaine du droit de la santé. Ses travaux ont donné lieu à plusieurs publications et lui ont permis d'acquérir une importante expertise dans ce secteur. L'angle d'approche s'élargit constamment et recouvre maintenant le droit des établissements de santé, le droit pharmaceutique, le droit des nouvelles technologies et des biotechnologies, le droit de la biodiversité et de l'environnement ainsi que plusieurs approches multidisciplinaires fournies notamment par la sociologie et l'éthique.

Axe 2 ➤ *Droit et technologies de l'information et des communications*

Il existe au Centre de recherche en droit public, depuis le début des années 70, une équipe se consacrant à l'étude du droit des communications. D'abord vouée aux aspects constitutionnels du droit relatif à la communication, l'équipe a développé des travaux s'intéressant aux aspects

fondamentaux et aux techniques particulières d'élaboration des normes dans le domaine de l'information et la communication. Le droit des nouveaux environnements électroniques et en particulier du cyberspace est au coeur des travaux menés dans ce domaine au Centre. Le CRDP compte aussi dans ses rangs une équipe multidisciplinaire travaillant sur les systèmes documentaires juridiques. Il s'agit d'une des toutes premières équipes au monde dans ce secteur. Les travaux menés au sein de cet axe de recherche donnent lieu à d'importantes réflexions au plan de la théorie du droit.

Axe 3 ➤ *Théories du droit et du changement social*

Point d'ancrage de tous les travaux du CRDP, l'axe de recherche sur les théories du droit regroupe des projets juridiques et sociologiques portant sur les droits fondamentaux, sur les rapports entre le droit et la société et sur les normativités nouvelles. Il s'agit d'un secteur théorique propice à la réflexion sur les fondements et les valeurs des systèmes normatifs.

3. Conseil de direction du CRDP

Les membres sont nommés pour représenter les milieux intéressés par la recherche en droit public. Ils peuvent notamment appartenir à la magistrature, aux professions juridiques, à la fonction publique, au corps professoral d'une autre faculté ou université ou à l'entreprise privée.

Président☐	René HURTUBISE, juge, Cour supérieure du Québec
Membres☐	Michel BOUCHARD, sous-ministre, Ministère de la Justice, Québec Stephen CLARKSON, professeur, University College, University of Toronto Mario DION, sous-ministre délégué, Ministère de la Justice, Canada Francis FOX, président du conseil, Roger Télécommunications Québec inc. Marc GOLD, Maxwell Cummings & Sons Louis LAGASSÉ, Lagassé Lachance Beaupré Poisson Guy LORD, Osler, Hoskin & Harcourt Anne-Marie TRAHAN, juge, Cour supérieure du Québec
Membres d'office☐	Alain CAILLÉ, vice-recteur à la recherche, Université de Montréal Jacques FRÉMONT, doyen, Faculté de droit, Université de Montréal Ejan MACKAAY, directeur, CRDP, Université de Montréal

4. Personnel scientifique du CRDP

a) Chercheurs

AVARD Denise , Chercheure M.A. Univ. d'Ottawa; Ph.D. Cambridge Univ.	Politiques sociales, Éthique en génétique Épidémiologie, Dépistage génétique
BENYEKHFLEF Karim , Professeur agrégé Ph.D., LL.M., Université de Montréal	Droit international, Droit de l'information Commerce électronique, Vie privée, Arbitrage et médiation en ligne
FRÉMONT Jacques , Professeur titulaire LL.M. York University	Droit constitutionnel et administratif, Coopération internationale Gouvernance et démocratie, Formalisation du droit
GENDREAU Ysolde , Professeure agrégée LL.M. McGill Univ.; Doc. Université de Paris II	Droit de la propriété intellectuelle Droit d'auteur, Droit comparé, Évolution des normes
GODARD Béatrice , Chercheure Ph.D. Univ. de Montréal, M.A. Socio Univ. Ottawa	Sociologie de la santé, sociologie de l'éthique Responsabilité professionnelle; Bioéthique et Génétique
KNOPPERS Bartha Maria , Professeure titulaire Ph.D. Univ. de Paris I; LL.M. Cambridge Univ. Trinity College; LL.B./BCL McGill Univ.	Droit des personnes, Génétique, Droit comparé Bioéthique, Commercialisation, Propriété intellectuelle, Biotechnologies
LAJOIE Andrée , Professeure titulaire M.A. Oxford; LL.L. Université de Montréal	Droit constitutionnel, Théorie du droit Droit des Autochtones, Droit de la santé, Droit de l'enseignement supérieur
LEROUX Thérèse , Professeure agrégée Ph.D. Université Laval	Droit de la santé, Droit associé aux biotechnologies Droits fondamentaux de la personne, Droit pharmaceutique, Droit de l'environnement, Éthique
MACKAAY Ejan , Professeur titulaire LL.D. Univ. Amsterdam, Pays-Bas; LL.M. Univ. of Toronto; LL.M. Univ. Amsterdam	Droit civil, Théorie du droit, Droit des nouvelles technologies Analyse économique du droit, Propriété intellectuelle
MOLINARI Patrick A. , Professeur titulaire LL.M. Université de Montréal	Droit de la santé et des systèmes de santé Droit administratif, Droit de la personne
NOREAU Pierre , Professeur agrégé LL.B. Univ. Laval; M.Sc. Sci. pol. Univ. de Montréal; Doctorat Sc. Pol. IEP de Paris	Sociologie, Science politique Mobilisation politique du droit, Médiation familiale, Justice communautaire, Théorie du droit
POULIN Daniel , Professeur agrégé LL.M., M. Sc., Univ. de Montréal; Ms. Sc. Informatique, Univ. de Montréal	Informatique et droit Stockage, repêchage et extraction de l'information, Normalisation, Gestion, traitement et diffusion de l'information juridique, Droit et cyberspace
ROCHER Guy , Professeur titulaire Ph.D. Harvard Univ.; M.A. Socio. Univ. Laval	Sociologie du droit, Sociologie de la santé Théorie sociologique, Sociologie de l'éthique, Théorie du droit
TRUDEL Pierre , Professeur titulaire LL.M. Université de Montréal	Droit des communications, Cyberspace, Audiovisuel, Droit public, Droit civil Autoréglementation, Commerce électronique, Théorie du droit, Propriété intellectuelle

b) Chercheurs associés

COUTU Michel, Détachement de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse
 LABERGE Claude, RMGA, Faculté de médecine, Université Laval

c) Collaborateurs

BIBEAU Gilles, Anthropologie, Université de Montréal
 BLANCHETTE Jean-François
 BONFOLDI Alberto, Institut fuer Sozialethick, Zuerich, Suisse
 BOURQUE Jean-François, Centre du commerce international (OMC/CNUCED), Genève
 CANTU José Maria Dr., University of Guadalajara, Mexico
 CHADWICK Ruth, Lancaster University, U.K.
 CHARMERS Donald Dr., University of Tasmania, Australia
 COMAILLE Jacques, GAPP, E.N.S. Cachan
 DELÂGE Denis, Sociologie, Université Laval
 DORVAL Michel, Université Laval
 DOUCET Hubert, Faculté de théologie, Université de Montréal
 DUGAS Michel, Concordia University, Montreal
 EASTON Doug, University of Cambridge, England
 FOREST Pierre-Gerlier, Science politique, Université Laval
 GAGNON Alain G., Science politique, Université McGill
 GAGNON Jean-Denis, Faculté de droit, Université de Montréal
 GALLOUX Jean-Christophe, Faculté de droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas)
 GLASS Kathleen C., Département de pédiatrie et de génétique humaine, Université McGill
 GREEN Jame, Memorial University, Newfoundland
 HAMET Pavel, Centre de recherche du CHUM, Hôtel-Dieu, Montréal
 HERVÉ Christian, Laboratoire d'éthique médicale et de santé publique, Paris
 JACCOUD Mylène, Criminologie, Université de Montréal
 JACQUOT François, Faculté de droit, Université de Nancy

JANDA Richard, Faculté de droit, Université McGill
 JEAN Michèle, Université de Montréal
 JOLY Jean R., Institut national de santé publique du Québec
 KASIRER Nicholas, Faculté de droit, Université McGill
 LAFORET Guy, Science politique, Université Laval
 LAFRAMBOISE Rachel, Pédiatrie, Université Laval
 LAMBERTERIE, Isabelle de, CECOJI, Ivry
 LAP-CHEE Tsui Dr., Hospital for Sick Children, Toronto
 LEFEBVRE, Guy, Faculté de droit, CDACI, Université de Montréal
 LEGAULT Georges A., Éthique appliquée, Université de Sherbrooke
 LESPÉRANCE Bernard, Université de Montréal
 LÉVESQUE Carole, Anthropologie
 MACDONALD Roderick, Faculté de droit, Université McGill
 MACER Darryl, University of Tsukuba, Japan
 MONKOTAN Jean-Baptiste, Université nationale du Bénin
 NIELSEN Linda Dr., University of Copenhagen, Denmark
 OTIS Ghislain, Faculté de droit, Université Laval
 PARIZEAU Marie-Hélène, Philosophie, Université Laval
 PLANTE Marie, Centre hospitalier universitaire du Québec
 PROULX Marc Urbain, Sciences économiques et administratives, UQAC
 RENSSLAER, Polytechnic Institute
 ROCHER François, Science politique, Carleton University
 RONCHI Elettra Dr., OECD-STI-BU, France
 ROUSSEAU, Stéphane, Faculté de droit, CDACI, Université de Montréal
 SALADIN D'ANGLURE Bernard, Anthropologie, Université Laval
 SCRIVER Charles Dr., Montreal Children's Hospital Research Institute
 SIMARD Jacques, Centre de recherche du CHUL, Sainte-Foy, Québec
 SINNETT Daniel, Hôpital Ste-Justine

SIRARD Marc-André, CRBR, Sciences animales,
Université Laval

ST-GERMAIN Christian, Université du Québec à
Montréal

TEODOROIU Simona-Maya, Institut de
recherches juridiques de l'Académie
roumaine, Roumanie

VÉZINA Hélène, Université du Québec à
Chicoutimi

WOEHLING José, Faculté de droit, Université
de Montréal

LANGELIER Richard Émile

LEMYRE Pierre-Paul

LETENDRE Martin

MICHAUD Étienne

MOKANOV Ivan

NAKSEU NGUEFANG Georges

PARADELLE Murielle

PELLETIER Frédéric

PETIT Élodie

RÉGNIER Marie-Hélène

SALLÉE Clémentine

SALVAS Bertrand

SAVARD Nathalie

STAM Monique

TREMBLAY Geneviève

d) Stagiaires postdoctoraux

BOUFFARD Chantal (dir. B. M. Knoppers)

EYELOM Franklin (dir. G. Rocher)

MBULU Henri (dir. B. M. Knoppers)

PARADELLE Murielle (dir. A. Lajoie)

PERES GEDIEL José Antonio (dir. B.M.
Knoppers)

VALLET, Élisabeth (dir. P. Noreau)

e) Agents de recherche

ABRAN France

BERGERON Michel

BUY Marie

CARDINAL Geneviève

CHASSIGNEUX Cynthia

DESCHÊNES Mylène

DUCLOS Isabelle

DUVAL Christine

FECTEAU Claudine

GANACHE Isabelle

GAUTHIER LATENDRESSE Marie

GÉLINEAU Éric

GENDREAU Caroline

GIRARD Nathalie

GIROUD Clémentine

GIROUX Valérie

GOLA Romain

GRIMAUD Marie-Angèle

JOLY Yann

KHARABOYAN Linda

LABBÉ Éric

f) Programmeurs analystes

BLAIN Guillaume

BROUILLET François

CHARBONNEAU Karl

LEFEBVRE Chantal

MORISSETTE Marc-André

PERPIGNAND Ernst

g) Assistants de recherche

ABAD Véronique

AMOR Samia

AVARD Alexandre Philippe

BÉLANGER SIMARD Émilie

BERGADA Cécile

BERGERON Philippe

BIRON Julie

BOUCRATIE Nathalie

BUCCI Lucie Marisa

CAIDI Stéphane

CLERMONT Viviane

CLOUET Johanne

COUSINEAU Julie

DELORME Francine

DUENAS Erika

DURAND Étienne

EL MEKKI Dorsaf

EYELOM Franklin
 GAGNON Charles
 GIROUX Marie-Hélène
 GLEDHILL Katherine
 GOUIN Alexandre
 GREENBERG Alana
 HERNANDEZ Y CARPIO Mauricio
 KASIC Ivan
 KHALAF Aya
 KHOUZAM Rémy
 KOST-DESÈVRE Nicolette
 LALONDE Jean-Sébastien
 LAPIERRE Jean-Marcel
 LAVIGNE Émilie
 LAVOIE Simon
 LEBLANC Violette
 MARQUIS Sarah
 MARSHALL Jennifer
 MARTINEZ Edgar
 MASSE Christophe
 MESGUISH Virginie

NASSIOS Dimitrios
 OUELLET Caroline
 PARÉ Éric
 POCHE Nicolas
 PRATTE Annabelle
 REBOLLEDO Maria Del Pilar
 RINGUETTE Josée
 RIOUX Marc
 SABBAH Cédric
 TRUONG Simone
 TRUSDELL-MÉNARD Olivier
 VACHON Marie-Hélène
 VERMEYS Nicolas
 VIENS François
 ZELLAGUI Sihem

h) Étudiants-stagiaires sous la direction des chercheurs du CRDP

GAUTHIER Katherine (dir. A. Lajoie)
 ISSID Carel (dir. P. Trudel)

5. Personnel administratif

Directeur☐	Ejan MACKAAY
Directeur administratif (Faculté/CRDP)☐	Normand HÉTU
Adjointe administrative☐	Gisèle CHABOT
Technicienne en administration☐	Georgette ROCHELEAU
Secrétaire du directeur☐	Ginette TITTLE
Agentes de secrétariat☐	Éliane COHEN Cécile PROVENCHER-DUBEAU Sylvie SYLVESTRE
Responsable du support informatique☐	José RICHARD

SECTION 2 PROGRAMMATION SCIENTIFIQUE DU CRDP

Axe 1 : Droit des technologies de la vie et de la santé

Axe 2 : Droit et technologies de l'information et des communications

Axe 3 : Théories du droit et du changement social

Axe 1 — Droit des technologies de la vie et de la santé

Chercheurs AVARD Denise, GODARD Béatrice, KNOPPERS Bartha Maria, LABERGE Claude, LEROUX Thérèse, MOLINARI Patrick A.

Membres des équipes au CRDP

AVARD Alexandre, BERGERON Michel, BERSOT Jonathan, BONCOMPAIN Julie, BOUCRATIE Nathalie, BOUFFARD Chantal, BROUILLET François, BUCCI Lucie Marisa, BUY Marie, CARDINAL Geneviève, CLAPROOD Sonia, CLERMONT Viviane, DESCHÊNES Mylène, DUCLOS Isabelle, DURAND Étienne, DUVAL Christine, FECTION Claudine, GANACHE Isabelle, GIRARD Nathalie, GIROUD Clémentine, GIROUX Valérie, GLEDHILL Katherine, GREENBERG Alana, GRIMAUD Marie-Angèle, JOLY Yann, KHALAF Aya, KHARABOYAN Linda, KNOPPERS-TURP Catherine, LETENDRE Martin, MARQUIS Sarah, MBULU Henri, NAKSEU NGUEFANG Georges, POITRAS Sylvain, PRATTE Anabelle, RÉGNIER Marie-Hélène, SALLÉE Clémentine, SAVARD Nathalie, TREMBLAY Geneviève, VACHON Marie-Hélène

Les projets

2003-2008	1. Transformer les découvertes génétiques en services et en politiques de santé appropriées
2003-2007	2. Prestations de services génétiques vers une étendue de la responsabilité médicale?
2003-2004	3. À la recherche d'un langage commun pour les bio-banques
2002-2006	4. Génomique fonctionnelle de la cellule épithéliale intestinale
2002-2004	5. HumGen site internet Portail avec normes en français
2002-2004	6. Une carte haplotype du génome humain – outil biomédical pour la recherche génétique au Canada
2002-2003	7. L'encadrement international du droit et des politiques en génétique humaine et la protection de la vie privée
2002-2003	8. L'information génétique et la vie privée dans le milieu de travail
2002-2003	9. Models of Ethical Decision-Making in Bioscience Firms
2002-2003	10. Projet de recherche sur l'encadrement normatif des maladies à déclaration obligatoire
2002-2003	11. Communigene
2002	12. 3 ^e Conférence internationale sur l'échantillonnage d'ADN
2001-2005	13. Réseau de médecine génétique appliquée
2001-2005	14. Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)
2001-2005	15. Réseau pour les études thérapeutiques et génétiques des cellules souches
2001-2005	16. L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB)

2001-2005	17. La recherche fondamentale en génomique humaine □ les aspects éthiques, sociaux et légaux (GEDS)
2001-2005	18. Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility (INHERIT-BRCA)
2001-2004	19. Regulation of Biobanks □ Banking Without Checks or Insured Deposits?
2001-2004	20. Pharmacogénomique
2001-2002	21. Genetic Information and Life Insurance Underwriting
2000-2007	22. Chaire de recherche du Canada en droit et médecine
2000-2003	23. La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique □ le cas de la xénotransplantation
1999-	24. HumGen site internet
1998-2002	25. Projet génétique et société (PGS)

1. Transformer les découvertes génétiques en services et en politiques de santé appropriées

2003-2008

IRSC

Chercheuse principale □ WILSON Brenda, Université d'Ottawa

Co-chercheurs □ ALLANSON Judith
AVARD Denise
 BOUCHARD Louise
 CAPPELLI Mario
 CARROLL June
 SIMARD Jacques
 COYLE Doug
 GRIMSHAW Jerremy
 LEMYRE Lousie
 SIMARD Jacques

Plusieurs années seront nécessaires avant que les nouvelles découvertes en génétique permettent d'améliorer la santé et les soins de santé. Toutefois, les personnes en charge de l'élaboration de politiques ont déjà à prendre des décisions à propos des technologies génétiques en émergence et ce, en l'absence de preuves évidentes de leurs bienfaits, de leurs coûts ou autres retombées. Si nous ne pouvons pas évaluer avec exactitude les technologies ou les services, nous ne pourrions déterminer si le projet a atteint ses objectifs ou encore, si une utilisation efficiente des ressources limitées a été faite. La recherche en génétique a besoin de refléter de façon plus large les intérêts de la société concernant le potentiel de nuisance sur l'individu ou un groupe particulier de personnes et la possibilité de minimiser les dommages s'il y a lieu.

Cette nouvelle équipe amène une expertise en recherche et une approche multidisciplinaire variée qui permettront de commencer à regarder ces enjeux. Les membres de l'équipe identifieront les plus importantes questions en recherche et fixeront les priorités en utilisant des méthodes de recherche rigoureuses pour répondre aux questions soulevées. Ils communiqueront leurs résultats par des moyens adéquats auprès du public en général, des professionnels de la santé et des personnes en charge de l'élaboration de politiques. L'équipe aura aussi pour but d'entraîner la nouvelle génération de chercheurs ainsi que d'accroître la compréhension et l'expertise en milieu multidisciplinaire.

2. Prestations de services génétiques : vers une étendue de la responsabilité médicale?**2003-2007****Fonds de la recherche en santé du Québec**Chercheur principal ☐ **BATTISTA Ronaldo**Co-chercheur ☐ **GODARD Béatrice**

Le but général de ce programme de recherche est d'étudier les retombées socio-éthiques actuelles et potentielles de l'utilisation des tests génétiques à la fois sur la pratique professionnelle des dispensateurs de services génétiques et sur les relations de ces derniers avec les patients et leur famille. Plus spécifiquement, ce programme de recherche a deux objectifs: 1) l'étude des questions entourant la divulgation d'information génétique à des apparentés biologiques d'un patient lorsque ces informations permettraient à ces apparentés d'entreprendre un suivi médical leur permettant soit d'éviter la survenue d'une maladie, soit de la reporter le plus tard possible. 2) L'étude des questions entourant l'éventuelle obligation morale des dispensateurs de services génétiques à recontacter des patients, advenant de nouvelles informations et stratégies leur permettant d'améliorer leur santé. Ces deux objectifs sont à la fois imbriqués et complémentaires; imbriqués dans le sens où des questions socio-éthiques communes se posent, qu'elles se traduisent en termes d'avantages ou d'inconvénients. Complémentaires dans le sens où un devoir potentiel de recontacter des patients risque fortement de devoir (moralement) contacter des apparentés. Dès lors que de nouvelles informations génétiques deviennent pertinentes pour un patient, il y a des chances que ces mêmes informations deviennent également pertinentes pour les apparentés.

3. À la recherche d'un langage commun pour les bio-banques**2003 - 2004**Chercheuse principale : **KNOPPERS Bartha Maria**

Les deux préoccupations sous-tendant la question de la terminologie utilisée pour expliquer aux participants à des recherches le degré de confidentialité auquel leurs données ☐ seront soumises sont d'ordre pratique et conceptuel. Conceptuel, en cela que la validité d'un consentement à la recherche (et par conséquent, l'autonomie et la vie privée de la personne) peut être sévèrement compromise si le degré de protection des échantillons ou des données n'est pas totalement compris. Pratique, puisque dans le cas des bio-banques, l'utilisation d'échantillons pour fins de compilations de données peut être mise en péril si les chercheurs emploient des termes contradictoires pour définir les différents mécanismes utilisés pour assurer la confidentialité.

La situation devient particulièrement inquiétante dans le monde déjà explosif qu'est la recherche génétique, domaine où la collecte d'échantillons et de données est désormais la norme. Appliquée au domaine en devenir qu'est la génomique de population, une telle situation risque de faire échouer les efforts concertés de collaboration internationale sur le génotypage et le phénotypage. Le degré d'identification est essentiel quant à la détermination des règles éthiques et juridiques applicables. Par conséquent, l'harmonisation de celles-ci devient essentielle.

La complexité de l'étude des définitions utilisées ou proposées à ce jour, du niveau de protection offert et, du besoin ou de l'inutilité d'un examen éthique (dépendamment des définitions) est accentuée par la multitude de lois gouvernant le domaine des données médicales, personnelles ou génétiques. Malgré cette complexité, il semble possible d'accéder à une certaine simplicité et d'envisager une harmonisation, si des éléments communs peuvent être discernés, un dialogue entre les contributeurs institutionnels sur l'actuel lexique contradictoire est initié (Phase I), et un effort ☐ pendant l'élaboration d'un consensus est fait. (Phase II)

4. Génomique fonctionnelle de la cellule épithéliale intestinale

2002 –2006

Valorisation Recherche Québec (VRQ)

Chercheur principal☐	LEVY E.
Co-chercheurs☐	ASSELIN C. AVARD Denise BEAULIEU J.-F. CHABOT B. DELVIN E. HUDSON T. KNOPPERS Bartha Maria LABUDA D. MÉNARD D. PSHEZHETSKY A. RIVARD N. ROY C.C. SEIDMAN E. SINNETT D. TURGEON J. VACHON P.
Collaboratrice☐	KHARABOYAN Linda

Les avancées technologiques récentes réalisées en génomique et en protéomique, permettent aujourd'hui d'identifier les causes de diverses maladies digestives. Il est apparent qu'une meilleure compréhension de ces causes favorise le développement de nouveaux outils diagnostiques, de traitement précoce et des mesures de prévention. Cela dit, il faut être prudent vis à vis la portée de la médecine préventive puisque les recherches génétiques destinées à identifier des gènes et à créer des profils génétiques soulèvent maintes questions sur le plan social, éthique et juridique.

Ce projet de recherche multidisciplinaire aura donc comme mission d'identifier des polymorphismes fonctionnels; d'établir la carte protéomique de la cellule intestinale saine; de déterminer la relation génotype-phénotype cellulaire et d'évaluer leur impact clinique par des études longitudinales sur les enfants et familles atteintes de maladies reliées au tube digestif.

Dans le cadre de ce projet, notre équipe examinera les questions éthiques soulevées par la recherche génétique et les tests génétiques prédictifs sur les enfants, les nouveau-nés et les adolescents. L'équipe sera responsable entre autres de l'élaboration d'un formulaire de consentement spécifique à la génétique destiné à l'enfant ou à l'adolescent et l'élaboration des outils d'information génétique tel qu'un dépliant sur les maladies à développement tardif et/ou certaines maladies gastro-intestinales (incluant les informations sur les risques psychosociaux). Par ailleurs, l'équipe fera l'analyse des politiques éthiques et des normes légales existantes à l'échelle internationale sur) les aspects relatifs à la divulgation de l'information à l'enfant et à la famille, dont les frères et sœurs; 2) les aspects relatifs à la communication des résultats aux porteurs à l'égard des résultats incidents ou inattendus et; 3) les aspects quant à la conservation et l'utilisation des échantillons.

Il est également prévu de constituer un module *PediaGen* dans la Banque de données *HumGen* pour permettre l'accès à l'information et pour créer un réseau d'échange entre les chercheurs et personnes intéressées.

5. HumGen site Internet : Portail avec normes en français

2002 – 2004

Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec

Chercheuses principales ☐ **AVARD Denise**
KNOPPERS Bartha Maria

Collaborateurs ☐ **BROUILLET François**
DUCLOS Isabelle
GANACHE Isabelle
JOLY Yann

Site Web ☐ www.humgen.umontreal.ca

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux. Plusieurs pays de la francophonie qui utilisent la langue française sont confrontés aux mêmes enjeux éthiques. Notre but est de diffuser gratuitement les directives officielles ou professionnelles aux niveaux national, régional et international. Ces différents points de vue seront très utiles aux législateurs de même qu'aux autorités normatives.

Le site Internet HumGen, version anglaise, a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. Grâce à l'appui financier du ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie, nous pourrions offrir, en français, un service à l'image du portail actuel anglais. Ainsi, l'objectif premier de ce projet est de mettre à la disposition des professionnels d'expression française et du grand public, un recensement des documents contenant des normes officielles en français sur les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine depuis 1990. Au cours des trois prochaines années, nous nous proposons de recenser les documents en langue française en portant une attention particulière aux organismes internationaux (UNESCO; OMS...), aux pays tels que la Belgique, la France, la Suisse, la Roumanie, la Tunisie, le Liban, sans oublier, le Canada. Nous incluons aussi des textes de juridiction provinciale québécois.

Ce portail, version française, se compose de quatre modules différents ☐ **GenConnect**, qui permet de se mettre directement en contact avec les organismes responsables de l'émission des politiques; **GenBiblio** qui permet d'ébaucher, à partir de mots clés, du nom de l'organisme ou du titre du document français, des bibliographies classées par juridictions (international, régional et national); **GenInfo** permet d'avoir accès sur une base régulière, aux derniers développements concernant les documents normatifs en français; et **GenEdit** ☐ éditorial trimestriel. Afin de permettre une utilisation plus performante et complète, il sera possible de faire une recherche de tous les documents compris dans la banque générale de HumGen (anglais et français) et ce, à partir du portail français.

6. Une carte haplotype du génome humain – outil biomédical pour la recherche génétique au Canada

2002-2004

Genome Quebec/Genome Canada

Chercheur principal : HUDSON Tom, Genome Quebec Innovation Centre, McGill

Collaborateurs : ALTSHULER D.
BENTELY D.
BROOKS-WILSON A.
BULL S.
DALY M.

DELOUKAS, P.
HICKEY D.
KNOPPERS, B. M.
LABERGE C.
LANDER E.
LETENDRE M.
LONG A.
RANNALA B.

Bien que la cartographie du génome humain constitue un outil des plus utiles pour la recherche génétique, elle est toujours mal adaptée pour étudier les quelque 10 millions de variations courantes de séquences dans les gènes humains et en particulier pour découvrir leur rôle relativement à la maladie.

Toutefois, des recherches récentes portent à croire que les variations dans les chromosomes humains sont organisées en blocs d'ADN, eux-mêmes organisés en un nombre relativement peu élevé de types (appelés haplotypes), mais de taille relativement importante. La cartographie de cette structure de chromosome et la création de la carte haplotype constitueront ensemble un outil des plus précieux relativement à la découverte de maladies génétiques courantes.

Le Centre de génomique de Montréal, le Wellcome Trust Sanger Institute du Royaume-Uni et le Whitehead Institute/MIT Center for Genome Research des États-Unis collaborent à ce projet.

Les enjeux sociaux, éthiques et juridiques relatifs à la consultation, au consentement et à la communication avec les populations concernées sont hautement pertinents dans le cadre de ce projet. En fait, l'emphase sur des populations définies donne lieu à des préoccupations quant à de possibles stigmatisations et discriminations. Informer le public à propos de la science dans le cadre d'un processus efficace en deux étapes sera abordé.

7. L'encadrement international du droit et des politiques en génétique humaine et la protection de la vie privée

2002 - 2003

Justice Canada

Chercheure principale ☐ **KNOPPERS Bartha Maria**

Co-chercheur : **LETENDRE Martin**

Collaboratrices : **AVARD Denise**
FECTEAU Claudine
KHARABOYAN Linda
RÉGNIER Marie-Hélène
SALLÉE Clémentine

L'information génétique, comme toute information reliée à la santé, requiert une grande prudence quant à sa collection, son utilisation, son accès et sa conservation. La possibilité que cette information puisse être utilisée pour des fins de discrimination pour l'accès à l'emploi, l'assurance, la santé, l'éducation ou même l'immigration soulève des craintes. Certains argumentent que l'encadrement actuel à l'égard de la vie privée et des droits de l'homme n'est pas adéquat pour assurer une protection suffisante, en raison du caractère prédictif de l'information génétique et du fait qu'elle transcende l'individu afin de révéler également le statut génétique de la famille ou d'une communauté. Notre équipe doit donc effectuer une analyse comparée des normes législatives et des politiques portant sur les enjeux liés à l'information génétique et à la vie privée afin de proposer des recommandations reliées à l'encadrement normatif du Canada en la matière.

8. L'information génétique et la vie privée dans le milieu du travail**2002 - 2003****Développement des ressources humaines Canada**Chercheuse principale ☐ **GODARD Béatrice**Co-chercheure ☐ **KNOPPERS Bartha Maria**Collaborateurs ☐ **AVARD Alexandre**
BOUCRATIE Nathalie
JOLY Yann
PRATTE Annabelle

La génétique est devenue un des principaux outils de la médecine, permettant de mieux comprendre et de prévenir plusieurs maladies, cependant, certaines inquiétudes ont été soulevées à propos de dangers rattachés à des pratiques discriminatoires en milieu de travail.

L'objectif de ce projet est de produire un aperçu des différentes politiques adoptées par les principales organisations internationales et régionales ainsi que par certains pays industrialisés sélectionnés, sur le sujet de l'utilisation de l'information génétique personnelle dans le cadre de l'emploi. Les pays choisis seront sélectionnés en fonction de la similarité de leur système d'assurance santé et de sécurité sociale avec le système canadien.

9. Models of Ethical Decision-Making in Bioscience Firms**2002 – 2003****Institut Seaver**Chercheur principal : **FINEGOLD David**Collaboratrice : **KNOPPERS Bartha Maria**

Ce projet, financé par l'Institut Seaver, se concentrera sur le développement et la collection de cas d'études réels recensés à travers le monde et portant sur des modèles de prise de décisions éthiques dans les entreprises de biotechnologies. L'objectif de ce projet est de développer un cadre de travail pour comprendre les facteurs clés qui influent sur l'attention donnée aux aspects éthiques dans une prise de décision stratégique par les entreprises biotechnologiques. Cela, dans le but d'identifier les politiques et pratiques qui peuvent être utilisées pour augmenter la capacité des entreprises à auto-réglementer les composantes éthiques de leurs décisions d'affaires.

10. Projet de recherche sur l'encadrement normatif des maladies à déclaration obligatoire**2002 - 2003****Santé Canada**Chercheuse principale ☐ **DESCHÊNES Mylène**Collaboratrices ☐ **AVARD Denise**
FECTEAU Claudine
GIRARD Nathalie
GIROUD Clémentine

La question des maladies infectieuses a été remise à l'ordre du jour depuis les événements du 11 septembre 2001. Certaines maladies que l'on croyait disparues refont surface. Le bio-terrorisme fait la manchette. De nouveaux virus tel que le virus du Nil nous atteignent. Face à ce constat, une nécessité de

faire le point et d'harmoniser les différentes normes existantes à travers le Canada sur les maladies infectieuses s'est fait sentir.

C'est ainsi que notre équipe s'est vue confier ce projet dont les objectifs sont, dans un premier temps, d'identifier et cerner le cadre législatif et jurisprudentiel de certaines maladies à déclaration obligatoire. Dans un deuxième temps, il s'agit de dresser un tableau pan-canadien comparant chaque province. En ce sens, une recension des principales législations touchant les maladies infectieuses sera faite. Par la suite, une analyse des principales législations provinciales et des statistiques gouvernementales sur ce sujet nous permettra d'émettre nos conclusions sous forme de rapport .

11. Communigene

2002-2003

Genome Québec

Chercheure principale ☐ **AVARD Denise**

Collaboratrices ☐ **CARDINAL Geneviève**
DESCHÊNES Mylène
GANACHE Isabelle

La génétique est un domaine en émergence fort complexe qui touchera de plus en plus, de près ou de loin, l'ensemble de la population québécoise. Le développement d'un outil de vulgarisation de la génétique semble donc opportun. Les notions scientifiques de la génétique méritent d'être vulgarisées pour en faciliter la compréhension par le grand public. De plus, dans un contexte où l'on invite la population à participer à un débat public visant à se doter de politiques législatives répondant à leurs attentes, il importe que les membres de la collectivité connaissent l'état actuel du droit pour pouvoir procéder à une réelle réflexion. Celle-ci doit donc disposer **d'outils d'information objectifs et fiables, vulgarisant les principes juridiques et socio-éthiques** qui régissent ce secteur d'activité. L'accroissement des connaissances de la population bénéficiera à toute la communauté scientifique et aux décideurs du domaine de la santé.

Le CRDP propose donc d'élaborer un site Internet rassemblant de l'information vulgarisée sur les principaux thèmes scientifiques, socio-éthiques et juridiques touchant le secteur de la génétique. Mentionnons d'emblée les questions relatives au statut de l'ADN, les droits de la personne, le brevet, l'assurance, la confidentialité, les usages possibles des données génétiques, les applications concrètes de la génétique dans le domaine de la santé, etc.

genetic information in the context of employment. We will analyze existing legislation, professional

12. 3^e Conférence internationale sur l'échantillonnage d'ADN

2002

Organisatrice ☐ **BONCOMPAIN Julie**

Collaborateurs ☐ **KNOPPERS Bartha Maria**
Équipe Projet génétique et société

La 3^e Conférence internationale sur l'échantillonnage d'ADN se présente au moment où des populations et des communautés entières deviennent impliquées dans la recherche génétique et la mise en banque de données. L'incertitude et la controverse liées à l'échantillonnage d'ADN suscitent l'intérêt et le questionnement. Cette conférence a pour objectif de :

- Favoriser les échanges multidisciplinaires

- Analyser les enjeux éthiques, sociaux et juridiques de la recherche génétique communautaire et des populations
- Ouvrir un forum de discussion sur la génétique communautaire et des populations, la discrimination, la pharmacogénétique et le rôle des brevets
- Aborder les questions reliées à la commercialisation et au partage des bénéfices
- Examiner les encadrements normatifs
- Promouvoir la recherche dans le but de favoriser la santé humaine

13. Réseau de médecine génétique appliquée

2001 – 2005

FRSQ

Directeur☐	LABERGE Claude
Chercheure principale☐	KNOPPERS Bartha Maria
Collaboratrice☐	FECTEAU Claudine

Le Réseau de médecine génétique appliquée du Fonds de la Recherche en Santé du Québec est un organisme sans but lucratif établi depuis 1983. Sa mission est d'assister la recherche fondamentale en génétique humaine en facilitant le regroupement de chercheurs et l'échange de connaissances scientifiques et cliniques.

Au cours des quatre prochaines années, le groupe de recherche du CRDP accepte de répondre aux besoins spécifiques des différents secteurs concernant les questions éthico-légales pour l'ensemble du RMGA et d'assister la recherche en génomique en facilitant le regroupement de chercheurs et l'échange de connaissances scientifiques, cliniques et des politiques socio-éthiques. Ce groupe aura un rôle clé dans la mise à jour, la diffusion et la synthèse de l'information concernant les développements nationaux, régionaux et internationaux des directives éthico-juridiques.

Nous rendrons aussi accessible pour le RMGA, HumGen, une banque de données facilement accessible par le biais d'Internet. Cette base de données informatisées de documents recueillis, permettra une gestion rapide, flexible et précise de l'information.

Le CRDP et le «Projet génétique et société» utiliseront leurs ressources pour soutenir et promouvoir des projets de recherche qui s'adresseront spécifiquement aux problèmes circonstanciels et/ou généraux que soulève le développement de la génomique au Québec et dans le monde. À l'aide de notre banque de données, qui nous permet de faire des analyses par une approche thématique, nous préparerons ces documents dont le contenu sera présenté sous forme de tableaux comparatifs.

Enfin, nous sommes chargés d'organiser le 3^e Congrès international sur l'échantillonnage de l'ADN en 2002 en collaboration avec le RMGA.

14. Une alliance pour la recherche en génétique communautaire (ECOGENE)**2001 – 2005****Conseil de recherches en sciences humaines et sociales du Canada (CRSHC)**

Chercheur principal☐	GAUDET Daniel
Co-chercheures☐	AVARD Denise KNOPPERS Bartha Maria
Collaboratrices☐	BOUFFARD Chantal CARDINAL Geneviève DESCHÊNES Mylène, WERTZ Dorothy

Assistante de recherche☐ **GANACHE Isabelle**

La prise en considération de la génétique comme déterminant de la santé individuelle et communautaire aura un impact majeur sur la gestion de la santé publique. Il y a donc lieu de s'interroger sur la façon dont va s'intégrer la génétique dans le cadre législatif actuel du système de santé.

L'équipe du CRDP a été mandatée pour entreprendre l'analyse des lois charnières qui balisent le système de santé québécois, notamment☐ le *Code civil du Québec*, la *Charte des droits et libertés de la personne*, la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, la *Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec*, la *Loi sur l'accès des renseignements des organismes publics* et la *Loi sur la protection de la santé publique*. Des questions relatives à la confidentialité des données génétiques, à l'assurance, à l'emploi, à l'accessibilité aux soins ainsi qu'aux droits fondamentaux seront entre autres examinées.

Les résultats de cette analyse permettront de valider notre hypothèse de recherche☐ les dispositions actuelles peuvent-elles intégrer adéquatement les nouvelles réalités que nous propose la génétique☐ Si oui, nous pourrions alors constater l'existence de certains droits et devoirs qui intègrent déjà la génétique comme déterminant de la santé. Si la réponse est plutôt négative, il faudra alors proposer des pistes normatives qui tiennent compte des caractéristiques particulières de la génétique. On pourra alors redéfinir certains aspects du cadre législatif actuel pour assurer la protection des droits fondamentaux des patients (ex☐relativement à l'usage d'informations génétiques). À l'issue de ce projet, nous préparerons un rapport offrant des suggestions de réforme législative.

Grâce à la banque de données HumGen, l'équipe du CRDP agira également comme ressource dans le domaine de l'éthique et du droit en matière de génétique, pour les diverses équipes d'Écogène 21, en les aidant à solutionner les problèmes que soulèveront leurs projets de recherche respectifs. Un module propre à la génétique communautaire, CommuniGen, sera également créé sur le site HumGen.

15. Réseau pour les études thérapeutiques et génétiques des cellules souches**2001 – 2005****Networks Centres of Excellence**

Chercheuse principale☐	KNOPPERS Bartha Maria
Co-chercheurs☐	BAYLIS Françoise CAULFIELD Tim GLASS Kathleen LEMMENS Trudo LEROUX Thérèse
Collaborateurs☐	CARDINAL Geneviève DUCLOS Isabelle MBULU Henri

PETIT Élodie
PRATTE Annabelle
RÉGNIER Marie-Hélène

Assistante de recherche ☐ **KHALAF Aya**

Programmeur analyste ☐ **BROUILLET François**

Le groupe d'application Stem Cell NET NCE regroupe plus de 50 chercheurs à travers le Canada. Les thèmes de recherches principaux comprennent ☐ 1) biologie des cellules souches (identification des gènes définissant la différenciation des cellules souches, leur renouvellement ainsi que leur développement) ☐ 2) génie biologique des cellules souches (modification génétique, génie tissulaire, développement vectoriel) ☐ 3) applications thérapeutiques (régénération et réparation, essais cliniques) et ☐ 4) enjeux éthiques, sociaux, juridiques et revue des différentes approches normatives.

C'est en vertu de ce 4^e thème que des membres du CRDP, en collaboration avec d'autres chercheurs en bioéthique du Canada, se questionnent sur ☐ les sources des cellules souches (embryons, tissus foetaux, adultes...); la commercialisation des recherches; les précédents sur les animaux; les différentes réglementations et lignes directrices; et l'éthique de la recherche.

La banque de données HumGen nous permet l'accessibilité aux différentes politiques internationales et de cette façon, facilitera une étude comparative de celles-ci. En ce sens, un module distinct (StemGen) de la banque de données centrale sera créé spécialement pour les cellules souches, le clonage et les thérapies géniques.

16. L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB)

2001 – 2005

Organismes subventionnaires québécois ☐ Ministère des Relations internationales du Québec, Commission permanente Franco-québécoise, Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, Université de Montréal

Responsables ☐ **HERVÉ Christian**
KNOPPERS Bartha Maria

Co-chercheurs (Québec) ☐ **DOUCET Hubert**
HAMET Pavel
MOLINARI Patrick

Coordonnatrice (Québec) ☐ **GRIMAUD Marie-Angèle**

Collaboratrice ☐ **DUVAL Christine**

Site Web ☐ www.iireb.org

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB) est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part, la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. L'IIREB a une mission éducative puisque par des stages elle permettra aux jeunes chercheurs d'acquérir plus qu'une expérience de travail. L'IIREB entend aussi apporter à la société une contribution particulière dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale en faisant bénéficier la collectivité de la réflexion menée dans le cadre de ses activités. L'Institut se veut donc un institut à vocation internationale mettant en œuvre un partenariat multilatéral.

Les fonctions de l'IIREB ☐

- une fonction structurante et de coordination par l'interconnexion de réseaux et de partenaires et par des appuis à des échanges internationaux ☐

- une fonction mobilisatrice en stimulant des interactions dynamiques entre les différents partenaires
- une fonction de formation et d'enseignement en appuyant la mobilité étudiante. Le facteur déterminant, c'est d'avoir des étudiants boursiers pour assurer la relève. Pour ce faire, il faut cibler la clientèle d'étudiants qui offre le plus de potentiel pour obtenir des retombées optimales
- une fonction de sensibilisation du public en mettant en place des mécanismes de diffusion et de vulgarisation des travaux de l'IIREB et en créant le plus rapidement un site propre à l'IIREB et des adresses de courriers électroniques propres. Ces infrastructures permettront d'assurer la visibilité de l'IIREB.

17. La recherche fondamentale en génomique humaine : les aspects éthiques, sociaux et légaux (GEDS)

2001 – 2005

Génome Québec

Chercheure principale **KNOPPERS Bartha Maria**

Co-chercheurs
 DOUCET Hubert
 GLASS Kathleen C.
GODARD Béatrice
 LECLERC Bruno
 MELANÇON Marcel
 PARIZEAU Marie-Hélène
 PHILIPS-NOOTENS Suzanne
 SIRARD Marc-André

Collaborateurs
CARDINAL Geneviève
DESCHÊNES Mylène
JOLY Yann
KHARABOYAN Linda

Le changement que connaît la recherche en génétique, dont le champ d'étude s'est déplacé de la cartographie vers la génomique fonctionnelle, nous amène à redéfinir les préoccupations du projet pour le réseau GEDS (Génomique, Éthique/Environnement, Droit et Société). À l'instar des autres projets, la formulation des questions et les recherches entreprises se concentraient jusqu'à maintenant sur l'impact de la connaissance des maladies monogéniques ou des tests génétiques sur les individus et les familles à risque. À ce titre, les récents rapports (2000) de la Société européenne de génétique humaine sur le dépistage génétique des populations, l'Énoncé de principes portant sur la recherche en génomique humaine élaboré par le Réseau de médecine génétique appliquée québécois (RMGA) ainsi que le rapport de la National Bioethics Advisory Commission américaine (NBAC) relatif à la recherche utilisant des tissus humains, constituent des exceptions notables. Ainsi, il n'existe pas actuellement d'équivalent canadien et aucune étude n'entrevoit l'analyse intégrée des droits et responsabilités des chercheurs en génomique, dans une optique combinant les questions posées par la recherche des populations et la responsabilité professionnelle dans la collecte, l'utilisation, le transfert et la protection de l'information génétique. Si le questionnement entourant les «**Empreintes SNP**» de populations entières est examiné ailleurs (voir projet «**La Carte génétique du Québec**» de Génome Québec Laberge, Hudson, investigateurs principaux), l'examen des corrélations phénotypiques-génotypiques au niveau des populations, communautés et familles sera exclusif à l'équipe de GEDS-Québec.

Plus précisément, notre programme d'étude s'intéressera à la recherche des populations et à la responsabilité morale, légale et sociale qui en découle vis-à-vis des régions/communautés et des familles impliquées. Par ce travail, nous cherchons à développer un prototype intégré et multifacial pour la recherche en génomique des populations. Le premier volet de la recherche inclut notamment l'étude de l'échantillonnage et de la mise en banque d'ADN ainsi que l'examen des mécanismes de transfert et de

confidentialité de l'information génétique. Celui-ci tend à développer et à proposer la standardisation et l'harmonisation des approches. Le second volet a trait à la responsabilité. Y seront examinées les questions jusqu'ici largement ignorées de la responsabilité professionnelle et des obligations en matière de communication de l'information génétique relativement aux pratiques cliniques en assistance médicale à la procréation, de recrutement, de confidentialité, de suivi, de communication avec le public en général et des mécanismes de surveillance de toute recherche en génomique.

En outre, on ne saurait négliger de ce dernier volet consacré à la responsabilité les questions posées par la création d'animaux et de plantes transgéniques ainsi que les préoccupations environnementales pour la biodiversité. La compréhension de ce qui est naturel, de la façon dont sont définies les espèces et du respect de la diversité, requiert d'examiner autant les attitudes actuelles utilitaristes envers la recherche en génomique animale et végétale que les préoccupations environnementales. L'évolution de la recherche en génétique dans ce climat de tensions entre les diverses forces sociales (qui peuvent ralentir ou accélérer son développement) justifie l'importance d'une approche favorisant une meilleure compréhension des différents points de vue afin de faciliter la communication entre les protagonistes.

18. Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility (INHERIT BRCA)

2001 – 2005

Programme des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC): groupes multidisciplinaires de recherche en santé

Co-chercheures☐	AVARD Denise GODARD Béatrice
Collaborateurs☐	DUVAL Christine GIROUD Clémentine JOLY Yann
Coordonnatrice☐	VACHON Marie-Hélène
Analystes programmeurs☐	BERSOT Jonathan BROUILLET François

Le cancer du sein est un exemple pertinent représentatif de la croissance rapide du domaine des tests de susceptibilité pour des maladies multifactorielles communes. Les connaissances dans le domaine de la génétique du cancer du sein ont le potentiel pour permettre la détection précoce, la prévention et le traitement de ce type de cancer. Cependant, l'information génétique peut révéler beaucoup sur les individus et leurs familles, et cette information pourrait potentiellement être mal utilisée.

Les objectifs de cette proposition sont les suivants :

- étudier les implications légales, sociales et éthiques de trois dilemmes émergents : (1.1) recherche génétique et épidémiologie génétique utilisant les registres de cancers et les banques de tumeurs; (1.2) secret professionnel et respect pour les droits des individus et des familles; et (1.3) inquiétudes du public à propos de la discrimination génétique et particulièrement de l'accès à l'assurance;
- promouvoir l'éducation des professionnels et des décideurs;
- soutenir l'équipe de recherche de INHERIT (Interdisciplinary Health Research International Team on Breast Cancer Susceptibility) en répondant aux questions sociales, légales et éthiques soulevées par des projets spécifiques sur le cancer du sein.

19. Regulation of Biobanks : Banking Without Checks or Insured Deposits ?

2001 – 2004

Department of Energy (États-Unis)

Chercheur principal: ROTHSTEIN Mark
 Co-chercheure☐ KNOPPERS Bartha Maria
 Collaboratrices☐ CARDINAL Geneviève
 DESCHÈNES Mylène
 GIROUD Clémentine

The Office of Science of the Department of Energy (DOE) a été désignée pour emmagasiner l'information génétique et les prélèvements de tissus. Des études sont nécessaires sur trois aspects☐(☐) l'évolution rapide des bio-banques, et en particulier, l'émergence des multiples types de bio-banques qui soulèvent des questions éthiques et juridiques☐(2) réflexions sur les relations entre les considérations éthiques et juridiques lors de l'émission d'une réponse sur les bio-banques☐(3) la perspective d'une étude comparée internationale afin de permettre une certaine harmonisation des standards.

L'objectif de ce projet est de développer et d'appliquer un cadre conceptuel afin de comprendre les implications éthiques, normatives et juridiques de la mise en banque de matériel biologique (ci-après bio-banque). La réalisation de ce premier objectif permettra par la suite de construire un cadre analytique pour la réglementation des bio-banques.

De façon plus spécifique, ce projet de recherche vise à☐

- réviser et actualiser la littérature sur les enjeux éthiques, juridiques et normatifs des bio-banques classiques. Cette révision permettra de développer des outils afin d'assister les chercheurs et autres intéressés à adopter des standards uniformes;
- évaluer de façon critique les initiatives de recherche des populations comportant une mise en banque et leurs efforts de réglementation;
- contribuer au raffinement et à l'harmonisation des standards relatifs à la commercialisation des bio-banques;
- conduire des recherches originales en éthique et en droit sur l'émergence des bio-banques virtuelles afin d'analyser les options pour la réglementation au niveau provincial, national et international.

20. Pharmacogénomique

2001 – 2004

Valorisation recherche Québec

Chercheuse principale☐ KNOPPERS Bartha Maria
 Agents de recherche☐ BERNIER Louise
 JOLY Yann
 Conférencier invité☐ BOSTYN Sven
 Collaborateur☐ POITRAS Sylvain
 Assistante de recherche☐ CLERMONT Viviane

On affirme que l'étude de la variation génétique (SNPs) permettra l'établissement de profils individualisés, pour une plus grande efficacité, une plus faible toxicité et un dosage individualisé des médicaments. L'industrie pharmaceutique prévoit combler les besoins des banques d'échantillons par la prise en charge de l'échantillonnage d'ADN lors d'essais cliniques traditionnels. On affirme par ailleurs que cette approche n'a que très peu à voir avec la recherche en génétique classique sur des allèles délétères hautement pénétrants, et que, de ce fait, elle ne devrait pas être soumise aux mêmes contraintes.

La question demeure l'échantillonnage d'ADN, avec sa myriade de règles et d'enjeux, peut-il simplement se greffer aux essais classiques sur les médicaments? Une certaine harmonisation des approches à la mise en banque est essentielle, sinon cette forme indirecte de «mise en banque de la population», soit affectera la participation en créant une méfiance due à la protection inadéquate des sujets, soit verra avec le temps ses buts contrecarrés par l'opportunisme scientifique et éthique de la confidentialité actuelle des échantillons, qui diminue leur durée de vie utile.

Les chercheurs du CRDP s'intéresseront aux enjeux soulevés par ces questions. L'équipe du CRDP a d'ailleurs construit une base de données (HumGen) couvrant des lois, des codes professionnels, des directives éthiques ainsi que des recommandations officielles aux niveaux international, régional et national dans les domaines reliés à la génomique tels que la confidentialité et le consentement des échantillons d'ADN. Forte de cette expertise, l'équipe du CRDP est en mesure de répondre aux besoins des chercheurs et de préparer des instruments d'encadrement éthico-juridiques spécifiques aux questions soulevées par la pharmacogénomique.

21. Genetic Information and Life Insurance Underwriting

2001-2002

Department of Energy (États-Unis)

Chercheur principal: ROTHSTEIN Mark

Co-chercheuses ☐ **KNOPPERS Bartha Maria**
GODARD Béatrice

Collaborateurs ☐ **JOLY Yann**

Ce projet de recherche étudie la question à savoir si certaines limites devraient être imposées à l'utilisation de l'information génétique par les assureurs pour fins de classification du risque et d'évaluation des primes en matière d'assurance vie. Cette étude propose une analyse et une recherche intégrant à la fois le droit, la médecine, la sociologie et la bioéthique.

L'équipe du CRDP contribue au projet par le biais d'une étude internationale comparée des différentes approches normatives face aux craintes d'utilisation abusive de l'information génétique par les compagnies d'assurances, notamment en Europe et au Canada.

Les approches adoptées et proposées dans le monde offrent un impressionnant spectre de solutions passant de la prohibition législative, au moratoire, à l'autorégulation et au système de plafonnement. Alors que l'Europe se dirige vers un système social unique, les forces et les faiblesses de ces différentes approches méritent un examen approfondi, puisqu'elles peuvent également servir d'exemples pour l'élaboration de normes futures.

22. Chaire de recherche du Canada en droit et médecine

2000 - 2007

Gouvernement du Canada

Titulaire de la Chaire ☐ **KNOPPERS Bartha Maria**

La chaire a pour objectif de définir des politiques nationales et internationales pour encadrer les gestes posés par l'industrie, les chercheurs et les gouvernements dans le domaine de la génétique. En effet le sprint final de la course au génome aura eu des allures de ruée vers l'or : des milliers de chercheurs travaillaient jour et nuit à identifier le patrimoine génétique de l'humanité pendant qu'autant d'autres multipliaient les façons d'utiliser ces nouvelles connaissances. Au milieu du tumulte, une voix s'est élevée pour démontrer la nécessité d'adopter un code d'éthique de la génétique. Afin de soutenir la recherche, le projet Génétique et Société a mis en place une banque de données contenant des textes

normatifs provenant de partout à travers le monde. La chaire contribue également aux activités de l'IIREB dont les trois axes d'intervention sont l'éthique de la recherche, la génétique humaine en terme de recherche et soins, les systèmes de santé et les réseaux de soins.

23. La prise en compte de la collectivité dans l'acceptabilité d'une percée technologique : le cas de la xénotransplantation

2000-2003

CRSH (Subvention ordinaire)

Chercheure principale □ **LEROUX Thérèse**

Co-chercheurs □ **BONDOLFI** Alberto
JOLY Jean R.
KNOPPERS Bartha Maria
MOLINARI Patrick
SAINT-GERMAIN Christian

Dans le domaine de la santé, nombreuses sont les innovations technologiques qui ont provoqué de profonds bouleversements au sein de la collectivité; la xénotransplantation sera sans aucun doute l'une d'elle. En effet, la frontière inter-espèce pourrait bientôt être franchie avec l'avènement de cette solution proposée pour pallier à la pénurie d'organes humains et pour traiter des maladies chroniques et débilitantes. La xénotransplantation (la transplantation de cellules, tissus ou organes vivants d'origine animale à l'être humain) soulève des problèmes éthiques, juridiques, sociétaux et particulièrement, en santé publique.

La recherche vise à identifier certaines des répercussions dans la collectivité d'une percée technologique telle la xénotransplantation et à s'interroger sur leurs prises en compte dans le processus décisionnel pouvant rendre acceptable l'introduction de ce développement dans l'arsenal thérapeutique. À cet égard, la possibilité d'une contamination virale inédite par l'organe provenant d'un animal transgénique exige une attention particulière.

Un volet important de cette recherche sera donc consacré à analyser les mécanismes de contrôle déjà en place pour assurer la protection de la santé publique et à considérer leur adaptabilité à cette innovation technologique. Parallèlement, l'observation de l'évolution du rôle de l'État comme agent de régulation des rapports sociaux nous permettra d'apprécier les divers modes d'intervention dont il dispose pour réagir aux développements technologiques. De plus, l'étude des répercussions de cette technologie sur nos conceptions de l'identité humaine alors que les frontières entre les espèces sont de plus en plus floues et l'analyse d'expériences tragiques comme celle du sang contaminé, ou encore celle de l'épidémie du SIDA, alimenteront notre réflexion sur la teneur des critères normatifs devant prendre en compte le bien-être actuel et futur de la collectivité.

Compte tenu du degré de complexité de la problématique, la réalisation de cette recherche nécessite obligatoirement la participation d'experts de diverses disciplines (droit, éthique, médecine, sociologie, théologie) au sein de l'équipe.

Les résultats de cette recherche fourniront sinon les bases essentielles du moins les paramètres éthiques et juridiques à toute élaboration de politique ou de réforme des mécanismes de contrôle voués à assurer la protection de la collectivité face à un développement technologique majeur dont la xénotransplantation est un prototype.

24. HumGen site internet

1999 –

Partenaires et commanditaires (GlaxoSmithKline, Roche, Industrie Canada, Human Genome Organization, Gene Codes, Fondation Stichting Porticus, Génome Québec), Institut recherche en santé Canada (IRSC)

Co-chercheures **AVARD Denise**
KNOPPERS Bartha Maria

Collaborateurs **DUCLOS Isabelle**
LETENDRE Martin

Programmeur-analyste **BROUILLET François**

Site Web www.humgen.umontreal.ca

Le site Internet HumGen représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine.

Le site Internet est composé de trois modules différents auxquels on peut facilement accéder tels que : GenConnect, qui vous met directement en contact avec les organismes responsables de l'émission de politiques; GenBiblio vous permet d'ébaucher, à partir de mots clés, des bibliographies classées par juridictions; enfin, GenInfo résume, sur une base régulière, les derniers développements.

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux. Plusieurs pays et sociétés sont confrontés aux mêmes enjeux éthiques. Notre but est de diffuser les directives officielles ou professionnelles aux niveaux national, régional et international. Ces différents points de vue seront très utiles aux législateurs de même qu'aux autorités normatives.

25. Projet Génétique humaine et Société (PGS)

1998 – 2002

Stichting Porticus – Human Genetics and Special Policy Project

Le progrès dans le domaine de la recherche en génétique est fulgurant. Les utilisations et applications pratiques résultant de la recherche en génétique vont de la thérapie génique et du clonage à la mise en banque d'ADN en passant par les tests et le dépistage génétiques. Ces techniques impliquent d'importants enjeux éthiques, légaux et sociaux qui doivent être pris en considération par les législateurs et les personnes responsables de l'élaboration de politiques. La recherche approfondie des implications éthiques, légales et sociales a mené à une variété de réponses qui donnent lieu au développement de politiques publiques plus complètes.

Le projet Génétique et Société a pour objet d'effectuer des recherches et de compléter des contrats traitant de sujets en rapport avec la recherche en génétique tels :



- Les droits de l'Homme
- La mise en banque d'ADN
- La thérapie génique
- Le clonage
- L'éthique professionnelle

- Les enfants et les majeurs inaptes
- La responsabilité
- La confidentialité et la vie privée
- Les tests génétiques et la recherche
- Le dépistage génétique
- La commercialisation et la propriété intellectuelle
- Assurance
- Emploi

En plus de voir à l'analyse des questions soulevées par ces sujets, le PGS développé au Centre de recherche en droit public (CRDP) de l'Université de Montréal a entrepris la recension de la législation, des codes professionnels, des directives éthiques et des recommandations officielles disponibles aux niveaux international, régional et national. Les organisations gouvernementales et les ONG font partie de la recherche. Les ONG comprennent les secteurs privé, professionnel et les groupes de consommateurs. HumGen est une banque de données facilement accessible par le biais d'internet.

Le site internet représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet www.humgen.umontreal.ca est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet.

Axe 2 — Droit et technologies de l'information et des communications

Chercheurs  BENYEKHLIF Karim, FRÉMONT Jacques, GENDREAU Ysolde, MACKAAY  Jean, POULIN Daniel, TRUDEL Pierre

Membres des équipes 

ABAD Véronique, ABRAN France, BLAIN Guillaume, CAIDI Stéphane, CHARBONNEAU Karl, CHASSIGNEUX Cynthia, EL MEKKI Dorsaf, GAGNON Charles, GOUIN Alexandre, ISSID Carel, KASIC Ivan, KHOUZAM Rémy, LANGELIER Richard, LAVIGNE Émilie, LEBLANC Violette, LEFEBVRE Chantal, MESGUISH Virginie, MICHAUD Étienne, MOKANOV Ivan, MORISSETTE Marc-André, NAKSEU NGUEFANG Georges, OUELLET Caroline, PARÉ Éric, PELLETIER Frédéric, PERPIGNAND Ernst, REBOLLEDO Maria del Pilar, SALVAS Bertrand, VERMEYS Nicolas, VIENS François, ZELLAGUI Sihem


Les projets 

2002-2006	1. Text Analysis Portal for Resarch (TAPoR)
2002-2005	2. La transaction multimédia
2002-2004	3. Portail francophone du droit
2002-2003	4. Étude préalable de l'état des lieux en matière de ressources Internet disponibles sur la Démocratie et les droits de l'homme
2001-2003	5. Guide des usagers des environnements de télécollaboration dans le milieu de l'éducation et pour les situations d'accès public à Internet
2000-2004	6. IIJCan/CanLII
2000-2003	7. Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques
1999-2003	8. Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information
1999-2003	9. Norme de préparation des jugements

1. Text Analysis Portal for Research (TAPoR)

2002-2006

Fondation canadienne pour l'innovation

Chercheur principal  **POULIN Daniel**

Le projet Text Analysis Portal for Research (TAPoR), le Portail de recherche en analyse de textes (le Projet) est un projet multi-institutionnel. Il a pour objet la consolidation des meilleurs centres canadiens spécialisés dans le traitement des textes par ordinateur. TAPoR offrira aux chercheurs les collections et les logiciels d'analyse et de repérage nécessaires aux recherches tant littéraires, linguistiques, lexicographiques, juridiques que celles relevant des sciences de la gestion de l'information. Le Projet verra à la mise en place d'une infrastructure humaine et informatique nationale pour l'analyse des textes. Cette infrastructure se réalisera par l'établissement de six centres régionaux qui, ensemble, formeront un portail intégré tout en s'intégrant aux cultures locales de recherche.

Chaque centre apportera une expertise spécifique au Projet. L'Université de Toronto offrira un laboratoire d'interfaces doté des ressources nécessaires à la numérisation des contenus vidéo et sonores ainsi que celles utiles à la saisie des interactions entre un usager et une station de travail de façon à permettre les recherches en vue de définir les meilleures interfaces pour les environnements de bibliothèque virtuelle. L'Université de Victoria disposera d'un laboratoire multimédia permettant l'exploration de la numérisation et de l'enrichissement multimédia des documents. L'Université du Nouveau-Brunswick mettra en place un laboratoire spécialisé dans le dépistage de l'information et la gestion des méta données.

L'Université de Montréal déploiera un laboratoire spécialisé en informatique juridique, doté des outils nécessaires à la poursuite de recherches en extraction de l'information, en conception des systèmes d'information ainsi qu'en ce qui regarde le repérage de l'information juridique. L'Université de l'Alberta compte mettre en place un nouveau laboratoire de recherche informatisé en collaboration avec la chaire récemment obtenue par le professeur Kelly. Cette ressource permettra la production, l'archivage et la distribution de textes électroniques regroupés sous le thème «Culture and Modern State». L'Université McMaster verra notamment à l'installation des ressources centrales du projet.

2. La transaction multimédia

2002-2005

CRSHC

Chercheur principal ☐ **MACKAAY Ejan**
Co-chercheurs ☐ LEFEBVRE Guy
BENYEKHFLEF Karim
ROUSSEAU Stéphane
GAUTRAIS Vincent

Le monde des affaires a depuis longtemps opéré le virage numérique ☐ les technologies de l'information sont de plus en plus utilisées au sein de l'entreprise. Ces technologies bouleversent très souvent les méthodes de gestion, les façons de faire et les modes de conclusion et d'exécution des contrats. Les changements provoqués par l'informatisation et la communication ont des incidences sur le plan opérationnel dans l'entreprise ☐ ils entraînent également des incertitudes sérieuses au plan juridique.

Objectifs du projet ☐

- 1) Identifier les différentes sortes de contrats électroniques et les pratiques contractuelles spécifiques au contexte électronique pour chacun d'eux dans les domaines suivants ☐
 - vente de marchandises et produits circulant sur Internet (logiciel, production multimédia) ☐
 - distribution, «net market» et intermédiation ☐
 - connaissance.
- 2) Identifier empiriquement à la fois les approches législatives nationales ainsi que les démarches internationales afin de prendre en compte juridiquement la nouveauté électronique.
- 3) Analyser les différences de traitement qui existent entre les divers forums et évaluer les risques d'absence d'harmonisation dans le commerce international et les conséquences de ces différences.
- 4) Identification des constantes dans chacune des juridictions et à l'échelle internationale.
- 5) Fournir un guide de rédaction des contrats électroniques permettant de faire ressortir les éléments clé devant être pris en compte dans un certain nombre de situations prédéterminées.
- 6) Préparer un recueil de contrats modèles ou de clauses modèles pour un contexte électronique et international.

3. Portail francophone du droit

2002-2004

Agence intergouvernementale de la francophonie

Chercheur principal ☐ **POULIN Daniel**
 Responsable ☐ **LEMYRE Pierre-Paul**
 Site Web ☐ <http://portail.droit.francophonie.org>

L'équipe LexUM a été chargée de mettre en oeuvre la stratégie de diffusion du droit de l'Agence internationale de la Francophonie. Un cadre de catalogage et un Portail de l'ensemble des ressources juridiques rattachées aux États francophones a été réalisé. D'autres travaux sont en cours afin de redéployer sur Internet les collections documentaires en droit de l'Agence de la Francophonie. Une phase ultérieure verra l'indexation de l'ensemble des ressources juridiques francophones au plan international. Finalement, le transfert d'expertise vers un centre africain de diffusion du droit est envisagé à court terme.

4. Étude préalable de l'état des lieux en matière de ressources Internet disponibles sur la Démocratie et les droits de l'homme

2002-2003

Agence intergouvernementale de la Francophonie

Chercheur principal ☐ **FRÉMONT Jacques**

Dans le contexte du suivi à accorder à la mise en oeuvre de la Déclaration de Bamako, la programmation 2002-2003 de l'AIF prévoit la mise en place de processus d'observation et d'évaluation des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés afin de soutenir la mise en place éventuelle d'un *Réseau d'information et de concertation*.

Il s'agit de dresser un état des lieux des ressources Internet existantes portant sur les différents volets couverts par la Déclaration de Bamako. Cet état des lieux permettra éventuellement de mieux cerner ce qui existe, ce qui n'existe pas et ce qui devrait exister afin de soutenir la Francophonie dans l'élaboration éventuelle de nouveaux outils informatiques visant à appuyer la mise en oeuvre de la Déclaration de Bamako.

5. Guide des usagers des environnements de télécollaboration dans le milieu de l'éducation et pour les situations d'accès public à Internet

2001-2003

Ministère de l'Éducation du Québec

Direction générale de l'Autoroute de l'information, Ministère de la Culture et des Communications du Québec

Chercheur principal ☐ **TRUDEL Pierre**

Cette recherche a pour objectif de doter, d'une part, les centres d'accès communautaires, les maisons de jeunes, les bibliothèques publiques et autres lieux, d'accès public à Internet et d'autre part, les enseignants, les directions d'écoles, les commissions scolaires et les élèves d'un ensemble d'outils afin de ☐

1. contrôler les risques d'atteintes aux droits des personnes et de comportements préjudiciables aux collectivités engagées dans des environnements de télécollaboration ☐ sur Internet;
2. prévenir les violations des lois qui pourraient résulter d'une absence d'informations facilement accessibles sur ce qu'il est licite de faire dans un environnement de télécollaboration ☐

3. prévenir les comportements incompatibles avec un environnement d'apprentissage ou d'interaction entre personnes responsables;
4. soutenir l'apprentissage responsable de comportements civiques, du respect des droits et de la déontologie dans les environnements de télécollaboration;
5. accompagner, pendant douze mois, les personnes engagées dans la mise en place et l'animation d'environnements de télécollaboration. Cela afin de fournir une aide ponctuelle et rapide durant une période critique correspondant à la mise en place des environnements de télécollaboration.

On y développe une démarche visant principalement à

1. identifier les obligations découlant des rôles et responsabilités des participants aux activités de télécollaboration pouvant être mises en place dans le contexte de la réalisation d'activités éducatives de même que dans celui des accès publics à internet;
2. mieux situer les obligations des participants notamment au plan de la législation sur la protection des renseignements personnels, de la propriété intellectuelle et de la responsabilité découlant des atteintes à la vie privée et à la réputation des personnes;
3. proposer, dans des guides accessibles et conviviaux, un ensemble de règles sur la conduite à tenir par les différents partenaires dans le cadre du déroulement des activités de télécollaboration;
4. animer, pour une période initiale un site de discussions et d'informations à l'intention des personnes engagées dans des activités de télécollaboration. Ce site portera sur les approches à privilégier, les solutions à retenir et apporterait des précisions sur diverses questions à caractère juridique qui ne manqueront pas de se poser au fur et à mesure du développement des activités de télécollaboration sur Internet.

6. IJCan/CanLII

2000-2004

Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada

Chercheur principal POULIN Daniel

Site Web <http://www.canlii.org>

L'équipe LexUM a entrepris la réalisation d'une bibliothèque virtuelle de l'ensemble des sources primaires du droit canadien en partenariat avec la Fédération des ordres professionnels de juristes. Le projet Canadian Legal Information Institute (CanLII) s'inspire d'initiatives semblables aux États-Unis et en Australie. CanLII regroupe déjà l'essentiel des collections juridiques canadiennes disponibles sur Internet, soit 11 collections de législations et plus de 50 collections en jurisprudence. L'intérêt principal de CanLII, outre le regroupement qu'il opère des documents autrefois dispersés sur le Web, a trait à la normalisation de leur présentation, de leur format et des modalités pour les retrouver. En plus de ses index alphabétiques ou chronologiques et de ses divers modes de recherche, CanLII offre également divers modes de navigation au sein des collections. L'utilisateur peut accéder directement à un jugement cité ou à un article de loi ou de règlement invoqué dans la décision qu'il consulte. Enfin, l'option « Suivi », retourne une liste complète des documents publiés sur CanLII qui réfèrent au document consulté.

7. Un code de droit d'auteur pour la zone de libre-échange des Amériques

2000-2003

CRSH (Subvention ordinaire)

Chercheure principale ☐ **GENDREAU Ysolde**

Depuis la négociation de l'Accord sur les droits de propriété intellectuelle concernant le commerce (ADPIC) qui a été intégré dans le Traité de Marrakech sur l'OMC en 1994, la propriété intellectuelle est devenue partie intégrante d'un grand nombre de traités commerciaux multilatéraux. Il en est donc de même pour la négociation de l'Accord de la zone de libre échange des Amériques qui doit être conclu d'ici 2005.

L'objectif de ce projet est de concentrer l'étude sur le droit d'auteur, terrain sur lequel s'affrontent deux conceptions ☐ la conception du «copyright», qui est surtout véhiculée par les États-Unis, et la conception des pays de «droit d'auteur», que partagent les pays latino-américains. Il s'agit donc de mener une étude comparative du droit de ces pays pour trouver un terrain d'entente qui serait la base d'une éventuelle harmonisation internationale, la ZLEA étant ainsi un microcosme des débats mondiaux.

8. Les citoyens et les droits constitutionnels dans la société de l'information

1999-2003

CRSH, Canadian Journalism Foundation

Chercheurs principaux ☐ TARAS David, Université de Calgary
TUPPER Allan, Université d'Alberta
SAUVAGEAU Florian, Université Laval

Co-chercheurs ☐ SCHNEIDERMAN David, Université de Toronto
TRUDEL Pierre, Université de Montréal

L'étude analyse les rapports médiatiques et les stratégies de couverture des médias canadiens à l'égard de certaines décisions de la Cour suprême du Canada. Les comptes rendus médiatiques d'un échantillon représentatif de décisions sont analysés et comparés notamment en ce qui a trait à la perspective retenue pour la couverture.

L'étude vise à documenter le rôle des médias dans l'information des citoyens à l'égard des droits constitutionnels.

9. Norme de préparation des jugements

1999-2003

Conseil canadien de la magistrature

Chercheur principal ☐ **POULIN Daniel**

Responsable ☐ **PELLETIER Frédéric**

L'équipe LexUM travaille depuis 1996 à la préparation des normes documentaires utiles au monde judiciaire canadien. En 1999, le Conseil canadien de la magistrature adoptait et faisait sienne la norme pour la référence neutre. «*Une norme de référence neutre pour la jurisprudence*». Plus récemment, le «*Guide canadien pour la préparation uniforme des jugements*» était à son tour adopté par le Conseil canadien de la magistrature. Les travaux de l'équipe LexUM ont trait à la préparation des intitulés et à l'élaboration de lignes directrices en matière de caviardage des documents judiciaires.

Axe 3 — Théories du droit et du changement social

Chercheurs □ COUTU Michel, LAJOIE Andrée, MACKAAY Ejan, NOREAU Pierre, ROCHER □ Guy

Membres □ AMOR Samia, BERGADA Cécile, BERGERON Philippe, EYELOM Franklin, GAUTHIER Katherine, GÉLINEAU Éric, GENDREAU Caroline, GIROUX Marie-Hélène, KOST DE SÈVRE Nicolette, LALONDE Jean-Sébastien, LAPIERRE Jean-Marcel, PARADELLE Murielle, RIOUX Marc

2003-2005	1. La pensée wébérienne à l'heure de la mondialisation □ une actualité paradoxale?
2002-2005	2. Autochtonie et gouvernance
2002-2004	3. L'utilisation des recours juridiques dans les situations de mauvais traitements envers les personnes âgées
2002	4. Étude sur la notion de bonne foi dans les transactions commerciales internationales
2001-2003	5. Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité □ entre faits, normes et valeurs
2000-2004	6. Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales
2000-2003	7. Légitimité du droit □ Weber-Stammler-Habermas
2000-2003	8. Théories et émergence du droit
2000-2003	9. Mise en oeuvre de la norme d'égalité (Charte québécoise) et arbitrage des griefs
2000-2003	10. Les aménagements juridiques de la diversité
1999-2002	11. Démographie et droit □ le droit comme expression du lien social
1998-2002	12. Médiation familiale et résolution de conflit □ analyse des effets de contraintes

1. La pensée wébérienne à l'heure de la mondialisation : une actualité paradoxale ?

2003-2005

CRSHC (Subvention ordinaire de recherche)

Chercheur principal □ McFALLS Laurent

Co-chercheurs □ **COUTU Michel**
DESPOIX Philippe
LEYDET Dominique
ROCHER Guy
THÉRIAULT Barbara

La présente recherche de type interdisciplinaire vise à évaluer la pertinence de la pensée wébérienne pour l'analyse contemporaine des dynamiques sociales de notre modernité. L'intérêt actuel pour Weber n'est plus à démontrer. Ses oeuvres sont incontestablement parmi les plus citées en sciences sociales aujourd'hui. Max Weber a cependant pensé la modernité comme produit de forces convergentes, une éthique protestante sécularisée, le capitalisme industriel et l'État rationnel, s'appuyant sur la rationalisation de la technique, de l'administration et du droit. Les grands thèmes de l'analyse wébérienne de la modernité : la bureaucratie, la démocratie de masse, la direction charismatique, l'économie rationnelle, la domination légale-rationnelle, la rationalité formelle du droit, sont pensés essentiellement — ce qui correspond à la réalité historique d'une bonne partie des XIX^e-XX^e siècles — en référence au cadre étatique. Le renouveau d'intérêt pour Weber trouve assise, d'une part, dans un monde caractérisé au

contraire par la dissociation du politique et de l'économique, la globalisation se traduisant par un décentrage de l'État, déstabilisé par la mondialisation du marché des biens et de la main-d'œuvre et de l'organisation économique. La question se pose dès lors : pourquoi faire appel à la pensée de Weber aujourd'hui? Afin de vérifier l'actualité de Weber, la recherche propose, au plan théorique, une réflexion sur les concepts de rationalité et de rationalisation, les concepts-clés de la théorie de l'action et des institutions chez Weber. Processus de différenciation de l'activité humaine en sphères de valeur (religieuse, économique, politique, esthétique, érotique et scientifique) guidées par leur logique interne et de maîtrise du réel par la technique et la science, la rationalisation est pour Weber la caractéristique de la civilisation occidentale. Au plan empirique, la recherche appliquera les idéaltypes de rationalité weberiens à l'étude de diverses sphères d'activité, à leurs rapports d'affinité et de tension et aux mécanismes de régulation dans des entités concrètes — soit le Canada, l'Allemagne et l'Union européenne— au regard des dynamiques récentes de la mondialisation. Des phénomènes tels que les limites de la rationalisation économique dans les grandes entreprises, les rapports entre politiques publiques multiculturelles et la formation « rationnelle » des groupes ethnoculturels, l'internationalisation des normes juridiques, la technicisation des productions artistiques par le médium informatique et la fragmentation du travail scientifique seront soumis à l'étude. En empruntant à une pensée qui s'est efforcée de comprendre *la modernité* dans ses traits essentiels (et en fonction d'une rupture radicale avec la tradition des Lumières), la recherche tente de voir si un élément de continuité, au-delà des formes particulières revêtues, ne caractérise pas fondamentalement la société contemporaine, quelle que soit l'ampleur des transformations qu'elle connaît. La recherche envisagée devrait apporter, sous trois aspects principaux, une contribution à l'avancement des connaissances ; d'abord, en proposant des outils analytiques pour la recherche appliquée aux sphères de l'activité humaine (l'économie, la politique, le droit, l'esthétique et la science) et à leur intégration tout en jetant un regard nouveau sur un classique des sciences sociales ; enfin, en permettant de mieux décrire, d'expliquer et de comparer les enjeux et les nouvelles formes que revêt la mondialisation dans une perspective résolument multidisciplinaire.

2. Autochtonie et gouvernance

Valorisation Recherche Québec (VRQ) - 2002-2005

CRSHC - 2002-2005

Secrétariat aux Affaires autochtones du Québec - 2002-2003

Chercheure principale ☐ **LAJOIE André**

Co-chercheurs ☐
 BIBEAU GILLES
 DELAGE Denys
 FOREST Perre-Gerlier
GENDREAU Ysolde
 JACOUD Mylène
 JANDA Richard
 LECLAIR Jean
 LÉVESQUE Carole
 MACDONALD Rod
 OTIS Ghyslain
 PROULX Marc Urbain
ROCHER Guy
 SALADIN Bernard

Conçu avec la collaboration active de ses partenaires (l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, la Société Makivik et l'Institut culturel Avataq qui ont suggéré plusieurs de ses thèmes), le projet subventionné par Valorisation Recherche Québec, regroupe 14 professeurs répartis sur 8 disciplines de sciences sociales et émanant de 5 universités québécoises de même que plusieurs chercheurs associés, notamment autochtones. Il vise à cerner les caractéristiques de la société autochtone qui seraient susceptibles d'orienter la configuration de modèles adaptés de gouvernance politique, sociale, juridique, économique et locale, pour les Autochtones.

Les facteurs qui font l'objet de notre hypothèse sont de deux ordres. Un premier groupe relie le présent au passé. Il s'agit des liens entre les toponymies religieuses, les mythes et les récits dont la tradition orale rend compte et les conceptions autochtones contemporaines plurielles des droits ancestraux, de même que des effets de la forme coloniale de l'État canadien et des rapports historiques qu'il a entretenus avec les Autochtones sur l'interprétation et l'application de leurs droits, en matière de territoire, de biens en fiducie et d'autodétermination. Ce sont là autant de paramètres qui orientent les possibilités d'agencements adéquats pour la macro gouvernance, notamment dans ses dimensions de communautarisme, de territorialité politique et de statut personnel des Autochtones, à l'intérieur comme à l'extérieur des communautés.

Un second groupe de facteurs, liés davantage aux transformations récentes et en cours dans la société autochtone, s'inscrivent plus clairement à la jonction du présent et du proche avenir : transfert et appropriation de la compétence en matière de justice pénale et de gestion foncière ; spécificité de la culture des entreprises autochtones et appropriation autochtone des leviers économiques en matière de développement régional ; mise en action de la gouvernance à l'échelle locale et participation civique en milieu autochtone ; culture et pratiques autochtones en matière d'organisation des soins de santé ; propriété intellectuelle de l'art autochtone. Ces facteurs touchent des aspects apparemment plus morcelés de la société autochtone, ce qui ne les rendent pas moins importants pour la conception de modèles adaptés de gouvernance.

3. L'utilisation des recours juridiques dans les situations de mauvais traitements envers les personnes âgées

2002-2004

FQRSC

Chercheur principal ☐	NOREAU Pierre
Co-chercheur ☒	COHEN-LITHWICK Maxime, École de travail social, Université McGill THOMAS Daniel, Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue
Collaboratrice ☐	GARON Muriel, Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Cette étude permettra de décrire l'utilisation des recours juridiques qui sont à la disposition des intervenants sociaux des Centre locaux de services communautaires (CLSC) et de comprendre les raisons de l'utilisation ou de la non-utilisation de ces recours lors des interventions auprès des personnes âgées victimes d'abus ou de mauvais traitements. L'identification des façons d'arrêter ou de réduire l'abus envers une personne âgée constitue un souci important pour les aînés, pour les pourvoyeurs de service et pour les concepteurs des politiques sociales. Plusieurs facteurs influencent l'intervention sociale qui est réalisée afin de réduire ou d'arrêter les abus envers les aînés. Nous examinerons ces facteurs dans le cadre de ce projet. En effet, les recours juridiques sont rarement utilisés et les statistiques suggèrent qu'ils sont même sous-utilisés si on considère la prévalence du problème et la taille de la population québécoise. Or, si les mesures légales existantes peuvent protéger les victimes dans les situations à haut risque, elles sont rarement utilisées. Il est primordial d'en comprendre les raisons. C'est le but de cette étude sociojuridique sur les usages sociaux.

L'étude projetée constitue la première étape d'une programmation de recherche qui vise à déterminer si la législation québécoise doit être modifiée afin d'offrir une meilleure protection aux personnes âgées qui sont victimes d'abus ou de mauvais traitements. Elle vise également à proposer de meilleurs outils d'intervention aux intervenants sociaux et constitue l'occasion d'une collaboration importante entre milieu de la recherche (le CRDP) et milieu de pratique (le CLSC René-Cassin). La recherche que nous proposons de mener tient en quatre volets. Elle recourt aux différentes techniques de recherche développées pour les fins de la recherche sociale. Elle suppose la conduite d'une recherche documentaire sur l'état du droit en matière d'abus des personnes âgées, d'une enquête qualitative auprès d'une soixantaine d'intervenants des

CLSC du Québec sous forme d'entrevues de groupe (*focus group*) et d'entrevues individuelles, suivie d'une enquête quantitative auprès de 650 de ces intervenants.

4. Étude sur la notion de bonne foi dans les transactions commerciales internationales

2002

Fonds Georg Stellari

Chercheur principal ☐ **MACKAAY Ejan**
Co-chercheur ☐ DARANKOUM Emmanuel Sibidi
Collaboratrice ☐ **KOST-DE SÈVRES Nicolette**

La bonne foi constitue une valeur fondamentale du droit, s'inscrivant dans une mouvance internationale qui pose la justice contractuelle comme l'une des pierres angulaires de politique juridique. Elle est un concept flou qui a une vocation en principe supplétive. De nombreuses formes de mauvaise foi sont sanctionnées par des règles particulières, que l'on trouve à travers le droit codifié. Il est impossible cependant de prévoir toutes les situations susceptibles d'engendrer des abus. Pour que le système juridique reste au pas avec les pratiques nouvelles, le droit a besoin d'un concept ouvert, utilisé avec circonspection, pour démarquer les cas de mauvaise foi qui ne sont pas déjà régis par des règles particulières existantes. C'est le rôle que nous semble jouer le concept de bonne foi, qui constitue par là un vecteur d'introduction de nouvelles règles de droit.

Pour avancer dans notre étude, nous comptons faire appel à *l'analyse économique du droit*. Dans cette conception, la bonne foi caractérise le contractant qui s'interdit une conduite opportuniste alors qu'il pourrait exploiter une asymétrie substantielle dans le rapport contractuel. L'asymétrie peut porter sur la force physique, sur un pouvoir de monopole local ou temporel (prestations décalées dans le temps), sur l'accès à l'information ou encore sur la juste évaluation de petites probabilités ou d'arrangements complexes (rationalité limitée) ou sur la capacité d'assumer les risques.

Nous analyserons les sentences arbitrales portant sur des transactions commerciales internationales, en distinguant celles rendues avant l'entrée en vigueur de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises (1980), qui fait référence à la bonne foi en son article 7 (a), et celles rendues depuis. Les décisions peuvent aussi faire référence aux principes d'Unidroit. Les transactions commerciales internationales se prêtent bien à l'étude de la bonne foi, étant un domaine moins rigidelement structuré que les droits nationaux.

5. Groupe d'études sur Max Weber et sa postérité : entre faits, normes et valeurs

2001-2003

Centre canadien d'études allemandes et européennes

Chercheurs principaux ☐ **COUTU Michel**
LEYDET Dominique
ROCHER Guy
WINTER Elke

À la base de la réflexion sociologique de Max Weber, de sa théorie de la science en particulier, se trouve une articulation complexe des rapports entre faits, normes et valeurs. À prime abord, chacun de ces éléments paraît isolé dans des sphères radicalement séparées, qui ne se prêtent à un traitement scientifique que d'une manière et à un degré très différents. Weber tisse néanmoins un certain nombre de liens entre ces sphères a priori totalement hétérogènes. Par exemple, la sociologie ne peut se passer ni de la connaissance des normes propres à la dogmatique du droit, qu'elle utilise comme moyen heuristique, ni se

désintéresser de l'effet des représentations normatives sur la conduite des agents; elle doit prendre en considération les valeurs qui agissent également, à des degrés variables, en tant que motifs de l'action.

Cette articulation des faits, des normes et des valeurs dans la théorie wébérienne soulève un certain nombre de difficultés et d'interrogations, qui ont été mises en relief par la postérité de Weber (de Kelsen et Schmitt à Habermas, Parsons et Luhmann) ainsi le décisionnisme des valeurs chez Weber, les rapports entre légitimité et légalité, la neutralité axiologique, la théorie de l'action, etc.

Ces quelques interrogations, nullement exhaustives, témoignent de la difficulté que pose à la postérité de Weber (entendue au sens large) le problème du rapport entre les faits, les normes et les valeurs. En même temps, en s'adressant tant à la philosophie, à la sociologie, à la science politique qu'au droit, elles illustrent bien la nécessité –puisque le débat sur cette question demeure plus que jamais d'actualité– d'une discussion interdisciplinaire et surtout de recherches interdisciplinaires autour de ce thème. C'est un tel projet interdisciplinaire que veut promouvoir et développer le Groupe d'études «Max Weber et sa postérité».

6. Recherche sur le rôle des usages dans le droit des transactions commerciales internationales

2000-2004

CRSH

Chercheur principal☐	MACKAAY Ejan
Co-chercheurs☐	LEFEBVRE Guy ROUSSEAU Stéphane
Collaborateurs☐	BIRON Julie LEBLANC Violette RINGUETTE Josée

L'usage est considéré comme source de droit primordiale dans le droit commercial, en particulier dans les transactions commerciales internationales. Pour étudier le rôle de l'usage dans ce domaine, l'analyse juridique traditionnelle n'est que d'un secours limité, en ce qu'elle n'informe pas sur les raisons qui justifient la confiance faite à l'usage. Pour élucider cette question, nous aurons recours à *l'analyse économique du droit* afin d'étudier, d'une part, dans quelles circonstances les pratiques privées donnent lieu à des usages, et, d'autre part, si les usages jouent effectivement le rôle de source du droit que leur prête la théorie.

Les transactions commerciales internationales sont un domaine de choix pour étudier les usages. Les changements technologiques et scientifiques y sont omniprésents, quoique à des vitesses variables, rendant délicat le recours à la loi comme instrument de régulation. En outre, le caractère transnational des transactions élimine la référence automatique à la loi nationale comme cadre de régulation. Le programme de recherche retient trois terrains d'observation☐ les contrats normalisés sur la vente internationale de marchandises et les organisations qui les développent; les sentences arbitrales en matière de vente internationale; les sentences arbitrales et les jugements rendus par application de la Convention de Vienne sur la vente internationale de marchandises.

7. Légitimité du droit : Weber-Stammler-Habermas**2000-2003****CRSH**

Chercheurs principaux : **COUTU Michel**
LEYDET Dominique
ROCHER Guy

La recherche traite d'une question cruciale qui se pose aux sociétés contemporaines, celle de la légitimité du droit. Dans ces sociétés, caractérisées par un degré élevé de complexité et par le pluralisme des valeurs, la formation du consensus ne peut plus découler de la tradition, d'une morale conventionnelle ou d'une éthique religieuse. Dans ces conditions, le problème de la légitimité du droit devient incontournable, d'autant aggravé, au demeurant, par la crise de l'État-Providence qui a présidé à l'orientation des sociétés démocratiques industrialisées depuis la fin de la seconde guerre mondiale. Cette crise se traduit par les limites des politiques sociales interventionnistes et par un «décentrage» relatif du rôle de l'État, dû en particulier à la mondialisation de l'économie. D'où des besoins accrus de légitimation, que reflète l'expansion de la juridiction constitutionnelle relative aux droits fondamentaux dans la plupart des pays occidentaux. Mais à son tour cette position encore plus importante occupée par les Cours constitutionnelles et les Cours suprêmes au sein de l'ordre juridique doit être elle-même légitimée, non seulement globalement, mais au regard des décisions difficiles que doivent rendre ces hautes juridictions dans de nombreux cas.

Partant de cette analyse, la recherche proposée, de type pluridisciplinaire (réunissant une équipe de chercheurs composée d'un juriste, d'un sociologue et d'une philosophe) vise, d'une part, à clarifier le sens du concept de légitimité en tentant d'opérer une mise en cohérence des discussions portant sur cette notion; et, d'autre part, à appliquer le concept de légitimité, une fois ce travail préalable d'élucidation réalisé, à l'examen des problèmes de légitimation du droit dans le cadre des sociétés démocratiques contemporaines. Le travail de clarification prendra appui sur l'étude critique de la pensée d'auteurs de premier plan, soit Max Weber et Jürgen Habermas, auquel s'ajoutera le nom de Rudolf Stammler, un philosophe du droit tombé dans un oubli relatif mais qui, fort influent au début du siècle, apporta une contribution très importante à la réflexion sur les fondements en légitimité de l'ordre juridique. L'analyse du concept de légitimité, menée sur la base d'une confrontation des positions respectives de Weber, Stammler et Habermas, conduira à une étude approfondie des contraintes de légitimation qui conditionnent l'activité des Cours constitutionnelles et des Cours suprêmes (au Canada, aux États-Unis, en France et en Allemagne en particulier), cette étude devant être menée au regard de décisions récentes, particulièrement controversées, en matière de droits fondamentaux.

La recherche envisagée devrait, sous trois aspects principaux, apporter une contribution importante à l'avancement des connaissances : d'abord, du point de vue d'une clarification de la notion même de légitimité; ensuite, d'une étude appliquée des problèmes de légitimation dans les démocraties occidentales; enfin, d'un examen des difficultés que rencontre, sous cet angle, la juridiction constitutionnelle relative aux libertés et droits fondamentaux. Du fait de l'ampleur de la perspective adoptée, la recherche devrait intéresser un public plus large (décideurs, praticiens du droit, public préoccupé par les rapports entre droit et démocratie) que l'auditoire formé par la seule communauté universitaire.

8. Théories et émergence du droit
--

2000-2003; 1999-2002

FCAR; CRSH

Chercheurs principaux : JANDA Richard
LAJOIE Andrée
 MACDONALD Roderick
NOREAU Pierre
ROCHER Guy

Les activités de recherche conduites par notre équipe sont toutes orientées vers une même interrogation sur le droit et s'intègrent toutes sous le thème *Théories du droit et changement social*. Elles participent à une même ambition □ réfléchir le droit en tant que processus continu d'élaboration des normes. Nous cherchons à dépasser dans ce sens la simple question du « surgissement des normes juridiques » pour nous pencher également sur les modalités qui président à leur création et à leur transformation continue. Nous entendons répondre par là à quelques questions plus précises □ comment le droit s'élabore-t-il dans la foulée des interactions sociales, quelle part les institutions prennent-elles dans l'énonciation des normes juridiques, dans leur interprétation et leur application, quelles relations ces normes entretiennent-elles entre elles, quelle est leur effectivité concrète, comment sont-elles reçues par ceux et celles qu'elles sont censées orienter et encadrer, et dont elles sont souvent issues?

Un tel programme exige évidemment la comparaison de multiples approches théoriques. Nous entendons ainsi concilier les apports de la théorie du droit, telle qu'elle est entendue chez les juristes, avec les perspectives théoriques et empiriques proposées par les sciences sociales. Aussi le terme *Théories* doit-il être compris ici dans sa forme plurielle. Nos travaux visent la convergence de ces diverses perspectives. Il s'agit là d'un parti pris déjà ancien. Il a largement contribué jusqu'ici à l'enrichissement de nos recherches. Nos travaux antérieurs démontrent la nécessité d'une telle ambition en même temps que ses exigences épistémologiques. Nous croyons ainsi contribuer au développement d'une meilleure compréhension du droit, mais aussi à l'enrichissement de la recherche interdisciplinaire. La réalisation de cet objectif suppose cependant le dépassement d'une conception traditionnelle du droit. Un renouvellement de la théorie du droit implique que le droit édicté, écrit et sanctionné soit réintroduit dans le cadre plus vaste des normativités sociales.

Nos recherches sont axées sur quatre concepts □ **pluralisme** (existence de références normatives parallèles et potentiellement contradictoires dans le cadre même de l'ordre juridique établi par l'État mais, également, la mise en concurrence de l'ordre juridique institué avec d'autres ordres juridiques non étatiques, sinon d'autres références plus ou moins formalisées, souvent implicites); **surdétermination** (efficace du champ des valeurs et des intérêts qui fondent la normativité au moment de sa production en même temps que de l'interprétation variable du contenu des normes dans le temps, au gré de rapports de forces et de contextes socio-politiques particuliers); **effectivité** (effets observables –attendus ou inattendus– des normes juridiques sur les comportements) et, enfin, **légitimité** (caractère nécessaire et désirable des normes elles-mêmes, quelle que soit l'autorité qui les a édictées et formalisées).

Financées entre autres par le CRSH et FCAR, ces recherches portent sur des objets concrets variés — qui nous servent de champ d'induction et de vérification de nos hypothèses théoriques. Depuis 1999 nous avons poursuivi et terminé des projets déjà en cours sur *les constitutions post-modernes* (Macdonald) et sur *les valeurs minoritaires et le discours judiciaire* (Lajoie); poursuivi des recherches déjà amorcées sur *les normes autochtones* (Lajoie) et *l'émergence et la légitimité des normes en matière de santé* (Rocher), de même que sur *la médiation en matière familiale* (Noreau), et mis en route de nouveaux projets sur *la mobilisation politique du droit* (Noreau) et *l'effectivité de la Charte et l'arbitrage de griefs* (Rocher, Coutu).

9. Mise en oeuvre de la norme d'égalité (Charte québécoise) et arbitrage des griefs**2000-2003****CRSH**

Chercheure principale : VALLÉE Guylaine, École des relations industrielles, U. de Montréal

Co-chercheurs : **ROCHER Guy**
COUTU MichelCollaborateurs : GAGNON Jean-Denis
LAPIERRE Jean-Marcel

Chaque année, au Québec, plusieurs plaintes de discrimination sont déposées devant différentes instances spécialisées, la mise en oeuvre de l'article 10 de la Charte des droits et libertés de la personne ne relevant pas exclusivement de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse et du Tribunal des droits de la personne. Dans le domaine de l'emploi, en particulier, le traitement des plaintes de discrimination dépend largement des instances propres au droit du travail, notamment des arbitres de griefs en contexte syndiqué. Ceux-ci possèdent le pouvoir d'appliquer ou d'interpréter les lois, incluant les lois qui concernent la protection des droits de la personne. Une dualité de forums compétents découle de cette situation en contexte syndiqué: tant l'arbitre de griefs que le Tribunal des droits de la personne du Québec peuvent rendre des décisions sur des problèmes de discrimination dans l'emploi. Quelles sont les conséquences de cette situation sur la cohérence d'application de la norme d'égalité dans les milieux de travail? Le droit à l'égalité protégé par la Charte est-il appliqué ou interprété différemment suivant le forum auquel s'adresse la victime de discrimination?

Notre recherche veut répondre à cette question en décrivant de manière exhaustive, dans la poursuite des travaux récents des chercheurs impliqués dans notre équipe, les différences dans l'application et l'interprétation de la règle prohibant la discrimination dans l'emploi en contexte syndiqué par les instances spécialisées du travail et des droits de la personne. Elle vise aussi à identifier les causes possibles de ces différences par une approche combinant différents apports disciplinaires (droit, relations industrielles, sociologie et théorie du droit) et des méthodes de recherche variées (analyse de contenu de décisions de justice, entrevues avec les intervenants impliqués dans le traitement des plaintes de discrimination dans l'emploi, études de cas).

Outre l'utilisation combinée de théories issues de différentes disciplines, l'étude pourra contribuer à l'avancement des connaissances en mettant l'accent sur les difficultés surgissant dans les rapports entre le droit collectif du travail et le droit à valeur «quasi constitutionnelle» des libertés et droits de la personne et sur la nécessité d'une meilleure harmonisation des pratiques d'interprétation et d'application de la Charte entre les tribunaux spécialisés.

Du point de vue de l'orientation des politiques publiques, l'étude se propose aussi de faire l'inventaire et l'évaluation des différentes options susceptibles d'assurer la véritable primauté de la Charte des droits et libertés de la personne y compris en matière de rapports collectifs de travail, tout en respectant la mesure d'autonomie nécessaire au bon fonctionnement de ce champ.

Enfin, il faut souligner les implications pratiques de la recherche pour les intervenants du droit du travail, notamment les syndicats et les arbitres de griefs, dont le rôle excède de plus en plus le cadre strict de la convention collective pour embrasser l'application des droits fondamentaux dans l'entreprise syndiquée, ce qui transforme la mission initialement rattachée à ces institutions des rapports collectifs du travail.

10. Les aménagements juridiques de la diversité**2000-2003****CRSH**Chercheur principal ☐ **NOREAU Pierre**Co-chercheur ☐ **WOEHLING José**

La multiplication et la diversification des demandes de reconnaissance qui se manifestent dans les sociétés pluralistes entraînent une évolution rapide des techniques et des concepts juridiques mis en oeuvre. Cette évolution s'accompagne, en droit international comme en droit constitutionnel, d'une nouvelle interprétation du principe d'égalité dont les tribunaux font de plus en plus découler un droit à la différence et à des aménagements particuliers, et non plus seulement un droit à l'absence de discrimination directe. Il faut aussi signaler que le développement considérable du droit international des droits de la personne, et en particulier du droit des minorités et des peuples autochtones, soustrait graduellement certaines décisions concernant la reconnaissance des droits et libertés, et la reconnaissance de la diversité, à la discrétion des autorités étatiques nationales. Comment le droit est devenu un cadre d'action politique et comment les tribunaux se sont transformés en une nouvelle arène politique seront des questions sur lesquelles se penchera le professeur Noreau. L'exploitation politique qui peut être faite du droit est fonction de ce que nous pourrions appeler l'institutionnalisation politique du droit ou, si on préfère, l'interpénétration des sphères juridique et politique. Cette perspective ouvre la porte à une recherche comparative certes exigeante, mais fort prometteuse. Elle suppose une lecture comparative de la jurisprudence et une analyse des stratégies des acteurs en regard de l'arène judiciaire, un espace d'autonomie où les rationalités et les règles d'action sont spécifiques et méritent une analyse rigoureuse. Il s'agit d'une étude comparative portant plus spécifiquement sur les cas québécois, écossais et corse. Cette étude est menée dans le cadre du projet de recherche *Analyse théorique et comparée du Canada, de la Belgique et du Royaume-Uni*, sous la direction du professeur Alain G. Gagnon de l'Université McGill.

11. Démographie et droit : le droit comme expression du lien social**1999-2002****Fondation du Barreau du Québec; MRCI**Chercheur principal ☐ **NOREAU Pierre**

Une des plus grandes difficultés que rencontre le droit dans l'exercice de sa fonction sociale réside dans la conception différente que se font les citoyens de l'activité juridique et de sa légitimité en tant qu'institution (législative, exécutive et judiciaire). Il s'agit là d'une situation assez connue. Le droit est perçu différemment en fonction de l'origine sociale et de la socialisation des justiciables, mais cet état de fait est plus évident encore dans le cadre d'une société pluraliste et ouverte que dans une société plus fermée, parce que la présence de justiciables issus d'autres univers culturels s'y fait plus fortement sentir. Or, cette situation pose dans une perspective nouvelle les impératifs d'une citoyenneté qu'on suppose fondée sur le droit, de sorte que soumis à un même ordre juridique, les justiciables réagissent très différemment à l'action du droit. Le législateur, le praticien du droit et la magistrature doivent du moins savoir que la conception qu'on se fait de la fonction juridique connaît d'importantes variations en fonction des origines sociales et culturelles des justiciables. Il en va notamment ici des facteurs de socialisation que constituent l'origine culturelle ou nationale.

Le projet que nous nous proposons de conduire comprend trois étapes ☐

- 1) une enquête par sondage auprès de la population en général comprenant un échantillon important de Québécois issus de l'immigration;
- 2) une enquête par entrevues auprès de Québécois issus de l'immigration mais issus de certaines communautés culturelles ciblées (d'origine occidentale et non-occidentale);

3) une enquête par entrevues auprès de professionnels du droit (avocats et juges) et auprès d'acteurs du système judiciaire (traducteurs judiciaires, greffiers, intervenants psycho-sociaux oeuvrant à la Cour du Québec ou à la Cour supérieure).

Le projet doit déboucher sur une série de recommandations permettant un plus grand accès des communautés culturelles à la justice et une meilleure connaissance du droit. La recherche doit ainsi conduire à répondre à quelques problèmes plus concrets □ comment le monde juridique peut-il aborder l'univers diversifié des communautés culturelles, quelles conclusions tirer des expériences antérieures, devant les tribunaux, les instances administratives, ou tentées dans le cadre de la pratique quotidienne du droit? Comment assurer une meilleure diffusion du droit au sein des membres des différentes communautés? Quel bilan faire des tentatives antérieures en ces matières et sur quelle conception du droit un rapprochement peut-il être tenté? Quels sont les obstacles à surmonter pour parvenir à une plus grande confiance dans le droit et dans l'institution judiciaire?; Comment – en contrepartie – recourir aux mécanismes que les membres de ces communautés culturelles établissent dans la gestion de leurs rapports quotidiens? Quelle conclusion tirer de ces pratiques particulières pour le fonctionnement de nos propres institutions?

12. Médiation familiale et résolution de conflit : analyse des effets de contrainte

1998-2002

FCAR (Programme Établissement de nouveaux chercheurs); Ministère de la Justice

Chercheur principal □ NOREAU Pierre

À partir de l'analyse de la définition que donnent les médiateurs familiaux de leur activité, se profile l'idée que ce nouveau champ de pratique est en train de se constituer autour d'une série de tensions touchant divers enjeux sociaux et professionnels □ continuité et rupture vis-à-vis de la profession d'origine; luttes interprofessionnelles; passage d'un mode judiciaire de régulation des divorces et d'organisation de la vie familiale à un mode plus souple, adapté aux besoins des individus; capacités (potentielles) de changement, d'évolution, de réflexivité, d'autoprise en charge des parties dans la médiation et incapacités (réelles) momentanées –émotives, psychologiques– d'y parvenir. Comment l'action des acteurs du droit constitue-t-elle, dans cette perspective, une des conditions de définition de la norme juridique? En quoi l'émergence du droit est-elle liée au jeu de ceux qui ont vocation à le mettre en œuvre? Le cas de la médiation familiale offre un exemple intéressant de ce phénomène qui contribue à l'émergence de la norme juridique. Il n'est observable qu'à condition de se pencher sur l'activité des acteurs du droit (ici les médiateurs eux-mêmes, ailleurs, les justiciables) et de chercher à comprendre comment ils s'approprient la norme juridique, exploitent ses imprécisions et repèrent les marges de manœuvre laissées par la législation. La médiation familiale offre cette perspective sur un champ de pratique en émergence qui ne trouvera sa stabilité que dans la récurrence d'une façon de faire et d'une justification dont la forme et le contenu restent encore à définir. Le cas est particulièrement riche parce qu'il met en concurrence –depuis septembre 1997, date de mise en vigueur de la loi 65□ des agents issus d'origines professionnelles différentes□ avocats et notaires, mais également travailleurs sociaux, psychologues et orienteurs qui, tous, ont le droit d'obtenir une accréditation en tant que médiateur familial. La définition encore imprécise de la médiation familiale tient en partie, au fait que ces différents groupes professionnels se partagent actuellement le champ de la pratique. Il est par conséquent raisonnable de s'attendre à ce que plusieurs formes de la médiation familiale soient également observées et qu'un conflit latent divise les tenants de conceptions différentes de la médiation, jusqu'à la structuration et la consécration juridique d'un standard, que celui-ci soit tributaire de la domination graduelle d'un modèle ou du monopole consacré ou implicite d'un groupe professionnel. L'étude actuelle cherche une réponse à une question simple □ jusqu'à quel point les médiateurs issus de groupes professionnels distincts entretiennent-ils une conception différente de la médiation? Cette interrogation sera ultérieurement suivie par d'autres, dont nous avons brossé les contours plus haut. L'étude actuelle exploite les contenus d'une trentaine d'entrevues.

SECTION 3 LE CRDP AU PLAN INTERNATIONAL

1. Participation à des réseaux internationaux

- ECODIR
- GERN
- IIREB
- JURIS INTERNATIONAL
- Multidisciplinary Human Gene Technology, Research & Therapy Project Scholarships
- PICS

ECODIR (Electronic Consumer Dispute Resolution) : Le Centre de recherche en droit public a été à l'origine de la mise sur pied du consortium ECODIR comprenant les partenaires européens suivants: Université de Namur, CNRS, Université de Munster et University College of Dublin. Ce projet a pour objet de mettre en place des mécanismes logiciels facilitant le règlement des conflits sur Internet impliquant au moins un consommateur; d'analyser la statut juridique des consommateurs en Europe dans le cadre notamment du règlement extrajudiciaire des conflits; d'assurer le secrétariat du projet ECODIR et d'analyser les plaintes soumises (taux de résolution, types de conflits, etc.) et de proposer des voies de solution propres à faciliter le commerce électronique et à assurer une sécurité juridique des transactions. Le projet a débuté le 1^{er} juin 2000 et se termine le 1^{er} juillet 2002. Il est possible que le projet soit prolongé pour une année. Le consortium ECODIR a été financé par la Commission européenne et le développement logiciel a été assuré par des fonds privés.

GERN (Groupe européen de recherches sur les normativités) La vie sociale est structurée par toutes sortes de normes, les unes autonomes, les autres institutionnalisées, avec des degrés variables de formalisme. La crise et la recomposition des normativités constituent aujourd'hui un problème crucial, rendu encore plus aigu par la régionalisation et la mondialisation. Le GERN est un réseau scientifique européen, qui réunit une quarantaine de centres et des chercheurs individuels de différentes disciplines travaillant sur les normes et les déviations. Des centres et chercheurs de dix pays européens participent au GERN. Le GERN organise régulièrement dans différents pays des

séminaires de recherche, des colloques et des journées d'étude; il publie une lettre d'information trimestrielle sur les activités et les travaux des chercheurs du GERN et entretient une coopération documentaire entre ses membres. Le CRDP a été exceptionnellement accepté et reconnu par le GERN comme «équipe associée extra-européenne», à cause des travaux théoriques et empiriques menés au CRDP sur les normativités juridiques et non juridiques. À ce titre, le CRDP est invité à participer à toutes les activités du GERN et bénéficie de contacts et de visites avec les chercheurs européens rattachés au GERN.

IIREB (Institut international de recherche en éthique biomédicale). L'IIREB a été mis sur pied en mai 2001, sous le parrainage de la Commission permanente franco-québécoise. L'IIREB est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. Les points d'ancrage de l'IIREB sont le Laboratoire d'Éthique Médicale et de Santé Publique de la Faculté de Médecine de Necker Enfants malades et le Centre de recherche en droit public. La programmation scientifique de l'IIREB est axée sur trois axes: l'éthique de la recherche, la génétique humaine (recherche et soins), les systèmes de santé et les réseaux de soins. Plusieurs partenaires ont appuyé la création de l'IIREB : du côté québécois, on trouve le ministère des Relations internationales du Québec, le ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec, le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, la Chaire de recherche du Canada en droit et médecine et

l'Université de Montréal. Du côté français, il s'agit du ministère des Affaires étrangères de la France, du ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie, ainsi que de l'Université René-Descartes – Paris V. L'Institut regroupe des personnes de diverses disciplines et de champs d'intervention variés intéressées par la recherche en éthique biomédicale (droit, éthique, médecine, philosophie, sociologie, anthropologie, etc). Au Québec, l'IIREB compte environ 170 membres et 150 en France. L'IIREB se veut un institut à vocation internationale mettant en oeuvre un partenariat multilatéral.

JURIS INTERNATIONAL est le fruit d'un partenariat entre

- le **Centre du commerce international CNUCED/OMC - CCI** (responsable du projet: Jean-François Bourque, conseiller principal)
- **LexUM du Centre de recherche en droit public de l'Université de Montréal, Canada** (responsable du projet: Daniel Poulin)
- **et le Juripole de l'Université de Nancy, France** (responsable du projet: François Jacquot)

Le partenariat a été officiellement engagé en novembre 1998 lors de la conférence internationale «Partenaires pour le développement» tenue à Lyon sous les auspices des Nations-Unies. La formule d'un partenariat entre des organisations internationales et des institutions de la société civile a semblé un moyen pratique et viable pour atteindre les objectifs de diffusion du droit du commerce international vers les pays émergents.

Juris international est une collection multilingue (anglais, espagnol et français) d'informations juridiques pertinentes sur le commerce international. *Juris international* vise à faciliter et économiser le travail de recherche et d'information des juristes d'affaires - avocats, conseils et juristes d'entreprises - et des organismes étatiques des économies en développement et en transition, en donnant accès à des textes dont l'obtention était auparavant souvent difficile. L'objectif est de réunir en un seul site un grand nombre d'informations de base (en privilégiant les textes juridiques complets), sans nécessité de renvois, et par conséquent sans frais de communication excessifs pour les utilisateurs ne bénéficiant pas d'un réseau de télécommunication performant. En 2001, *Juris International* s'est associé au Centre de

conciliation et d'arbitrage de Tunis aux fins de préparer et de tenir une conférence internationale sur le thème du développement du commerce électronique dans les pays du Sud. Plus de 700 participants d'une vingtaine de pays ont assisté à l'événement. Les Actes ont été publiés sous le titre «Guide juridique du commerce électronique».

Multidisciplinary Human Gene Technology, Research and Therapy Project Scholarships. Ce programme permet aux jeunes chercheurs d'acquérir une expérience de travail et une formation pluridisciplinaire en travaillant avec une des quatre équipes de recherche suivantes : **Le Projet génétique et société**, coordonné par la Professeure Bartha Maria Knoppers, Université de Montréal. **The Genetics, Theology and Ethics Project**, coordonné par la Professeure Lisa Sowle Cahill, Boston College, Boston, É.-U.; le Professeur Paul Schotsmans, Centre d'Éthique Biomédical, Louvain, Belgique et le Professeur Dietmar Mieth, Université de Tuebingen, Tuebingen, Allemagne. **Multidisciplinary in Counselling for Predictive Genetic Testing**, coordonné par la Professeure Gerry Evers-Kiebooms, Unité de génétique psychosociale, Centre pour la Génétique Humaine, Université de Louvain, Belgique. **The Research Fellowship Programme for Duchenne Muscular Dystrophy**, coordonné par le Professeur Eric Hoffman, National Medical Center, Washington, É.-U. Ce programme permet non seulement aux boursiers d'acquérir une expérience dans le domaine de la génétique humaine, mais également aux instituts hôtes de bénéficier de l'expertise des boursiers au cours de leur séjour.

PICS (Programme international de coopération scientifique CRDP-CECOJI/CNRS sur «Internet, droit, normativité et technologies»). Le ministère québécois de la Recherche, de la Science et de la Technologie ainsi que les instances françaises équivalentes ont appuyé la création d'un axe franco-québécois de recherche avancée sur le droit et les normativités relatives aux technologies de l'information, d'Internet et du cyberspace. Le Programme international de coopération scientifique réunit l'équipe de droit du cyberspace du CRDP et celle du Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI). Il consolide un regroupement des principaux chercheurs québécois et français sur ces questions afin de constituer une équipe

internationale capable d'intervenir efficacement dans les divers lieux où se pense et se construit la normativité du commerce électronique et des autres interactions rendues possibles du fait des technologies de l'information. Les questions de recherche considérées se rattachent à trois volets. Le premier volet a trait à l'étude et au développement du cadre juridique d'Internet. Il

s'agit d'identifier le contenu des normes applicables dans l'univers Internet. Le second volet concerne les processus d'élaboration des normes régulatrices qui s'imposent aux sujets et l'effet des technologies sur le droit. Le troisième volet vise à développer et à adapter les technologies de l'information aux besoins et aux particularités du droit.

2. Rayonnement international

Le CRDP est probablement le plus important centre de recherche universitaire en droit au Québec, au Canada et au sein de la Francophonie. Son importance peut se mesurer par le nombre des chercheurs et des étudiants, la diversité des projets de recherche et la qualité de ses publications. Le Centre s'est taillé une place de premier rang dans chacun de ses axes de recherche. De nombreux signes témoignent de la reconnaissance internationale que recueille le Centre. Le CRDP reçoit, chaque année, de nombreux chercheurs en courte visite ou séjour d'étude. Plusieurs membres occupent des positions prestigieuses sur la scène nationale et internationale. Les sites webs des diverses équipes procurent au CRDP un rayonnement remarquable au sein des milieux scientifiques internationaux. Les ressources HumGen et LexUM sont reconnues comme faisant partie du nombre très sélect des serveurs juridiques qui sont fréquentés par des usagers en provenance d'une centaine de pays à un rythme de plus d'un million de requêtes par mois, dont plus de la moitié en provenance de l'étranger.

➤ *Ententes institutionnelles*

Le rayonnement international du Centre prend la forme d'ententes institutionnelles avec d'autres grands centres de recherche universitaires oeuvrant dans des domaines d'intérêt semblables ou connexes☐

- Centre d'études sur la coopération juridique internationale (CECOJI), Ivry, France
- Centre de recherches Informatique et Droit (CRID), Namur, Belgique
- Centre international de sociologie du droit, Oñati, Espagne
- Chicago-Kent Law School, USA
- Faculté de droit de l'Université de Nancy, France
- Groupe européen de recherche sur les normativités (GERN, affilié au CNRS)

- Groupe Rubis-Network on Computer Law and Security de Bruxelles et un des réseaux de l'AUPELF-UREF
- Instituto de Investigaciones Juridicas, UNAM-Mexico
- Juripole, Université de Nancy
- New South Wales University, Sydney
- University of Technology, Sydney
- University of West Indies, Bridgetown, Barbados

Ces liens s'ajoutent à ceux qui existent déjà au Canada avec les plus importants centres de recherche dont☐

- Faculté de droit de l'Université de Colombie-Britannique
- Health Law Institute, Alberta
- Institut canadien de recherches avancées
- Public Law and Policy Research Center, Université York

SECTION 4 FINANCEMENT

Nom de l'unité : CENTRE DE RECHERCHE EN DROIT PUBLIC

SUBVENTIONS, DONNÉS ET CONTRATS DE RECHERCHE DES MEMBRES RÉGULIERS		
Période : du 1er avril 2002 au 31 mars 2003		
	Obtenus	
	(nombre)	\$
<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
<input type="checkbox"/>		
1) INFRASTRUCTURE	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> CÉDAR	1	665 000
<input type="checkbox"/> Regroupements stratégiques des Fonds québécois	1	155 000
<input type="checkbox"/> SOUS-TOTAL	2	820 000
<input type="checkbox"/>		
2) INDIVIDUELLES ET D'ÉQUIPES		<input type="checkbox"/>
<input type="checkbox"/> CRSH	9	341 536
<input type="checkbox"/> IRSC	4	145 700
<input type="checkbox"/> FQRNT	1	84 000
<input type="checkbox"/> FRSQ	4	83 500
<input type="checkbox"/> VRQ	4	95 050
<input type="checkbox"/> AUTRES	61	1 804 459
<input type="checkbox"/> CONTRATS	17	1 463 287
<input type="checkbox"/> DONNÉS	1	71 748
<input type="checkbox"/> SOUS-TOTAL	101	4 089 280
TOTAL	103	4 909 280 \$
<input type="checkbox"/>		

SECTION 5 RÉALISATIONS DU CRDP EN 2002-2003

1. Publications et réalisations

	<i>Quantité</i>
➤ Livres	5
➤ Chapitres de livres	16
➤ Articles	26
➤ Rapports	9
➤ Autres	10
➤ À paraître	22
➤ Conférences	89

➤ Livres

GODARD, Béatrice, Yann JOLY, Annabelle PRATTE, Alexandre AVARD, Nathalie BOUCRATIE, et Bartha Maria KNOPPERS, *Genetic Information and Privacy in the Workplace*, Report to Human Resources Development Canada, March 2003, 112 p.

HERVÉ, Christian, Bartha Maria KNOPPERS et Patrick A. MOLINARI (dir.), *Les pratiques de recherche biomédicale visitées par la bioéthique*, Éditions Dalloz, Collection Thèmes & commentaires, Paris, 2003, 216 p.

KASIRER, Nicholas et Pierre NOREAU, *Sources et instrument de justice en droit privé*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2002.

MOLINARI, Patrick A., *Services de santé et services sociaux*, Montréal, Judico, (Co-éditeur avec J.-L. Baudouin), Texte annoté et commenté de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*, 12^e éd. (2002-2003), 1445 p.

MOLINARI, Patrick A. (co-responsable de l'édition), *Terrorisme, droit et démocratie / Terrorism, Law & Democracy*, Institut canadien d'administration de la Justice, Montréal, Éditions Thémis, 2002, 412 p.

➤ Chapitres de livres / Ouvrages collectifs / Actes de colloque

CHASSIGNEUX, Cynthia, « Commerce électronique dans le domaine de la santé : l'exemple des pharmacies en ligne », dans Vincent GAUTRAIS (dir.), *Droit du commerce électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2002.

CHASSIGNEUX, Cynthia, « La protection des informations à caractère personnel », dans Daniel POULIN, Éric LABBÉ, François JACQUOT et Jean-François BOURQUE (dir.), *Guide juridique du commerçant électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2003.

DESCHÊNES, Mylène, P. DESCHAMPS et R. MARTINEAU, « Application pratique du principe de surveillance éthique continue des projets de recherche », dans Christian HERVÉ, Bartha Maria KNOPPERS et Patrick A. MOLINARI, *Les pratiques de recherche biomédicale visitées par la bioéthique*, Paris, Éditions Dalloz, 2003, pp. 27-43.

GODARD, Béatrice et Jacques SIMARD, « Les enjeux éthiques de l'identification d'une susceptibilité génétique au cancer du sein dans un contexte de recherche clinique intégrée », dans Christian HERVÉ,

KNOPPERS Bartha Maria et Patrick A. MOLINARI, (éds), *Les pratiques de la recherche médicale visitées par la bioéthique*, Paris, Éditions Dalloz, 2003, pp. 113-136.

LEMYRE, Pierre-Paul, «Le contexte des technologies de l'information», dans Éric LABBE et al., *Le guide juridique du commerçant électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2003.

LEMYRE, Pierre-Paul, «Le paiement électronique», dans Éric LABBE et al., *Le guide juridique du commerçant électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2003.

MOLINARI, Patrick A., «Les pratiques de recherche biomédicale visitées par la bioéthique», sous la direction de Christian HERVÉ, Bartha Maria KNOPPERS et Patrick A. MOLINARI, Paris, Éditions Dalloz, 2003, *Préface*, pp. VII –XII.

NOREAU, Pierre, «Construction et déconstruction du lien social en droit privé Le cas de la monoparentalité», dans Nicholas KASIRER (dir.), *La solitude en droit privé*, Montréal, Les Éditions Thémis/Centre de recherche en droit privé et comparé du Québec, 2002, pp. 133-175.

TRUDEL, Pierre, «L'influence d'Internet sur la production du droit», dans Georges CHATILLON, *Le droit international de l'Internet*, Bruxelles, Bruylant, 2003, 89-101.

TRUDEL, Pierre, «Le CRTC», dans Ysolde GENDREAU, *Institutions administratives du droit d'auteur*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2002, p.235-283.

TRUDEL, Pierre, «Le droit de l'information un rôle en mutation», dans GROUPE DE RECHERCHE INTERDISCIPLINAIRE EN ARCHIVISTIQUE, *Les archives électroniques une mémoire orpheline ou en mutation*, Montréal, GIRA, 2002, pp. 63-87.

TRUDEL, Pierre, «La responsabilité des acteurs du commerce électronique» dans, Vincent GAUTRAIS, *Droit du commerce électronique*, Montréal, Éditions Thémis, 2002, p. 607-649.

TRUDEL, Pierre, «La protection de la vie privée dans les systèmes d'information relatifs à la santé. Ajuster les concepts aux réalités des réseaux», dans Christian HERVÉ, Bartha-Maria KNOPPERS et Patrick A. MOLINARI, *Les pratiques de recherche biomédicales visitées par la bioéthique*, Paris, Dalloz, 2003, 163-176.

TRUDEL, Pierre, «L'élaboration des règles de conduite pour les environnements Internet éléments de méthode», dans Daniel POULIN, Éric LABBÉ, François JACQUOT et Jean-François BOURQUE, *Guide juridique du commerçant électronique*, Montréal, Éditions Thémis, 2003, 285-306.

TRUDEL, Pierre, «Les mutations du droit à l'âge numérique», dans Hervé FISCHER (éd.) *Les défis du cybermonde*, Québec, P.U.L., 2003, 51-55.

TRUDEL, Pierre, «L'état en réseau et la protection de la vie privée des fondements à revoir et des droits à actualiser», dans FORMATION PERMANENTE DU BARREAU DU QUÉBEC, *Développements récents en droit de l'accès à l'information (2003)*, vol 188, Cowansville, Yvon Blais, 2003.

> Articles

ABAD, Véronique, «La collecte sur l'internet des données personnelles par les entreprises québécoises dans un but publicitaire», disponible sur www.droit-technologie.org

BENYEKHFLEF, Karim, «Réflexions pour une approche pragmatique des conflits de juridiction dans le cyberspace», dans Vincent GAUTRAIS (dir.), *Le commerce électronique*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2002.

BENYEKHFLEF, Karim et Fabien GÉLINAS, "The International Experience in Regard to Procedures for Settling Conflicts Relating to Copyright in the Digital Environment", (2001) *Copyright Bulletin*, vol. XXXV, no. 4, disponible depuis l'automne 2002.

CARDINAL, Geneviève et Bartha Maria KNOPPERS, «Lorsqu'en recherche génétique, financement privé ne rime plus avec santé», dans Christian HERVÉ, Bartha Maria KNOPPERS et Patrick A.

- MOLINARI (dir.), *Les pratiques de recherche biomédicale visitées par la bioéthique*, Paris, Éditions Dalloz, Collection Thèmes & commentaires, 2003, pp. 1-14.
- CAULFIELD, T.A., Bartha Maria KNOPPERS, E.R. GOLD, L.E. SHEREMETA et P.J. BRIDGE, “Genetic Technologies, Health Care Policy and the Patent Bargain”, 63 (2003) *Clin. Genet.* 15-18.
- HOWLETT, M., Denise AVARD et Bartha Maria KNOPPERS, “Physicians and Genetic Malpractice”, 21 (4) (2002) *Medicine and Law Journal* 661-680.
- KNOPPERS, Bartha Maria et Claudine FECTEAU, “Human Genomic Databases – A Global Public Good?”, 10 (2003) *European Journal of Health Law* 27-41.
- KNOPPERS, Bartha Maria et Geneviève CARDINAL, “Genetics and the Law”, in Jocelyn DOWNIE, Timothy CAULFIELD, Colleen FLOOD (dir.), *Canadian Health Law and Policy*, Butterworths, Second Edition, 2002, pp. 433-458.
- KNOPPERS, Bartha Maria, “Genetics and Common Law”, in M.-T. MEULDERS-KLEIN et al. (dir.), *Biomedicine, the Family and Human Rights*, Kluwer Law International, 2002, pp. 397-414.
- MACKAAY, Ejan, «La responsabilité civile extracontractuelle – une analyse économique», dans Pierre-Claude LAFOND (dir.), *Mélanges Claude Masse – En quête de justice et d’équité*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2003, pp. 319-346.
- MACKAAY, Ejan, “Intellectual Property and the Internet: The Share of Sharing”, in Elkin KOREN et Neil NETANEL (dir.), *The Commodification of Information*, The Hague, Kluwer, 2002, pp. 133-146.
- MACKAAY, Ejan, «L’analyse économique du droit dans les systèmes civilistes», dans Bruno DEFFAINS, (dir.), *L’analyse économique du droit dans les pays de droit civil*, Paris, Cujas, 2002, pp. 11-35.
- MACKAAY, Ejan, “Intellectual Property and the Internet from a Law-and-Economics Perspective”, dans *Les premières journées internationales du droit du commerce électronique*, Paris, LITEC, 2002, pp. 315-334.
- MACKAAY, Ejan, «Les enjeux économiques de la reconnaissance du titre exécutoire conventionnel», dans Nicholas KASIRER et Pierre NOREAU (dir.), *Sources et instruments de justice en droit privé*, Montréal, Les Éditions Thémis, 2002, pp. 533-547.
- MOLINARI, Patrick, «La loi, instrument de promotion de l’éthique médicale», *Le Courrier de l’Éthique médicale*, Juillet-août-septembre 2002, Paris, p. 17.
- OUELLETTE, Caroline, «Où en est la protection des droits connexes au droit d’auteur?», *Les cahiers de propriété intellectuelle*, vol. 15, n° 3, Éditions Yvon Blais, mai 2003.
- RÉGNIER, Marie-Hélène et Bartha Maria KNOPPERS, “International Initiatives”, (2002) 11 (1) *Health Law Review* 67.
- ROCHER, Guy, «La légitimité plurielle des universalismes», *Ruptures*, vol. 9, n° 1, 2002, pp. 81-84.
- ROCHER, Guy, *Préface à Jacques-Victor Morin. Syndicaliste et éducateur populaire*, par Mathieu Denis, Montréal, VLB éditeur, 2003, pp. 13-17.
- ROCHER, Guy, «La loi 101 et la politique linguistique du XXI^e siècle», *L’Action nationale*, vol. XCII, n° 6, juin 2002.
- ROCHER, Guy, *Préface à L’Éducation pour tous. Une anthologie du Rapport Parent*, par Claude Corbo, Les Presses de l’Université de Montréal, 2002, pp. 9-10.
- ROCHER, Guy «L’intégration des valeurs et des intérêts autochtones dans le discours judiciaire et normatif canadien», (en collaboration avec Andrée LAJOIE, Éric GÉLINEAU et Isabelle DUPLESSIS), dans *Le droit à la différence*, sous la direction de Norbert ROULAND, Presses universitaires d’Aix-Marseille, 2002, pp. 71-108.

ROCHER, Guy, «Les dilemmes identitaires à l'origine de l'engendrement de la Charte de la langue française», *Revue d'aménagement linguistique*, Québec, Les Publications du Québec, automne 2002, pp. 17-25.

SPIELVOGEL, Myriam et Pierre NOREAU, «Régulation étatique du divorce et médiation familiale» Essai d'interprétation à partir du cas québécois», *Recherches et Prévision*, 2002, pp. 31-48.

WERTZ, Dorothy C., Marie-Hélène RÉGNIER et Bartha Maria KNOPPERS, "Stem cells in a Pluralistic Society Consequences of Proposed Legislation", février 2003, disponible sur <http://www.humgen.umontreal.ca/en/GenEdit.cfm>.

TRUDEL Pierre, «Canada» grand ménage pour la radiodiffusion à l'aube de son deuxième siècle» *Media Lex*, décembre 2003, no. 4, p.203.

> Rapports

DESCHÊNES, Mylène et Geneviève CARDINAL, *Cartagène Project» Governance and Ethical Clearance*, pour le compte du Réseau de médecine génétique appliquée du Québec (RMGA), 1er mai 2003, 24 p.

DESCHÊNES, Mylène, Claudine FECTEAU, Nathalie GIRARD et Clémentine GIROUD, *A Compendium of the Canadian Legislative Framework for the Declaration and Management of Infectious Diseases*, pour le compte de Santé Canada, février 2003, 332 p. et annexes.

DESCHÊNES, Mylène, Claudine FECTEAU et Clémentine GIROUD, *Cadre législatif et réglementaire des maladies infectieuses à déclaration obligatoire au Canada-Compte rendu*, pour le compte de Santé Canada, février 2003, 42 p.

DESCHÊNES, Mylène et Geneviève CARDINAL, *Survey of National Approaches to the Development of Population Biobanks*, pour le compte du Comité consultatif canadien des biotechnologies (CCCB), février 2003, 77 p.

NOREAU, Pierre, *Quatre rapports de recherche* sur le thème *Diversité culturelle et droit*, soumis à la Fondation du Barreau du Québec entre 2001-2003.

NOREAU, Pierre et Béatrice GODARD, *Rapport sur les nouvelles orientations du CRDP en vue de la demande centre au FQRSC*, Phase I et Phase II, 2003.

TRUDEL, Pierre, *Améliorer la protection de la vie privée dans l'administration électronique» pistes afin d'ajuster le droit aux réalités de l'État en réseau*, réalisé pour le Ministère des Relations avec les citoyens et de l'immigration Montréal, mars 2003, disponible en ligne à < http://www.mrci.gouv.qc.ca/publications/pdf/ViePrivee_AdministrationElectronique_Pierre_Truedel.pdf >

TRUDEL, Pierre et France ABRAN, *Guide pour gérer les aspects juridiques d'Internet en milieu scolaire*, réalisé pour le Ministère de l'éducation et la Direction de l'Autoroute de l'Information du Conseil du trésor, Montréal, avril 2003, disponible en ligne à < <http://www.crdp.umontreal.ca/guides/> >

TRUDEL, Pierre et France ABRAN, *Guide pour un usage responsable d'Internet à l'intention des responsables des lieux d'accès publics à Internet et des utilisateurs*, réalisé pour le Ministère de l'éducation et la Direction de l'Autoroute de l'Information du Conseil du trésor, Montréal, avril 2003, disponible en ligne à < <http://www.crdp.umontreal.ca/guides/> >

> Autres

LETENDRE, Martin et Béatrice GODARD, "Expanding the physician's duty of care» a duty to recontact?", *Journal of Medicine and Law*, 2002:464-8.

CAULFIELD, Timothy, Abdallah DAAR, Bartha Maria KNOPPERS, Peter A. SINGER, David CASTLE et Ron FORBES, Libre opinion □ «Le projet de loi C-13 sur la procréation assistée □ une interdiction pénale injustifiée, au détriment de la science □, *Le Devoir.com*, 28 février 2003.

CAULFIELD, Timothy, Abdallah DAAR, Bartha Maria KNOPPERS, Peter A. SINGER, David CASTLE, Ron FORBES, Commentary □ “Not all cloning is alike, MPs must not let outrageous claims of Raelians drive national policy development”, *The Hill Times*, février 2003.

DAAR, Abdallah, Timothy CAULFIELD, Bartha Maria KNOPPERS et Peter SINGER, “Ban cloning, not its life-saving cousin”, *The Globe and Mail (Metro)*, 9 mai 2002, A-21.

DESCHÊNES, Mylène, Geneviève CARDINAL, Bartha Maria KNOPPERS, T. HUDSON, D. LABUDA, G. BOUCHARD, Éric RACINE, Claudine FECTEAU, Simone TRUONG et Claude LABERGE, *Énoncé de principes sur la conduite éthique de la recherche en génétique humaine concernant des populations*, adopté par les membres du comité de direction du RMGA, publié (mars 2003) Recherche en santé, Fonds de recherche en santé du Québec (FRSQ).

LEMYRE, Pierre-Paul, *Droit Francophone*, Portail juridique francophone réalisé pour le compte de l'Agence Intergouvernementale de la francophonie, source : <http://portail.droit.francophonie.org>

LEMYRE, Pierre-Paul, «Les logiciels libres sous l'angle de la responsabilité civile □, LL.M., Faculté de droit, Université de Montréal, 2003, publié □ <http://www.juricom.net/uni/visu.php?ID=106> (Mémoire de maîtrise dirigé par Daniel Poulin et codirigé par Karim Benyekhlef)

MACKAAY, Ejan, Compte-rendu de Kirat THIERRY et Evelyne SERVERIN (dir.), *Le droit dans l'action économique*, Paris, CNRS Éditions, 2000, (2002) 51-52 *Droit et Société* 561-564.

RÉGNIER, Marie-Hélène, Poster presentation, “Stem Cell Research □ Are Current Consent Forms Adequate?”, Stem Cell Network AGM, Mississauga, Ontario, 26-28 sept. 2002.

TRUDEL Pierre et France ABRAN, *Guide des droits sur Internet*, Site web réalisé pour le Ministère de l'éducation et le Conseil du Trésor du Québec, < <http://www.droitsurinternet.net> >

> À paraître

AVARD, Denise et Linda KHARABOYAN, “Generic Consent for Multiplex Genetic Carrier Screening”, (sera publié dans le *Encyclopedia of the Human Genome* au mois d'août 2003).

BENYEKHEF, Karim et Fabien GÉLINAS, *La cyberjustice*, Paris, Éd. Romillat, 237 pages.

CAULFIELD, Timothy, Abdullah DAAR, Bartha Maria KNOPPERS, Peter A. SINGER, David CASTLE et Ron FORBES, “MPs must not Let Outrageous Claims of Raelians Drive National Policy Development”, (2003) *The Hill Times*. (Sous presse).

GANACHE, Isabelle, Geneviève CARDINAL et Mylène DESCHÊNES, *Communigène: un outil populaire d'information sur les enjeux socio-éthiques et juridiques de la génétique humaine*. (À paraître aux P.U.L.).

MARSHALL, Jennifer, Claude LABERGE, Bartha Maria KNOPPERS et Béatrice GODARD, “Community consultation strategies □ A review of four large-scale genetic databases”, *Science and Engineering Ethics*.

GODARD, Béatrice, Martin LETENDRE, T. HURLIMANN, Bartha Maria KNOPPERS, “Guidelines for disclosing genetic information to family members: from development to use”, *AJMG*.

GODARD, Béatrice, H. KÄÄRIÄINEN, U. KRISTOFFERSSON, D. COVIELLO, L. TRANEBJAERG, S. AYMÉ, “Provision of Genetic Services in Europe: Current Practices and Issues”, *EJHG*.

GODARD, Béatrice, J. SCHMIDTKE, J.J. CASSIMAN, S. AYMÉ, “Data Storage and DNA Banking for Biomedical Research: Informed Consent, Confidentiality, Quality issues, Ownership, Return of Benefits - A Professional Perspective”, *EJHG*.

GODARD, Béatrice, S. RAEBURN, M. PEMBREY, M. BOBROW, P. FARNDON S. AYMÉ, “Genetic Information and Testing in Insurance and Employment: Technical, Social, and Ethical Issues”, *EJHG*.

GODARD, Béatrice, G. EVERS-KIEBOOMS, L. TEN KATE, S. AYMÉ, “Population Genetic Screening Programmes: Principles, Techniques, Practices, and Policies”, *EJHG*.

JOLY, Yann, Bartha Maria KNOPPERS, et Béatrice GODARD, “Genetic information and life insurance: A “real” risk?”, *European journal of Human Genetics*.

JOLY, Yann, Bartha Maria KNOPPERS, Béatrice GODARD, “Life Insurance and Genetics: A Comparative International Overview”, in M. ROTHSTEIN (dir.), *Life Insurance: Medical Underwriting and Social Policy*, (2002). (Sous presse)

KHARABOYAN, Linda, Denise AVARD et Bartha Maria KNOPPERS, “Storing Newborn Bloodspots: Modern Controversies”.

KNOPPERS, Bartha Maria (dir.), *Populations and Genetics: Legal and Socio-Ethical Perspectives*, The Hague: Kluwer International, 468 p.

KNOPPERS, Bartha Maria, Béatrice GODARD, Yann JOLY, “Life Insurance: A Comparative International Overview”, in M. A. ROTHSTEIN (Ed.), *Genetics and Life Insurance: Medical Underwriting and Social Policy*, MIT Press, 2003.

KNOPPERS, Bartha Maria et Denise AVARD, “Informed Consent”, in *Encyclopedia of the Human Genome*, MacMillan Reference Ltd, Nature Publishing Group London, 2002. (Sous presse)

MACKAAY Ejan, “The economics of intellectual property rights in civil law systems”, in Aristides N. HATZIS (dir.), *Economic Analysis of Law - A European Perspectives*, Cheltenham, UK, Edward Elgar, nov. 2003 (ISBN 1 84064 592 X).

LANGLOIS, Claudine, Guy LEMIRE et Pierre NOREAU (dir.), *Le pénal en action: le point de vue des acteurs*, Montréal, Presses de l’Université Laval, 2003.

NOREAU, Pierre et coll., *Le droit en partage: Le système juridique à l’épreuve de la diversité ethnoculturelle*, Montréal, Les Éditions Thémis, 300 pages. (Sous presse)

NOREAU, Pierre, «Le politique à l’épreuve du droit: les lendemains juridiques de la Gouvernance», dans Pierre FAVRE, Jack HAYWARD et Yves SCHEMEIL (dir.), *Être gouverné. Études en l’honneur de Jean Leca*, Paris Presses de Sciences Po, 2003, 25 pages. (Sous presse)

NOREAU, Pierre (en collaboration avec Romilda Martire), «De l’institutionnalisation des pratiques sociales innovatrices: le cas des nouvelles pratiques de la justice», dans Mylène JACCOUD, *Justice réparatrice*, Paris, L’Harmattan, 2003, 20 pages.

NOREAU, Pierre, «L’innovation sociale et le droit: est-ce bien compatible?», dans Camil BOUCHARD (ed.), *Recherche et innovation sociale* (titre temporaire), Québec, Presses de l’Université Laval. (Sous presse)

➤ Conférences

ABAD, Véronique, (Membre du Comité organisateur), 4^e Conférence internationale *Internet pour le droit*, organisée par le CRDP, Montréal, 2-4 octobre 2002.

* * *

BENYEKHLIF, Karim, “Electronic Moot Court Project”, dans le cadre du *Innovation Law and Policy Teaching Colloquium*, organisé par le Centre for Innovation Law and Policy, Faculty of Law, University of Toronto, London (Ont.), 11-13 mai 2003.

BENYEKHLIF, Karim, «Diffusion électronique des décisions de justice et protection de la vie privée», dans le cadre de la 4^e Conférence internationale *Internet pour le droit*, Montréal, 2-4 octobre 2002.

BENYEKHLIF, Karim, (Président de deux plénières), «Système intégré d’information de justice – normes techniques» et «Système intégré d’information de justice – enjeux juridiques et sociaux», dans le cadre de la 4^e Conférence internationale *Internet pour le droit*, Montréal, 2-4 octobre 2002.

BENYEKHLIF, Karim, «La sécurité juridique dans les environnements techniques», dans le cadre du colloque *Sécurité juridique et sécurité technique: indépendance ou métissage*, Montréal, 30 septembre 2002.

BENYEKHLIF, Karim «Terrorisme et constitution au Canada», dans le cadre de la XVIII^e Table ronde internationale, *Lutte contre le terrorisme et protection des droits fondamentaux*, organisée par les universités d’Aix-Marseille, de Toulon et du Var et de Pau et des Pays de l’Adour, Aix-en-Provence, 13-14 septembre 2002.

* * *

DESCHÊNES, Mylène, «Encadrement normatif de la mise en marché des tests génétiques», présenté à l’AETMIS, Montréal, 27 mai 2003.

DESCHÊNES, Mylène et Geneviève CARDINAL, “Survey of National Approaches to the Development of Population Biobanks”, Symposium GELS3, Genome Canada, Montréal, 6 février 2003.

DESCHÊNES, Mylène, “Monitoring of Genetic Research and DNA Banking”, Laboratoire du centre de recherche, Children’s National Medical Center, Washington DC (USA), 19 décembre 2002.

DESCHÊNES, Mylène, P. DESCHAMPS et R. MARTINEAU, «La surveillance éthique continue – l’expérience de l’Institut de Cardiologie de Montréal», Colloque annuel de la Société canadienne de bioéthique, Victoria (C.-B.), 19 septembre 2002.

* * *

GANACHE, Isabelle, Geneviève CARDINAL et Mylène DESCHÊNES, «CommuniGène: un outil populaire d’information sur les enjeux socio-éthiques et juridiques de la génétique humaine», ACFAS, *Savoirs partagés* dans le cadre du Colloque *Les conditions de transfert d’appropriation des connaissances et des pratiques génétiques, dans le cadre des institutions sociales d’hier à aujourd’hui*, Rimouski, 19-23 mai 2003,

* * *

GENDREAU, Caroline, «La légitimité du droit de l’État et les pratiques professionnelles des intermédiaires du droit», Colloque international *La légitimité de l’État et du droit. Autour de Max Weber*, Université de Montréal, 17 avril 2003.

* * *

GODARD, Béatrice, «La participation des populations dans le développement des savoirs génétiques», 71^e Congrès de l’ACFAS, Colloque *Génétique: partage des connaissances et appropriation des savoirs*, Rimouski, Canada, 19-23 mai 2003.

GODARD, Béatrice, «L’implication des citoyens en génomique», 71^e Congrès de l’ACFAS, Colloque *Génétique: partage des connaissances et appropriation des savoirs*, Rimouski, Canada, 19-23 mai 2003.

GODARD, Béatrice, “Consulting Communities – a Matter of Trust and Communications”, *Crossing Over: Genomics in the Public Arena*, Kananaskis, Canada, April 25-27, 2003.

GODARD, Béatrice, “Health Law, Reproductive Technologies, Bioethics”, Colloque Osgoode-Montreal, Toronto, Canada, December 08-09, 2002.

GODARD, Béatrice, “Guidelines for genetic screening for cystic fibrosis: ethical analysis”, *Workshop Guidelines for Genetic Testing*, Leuven, Belgium, November 22-23, 2002.

GODARD, Béatrice, “Challenges of the Haplotype Map: Communities Consultation, Issues and feasibility”, *14th Annual Canadian Bioethics Society Conference*, Victoria, Canada, October 17-20, 2002.

GODARD, Béatrice et Martin LETENDRE, “Expanding the physician’s duty of care – a duty to recontact?”, *14th World Congress on Medical Law*, Maastricht, The Netherlands, August 11-15, 2002.

* * *

KHARABOYAN, Linda, Poster présenté au *Newborn Screening and Genetic Screening Symposium* à Phoenix. Titre – “Using ‘Spots’ in Research: Moving Beyond Screening and Treatment”, novembre 2002.

KHARABOYAN, Linda, Poster présenté à la conférence du *European Society of Human Genetics sur les enjeux éthiques, légaux et sociaux de la conservation et de l’utilisation secondaire des échantillons prélevés chez les enfants*, Birmingham, mai 2003.

* * *

KNOPPERS Bartha Maria, “International Human Rights and Genetic Research”, Latin American Network, Bioethics Meeting and Public Forum, Cancun, Mexico, 1^{er} mai 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Human Genomic Databases – International Perspectives”, HUGO, HGM 2003, Cancun, Mexico, 29 avril 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Human Genomic Databases – Socio-Ethical & Legal Issues in Human Genomic Databases”, Health Law and Policy Seminar Series – University of Toronto, Toronto, 27 mars 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Populations and Genetics – What’s the Fuss?”, Paul M. Hebert Law Centre, Lecture, Louisiana State University, Baton Rouge, Louisiana, 12-13 mars 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “International Perspectives on Benefit Sharing”, Toward Consensus on Benefits Sharing in Genetic Research, Philadelphia, Pennsylvania, 3 mars 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Genetic Privacy – A Comparative Approach”, Justice Canada, Ottawa, 26 février 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Human Dignity in Danger of Banality? – The Case of Cloning”, Case Western Reserve University, Cleveland, Ohio, 11 février 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Towards a Common Language for Biobanking?”, National GELS Symposium (Genome Canada), Montreal, 3 février 2003.

KNOPPERS Bartha Maria, “Current Ethical Issues in Clinical Research – DNA Sampling”, Service de recherche clinique, Merck Frosst, Montréal, 10 décembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, Présidente de séance, «La bioéthique au miroir des valeurs et traditions spirituelles de l’humanité», Neuvième Session du Comité international de bioéthique de l’UNESCO (CIB), Montréal, 26-28 novembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “The Stem Cell Debate – A Framework (or Camouflage) for Science Policy?”, Le Cercle Canadien des Femmes de Montréal, Montréal, 18 novembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Opening Remarks” and “International Legal, Regulatory and Ethical Issues”, 11th North American ISSX Meeting, Orlando, Floride, 28 octobre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Of Populations, DNA Banking and Ethics”, (Minds That Matter) International Gairdner Genome Symposium, Toronto, 25 octobre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “StemGen/HumGen”, Stem Cell Network AGM, Mississauga, 28 septembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “International Initiatives”, Stem Cell Network AGM, Mississauga, 28 septembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Genetic Research – Recent Issues in the International Debate”, Italian Society of Human Genetics (SIGU), Verone, Italie, 25 septembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Gene Patenting – Policy Options and Health Care Implications”, Canadian College of Medical Geneticists/Canadian Association of Genetic Counselors Annual Meeting, Ottawa, 20 septembre 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, Organisatrice de la 3^e Conférence internationale sur l'échantillonnage d'ADN, Montréal, 5-8 septembre 2002 (225 participants de 22 pays).

KNOPPERS Bartha Maria, “Confidentiality and Access to Genetics Materials and Data – An International Overview”, World Congress Medical Law 2002, Maastricht, Amsterdam, 12 août 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Patents – A Tool for Social Change”, World Congress Medical Law 2002, Maastricht, Amsterdam, 12 août 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “International Society of Micro analysis and Microbiology”, Round Table on Legal and Ethical Issues of Data Ownership, Québec, 8 août 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Ethical Conduct of Genetic Research in Populations”, Human Genetics Society of Australasia, Adelaide, Australia, 10 juillet 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, “Balancing Research and Privacy”, Genomics and Public Policy, Canadian Institute for Public Policy Research, Toronto, 7 juin 2002.

KNOPPERS Bartha Maria, Organisation de “Human Genome Organization Meeting”, Shanghai, Chine (ELSI).

* * *

LEMYRE, Pierre-Paul, « Organisation et animation du Forum sur la diffusion libre du droit », dans le cadre de la 4^e Conférence internationale *Internet pour le droit*, tenue du 2 au 4 octobre, 2002, Montréal, Canada.

LEMYRE, Pierre-Paul, « Aspect légaux du processus de migration des systèmes propriétaires aux systèmes libres », Rencontres mondiales du logiciel libre, tenues du 9 au 13 juillet, 2002, Bordeaux, France.

MACKAAY, Ejan, Présidence et note de synthèse, *RTP Droit & Système d'information*, Grand Auditorium du CNRS, Paris, vendredi 17 janvier 2003.

MACKAAY, Ejan, Co-organisateur avec Patrick Monahan d'Osgoode Hall Law School et présidence de l'atelier portant sur “International Law/International Human Rights”, Colloque conjoint Osgoode-Montréal 2002, Professional Development Centre, Toronto, Ontario, 8-9 décembre 2002.

MACKAAY Ejan, « La gouvernance en matière de contrats commerciaux internationaux », présentation au Colloque *Le choix des outils d'intervention en démocratie globale / Instrument Choice in Global Democracies*, Montréal, 26-28 septembre 2002.

MACKAAY, Ejan, “Software licensing on the Internet – What are we buying, communication”, Congrès de l'Association canadienne des professeurs de droit, Toronto, 24 mai 2002.

* * *

MOLINARI, Patrick, « Le Projet de loi 27 – continuité, adaptation et innovation », Séminaire aux cadres et gestionnaires du réseau de la santé, Association des hôpitaux du Québec, Montréal, septembre et octobre 2002.

MOLINARI, Patrick, «Bioéthique et biotechnologie – convergences et divergences», conférence dans le cadre de Bio-Bridge Montréal-Genève, Genève (Suisse), septembre 2002.

MOLINARI, Patrick, «La notion de nécessité médicale», présidence d'un panel d'experts dans le cadre des travaux de la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada (Romanow), Montréal, septembre 2002.

* * *

NOREAU, Pierre, Membre du comité scientifique du Congrès européen des études québécoises – *Le Québec au miroir de l'Europe*, organisé en collaboration avec l'Association internationale des études sur le Québec et le Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois, qui se tiendra à Paris, les 23, 24 et 25 octobre 2003.

NOREAU, Pierre, «Objectivation et subjectivation du droit – la double ellipse du phénomène juridique», Journées Québec-Brésil sur Droit et société, 6 mai 2003 (Porto Allegre) et 9 mai 2003 (Curitiba).

NOREAU, Pierre, «Quel avenir politique pour le Québec», présenté dans le cadre du Colloque Élections 2003 – bilan et prospective, organisé par l'Association québécoise d'histoire politique et la maîtrise et le doctorat en Sociologie de l'UQAM, Montréal, 17 avril 2003.

NOREAU, Pierre, «Québécois, Nouveaux Québécois et accès au droit», Semaine interculturelle de l'Université de Montréal, Montréal, 6 février 2003.

NOREAU, Pierre, «Politique linguistique, législation linguistique et conflit de rationalités», dans le cadre du Colloque *Mondialisation et nouvel environnement normatif – Le Français comme langue du droit et langue des droits*, Paris, 9 décembre 2002.

NOREAU, Pierre, Membre du comité scientifique du Colloque *Diversité des appartenances culturelles et réaménagement des institutions politiques et de la citoyenneté*, (organisé conjointement avec José Woehrling), Montréal-IRPP, 27 septembre 2002.

NOREAU, Pierre, «Minorités nationales et mobilisation du droit», dans le cadre du Colloque *Diversité des appartenances culturelles et réaménagement des institutions politiques et de la citoyenneté* (organisé par Pierre Noreau et José Woehrling), Montréal-IRPP, 27 septembre 2002.

NOREAU, Pierre, «Mobilisation politique du droit et minorités historiques territorialisées – trajectoire et modélisation», dans le cadre du 7^e Congrès de l'Association française de science politique – atelier 18 – *La judiciarisation de la société et de la politique*, dirigé par Jacques Commaille, Lille, France, 18 septembre 2002.

NOREAU, Pierre, «Les juges, les médias et la télédiffusion des activités judiciaires», Cour du Québec, Montréal, 4 juin 2002.

NOREAU, Pierre, “Social Construction of Law – Between Objectivity and Subjectivity”, dans le cadre du Congrès conjoint Droit et société 2002, organisé par l'Association canadienne Droit et société et l'American Law and Society Association, Vancouver, 1^{er} juin 2002.

* * *

RÉGNIER, Marie-Hélène, «Le consentement à la recherche sur les cellules souches», 71^e Congrès de l'ACFAS, Rimouski, 19-23 mai 2003.

RÉGNIER, Marie-Hélène, «Les embryons surnuméraires et la recherche sur les cellules souches – les enjeux relatifs au consentement», Séminaire d'actualité de droit médical, Toulouse (France), 6-7 mai 2003.

RÉGNIER, Marie-Hélène, Poster presentation, “Stem Cell Research – Are Current Consent Forms Adequate?”, Stem Cell Network AGM, Mississauga, Ontario, 26-28 septembre 2002.

* * *

ROCHER, Guy, «L'avenir de la profession juridique», Congrès du Barreau du Québec, Mont-Tremblant, 29 mai 2003.

ROCHER, Guy, «La coexistence des légitimités l'arbitrage de griefs et la discrimination dans les milieux de travail syndiqués», (en collaboration avec Guylaine VALLÉE et Jean-Marcel LAPIERRE), Colloque sur *La légitimité de l'État et du droit. Autour de Max Weber*, 16 avril 2003.

ROCHER, Guy, Membre du Comité organisateur du Colloque sur *La légitimité de l'État et du droit. Autour de Max Weber*, avec le Centre canadien d'études allemandes et européennes et le Centre de recherche en droit public, Université de Montréal, 15, 16, 17 avril 2003.

ROCHER, Guy, «Les 40 ans du Rapport Parent une société éducative», Conférence de clôture, Colloque sur les 40 ans du Rapport Parent, UQAM, 4 avril 2003.

ROCHER, Guy, Membre du Comité organisateur du Colloque sur les 40 ans du Rapport Parent, UQAM, 31 mars - 5 avril 2003.

ROCHER, Guy, «Les sciences humaines dans le monde contemporain», Colloque, Cégep Ahunatic, 17 mars 2003.

ROCHER, Guy, «Les rôles sociaux des aînés», Carrefour des aînés, Radio-Ville-Marie, Montréal, 19 février 2003.

ROCHER, Guy, «Les sciences sociales et la culture québécoise», Alliance culturelle, Montréal, 12 février 2003.

ROCHER, Guy, Co-président et conférencier au Colloque franco-québécois *Science et société*, Cégep Montmorency, 8-10 novembre 2002.

ROCHER, Guy, «La légitimité de l'indépendance judiciaire», Colloque du Conseil de la magistrature du Québec, Québec, 31 octobre 2002.

ROCHER, Guy, «La carrière de sociologue», Colloque sur la sociologie québécoise, ACSALF, UQAM, 11 octobre 2002.

* * *

TRUDEL, Pierre, faisait partie du panel d'ouverture du congrès de l'Association sur l'accès et la protection de l'information (AAPI) tenu à Québec du 6 au 8 mai 2003. Il a présenté un exposé sur «Les enjeux de l'État en réseau».

TRUDEL, Pierre, a animé un séminaire sur le thème «Internet Droit en réseau et réseaux de droits» à l'Institut de recherche en droit des affaires de l'Université Paris 13, campus de Villetaneuse, le 28 avril 2003.

TRUDEL, Pierre, «La maîtrise des risques juridiques d'Internet en milieu scolaire», colloque de l'Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire (AQUOPS), Québec, 15 avril 2003.

TRUDEL, Pierre, faisait partie de l'équipe internationale d'experts enseignants au Séminaire consacré au cadre juridique de la société de l'information organisé par l'UNITAR, le PNUD et la Direction générale de l'informatique du Burkina Faso. Le séminaire s'est tenu à Ouagadougou, au 12 au 17 janvier 2003. Il a donné lieu à plusieurs présentations sur un ensemble de thèmes reliés aux enjeux du droit de la société de l'information.

TRUDEL, Pierre, «L'influence d'Internet sur la régulation de l'audiovisuel», Séminaire international sur *La communication audiovisuelle et les nouvelles technologies* tenu à Barcelone le 20 novembre 2002 sous les auspices de l'Institut d'Estudis Autònomic et du Consell de l'Audiovisual de Catalunya.

TRUDEL Pierre, «La régulation d'Internet un droit en réseau», Agence catalane pour la qualité de l'Internet (Agència de qualitat de l'Internet) le 18 novembre 2002 à Barcelone.

TRUDEL, Pierre, communication au Colloque international sur la liberté d'expression dans la société de l'information tenu les 15 et 16 novembre 2002 à l' UNESCO à Paris. < [www.unesco.org/comnat/france/Colloque_liberte_expression_2002/ P_Trudel.pdf](http://www.unesco.org/comnat/france/Colloque_liberte_expression_2002/P_Trudel.pdf) >

TRUDEL, Pierre, «La gestion des risques dans la mise en place d'un environnement de télécollaboration», Réunion nationale de la Société GRICS - Société de gestion du réseau informatique des commissions scolaires, Montréal, 6 au 8 novembre 2002.

TRUDEL, Pierre, «Enjeux micro et macro-juridiques des nouveaux environnements techniques pour le droit entre tradition et innovation», lors de la Conférence internationale Internet pour le droit, Montréal, le 3 octobre 2002.

TRUDEL, Pierre, «Rapport de synthèse du fantasme de la sécurité juridique aux promesses de la sécurité technique», dans le cadre du Séminaire *Sécurité juridique et sécurité technique*, tenu à Montréal, le 30 septembre 2002

TRUDEL, Pierre, conférence sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels dans le contexte de la *Loi concernant le cadre juridique des technologies de l'information*. Cette conférence s'inscrivait dans le cadre des activités du Réseau des responsables de l'accès à l'information du Gouvernement du Québec, Le 11 et le 13 juin 2002.

2. Recherches et publications diffusées sur internet :

• HumGEN • IIREB • LexUM • IJCan/CanLII • Juris international • Lex Electronica

HumGen > www.humgen.umontreal.ca

Le site internet de HumGen représente le résultat d'une collaboration soutenue entre l'Université, le gouvernement, l'industrie et une fondation privée. Ce site a été construit en pensant aux besoins des gens qui élaborent des politiques publiques. L'objectif premier de ce site est d'informer les professionnels et de créer des liens avec le grand public sur les intérêts communs pour les questions éthiques, juridiques et sociales concernant la génétique humaine. Le site internet est composé de quatre modules différents auxquels on peut facilement accéder via ce site internet :

GenConnect ☐ Ce module fournit un accès aux diverses entités impliquées dans la mise sur pied de politiques concernant les questions éthiques, juridiques et sociales soulevées par la recherche en génétique humaine. Des liens HTML seront fournis aux organisations lorsque disponibles. Les utilisateurs pourront accéder directement aux nombreuses organisations gouvernementales et ONG qui auront été consultées lors de la recherche. Ceci représente une ressource unique de plus de 300 organismes à travers le monde qui formulent des politiques normatives.

GenInfo ☐ Ce module fournit notre «*revue de presse électronique maison*». Dans cette section, nous soulignons et résumons les nouvelles politiques et autres informations pour nos visiteurs. De plus, le personnel travaillant sur le

Projet Génétique et Société (PGS) y publie régulièrement un rapport concernant les recherches en cours.

GenBiblio: Ce module fournit aux utilisateurs une bibliographie de documents classés par sources internationale, régionale et nationale. Sous chacune des sources, on retrouve une liste des documents disponibles. Des liens HTML seront fournis lorsque disponibles et en cas contraire, la référence complète de la publication sera fournie. De plus, les utilisateurs pourront obtenir une liste de références bibliographiques sous des thèmes variés tels le consentement, la thérapie génique, la vie privée, l'accès aux banques d'ADN, etc.

GenCite ☐ Cet instrument interne permet un accès direct aux chercheurs travaillant sur le PGS à des citations d'organismes internationaux, régionaux et nationaux (par exemple : la législation, les recommandations et les politiques en vigueur). GenCite permet aux chercheurs de préparer des comptes rendus analytiques en utilisant ces citations. Les rapports sont disponibles sur une base contractuelle.

GenEdit ☐ Le premier objectif de l'éditorial trimestriel GenEdit est d'améliorer notre compréhension des normes reliées à la génétique humaine.

Directrice *HumGen* ☐

AVARD Denise

Directrice *Projet Génétique et société* ☐

KNOPPERS Bartha Maria

Chercheure ☐

GODARD Béatrice

Analystes-programmeurs ☐

BERSOT Jonathan, BROUILLET François

Collaborateurs ☐

BERNIER Louise	GRÉGOIRE Dominic
CARDINAL Geneviève	JOLY Yann
DESCHÊNES Mylène	LETENDRE Martin
DUCLOS Isabelle	MOSCO Catherine
DUENAS Érika	PETIT Élodie
FECTEAU Claudine	PRATTE Annabelle
FORTIN Sabrina	RÉGNIER Marie-Hélène
GANACHE Isabelle	TRUONG Simone
GIROUD Clémentine	VACHON Marie-Hélène

Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale

L'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB) mis sur pied en mai 2001, est un institut sans mur, qui vise, d'une part, la collaboration et la coopération internationale dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale et d'autre part la mise sur pied d'un système de réseautage international, à la fois interdisciplinaire et inter-institutionnel. L'IIREB a une mission éducative puisque par des stages et missions, elle permettra aux jeunes chercheurs d'acquérir une expérience. L'IIREB entend aussi apporter à la

société une contribution particulière dans le domaine de la recherche en éthique biomédicale en faisant bénéficier la collectivité de la réflexion menée dans le cadre de ses activités. L'Institut se veut donc un institut à vocation internationale mettant en oeuvre un partenariat multilatéral.

Trois axes d'intervention

- L'éthique de la recherche
- La génétique humaine (recherche et soins)
- Les systèmes de santé et les réseaux de soins

Mandat

- Une fonction structurante et de coordination interconnexion de réseaux, coordination de partenariats nationaux et internationaux, consolidation de l'expertise nationale et transfert au niveau international.
- Une fonction mobilisatrice mise en commun des moyens et expertises; résolution de problèmes communs et stimulation d'interactions dynamiques entre les partenaires.
- Une fonction de formation et d'enseignement promotion de programmes internationaux portant sur les problématiques de la recherche en éthique biomédicale (co-tutelle ou co-direction de mémoires de maîtrise ou de thèses de doctorats).
- Une fonction de sensibilisation favoriser la participation des citoyens et des décideurs aux débats sur les enjeux éthiques.

Partenaires (France) Ministère des Affaires étrangères de la France
Ministère de l'Éducation nationale, de la Recherche et de la Technologie de la France
Université René Descartes – Paris V

Partenaires (Québec) Ministère des Relations internationales du Québec
Ministère de la Recherche, de la Science et de la Technologie du Québec
Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec
Université de Montréal

L'Institut est parrainé par la Commission permanente Franco-québécoise.

Responsables HERVÉ Christian, professeur, Laboratoire d'éthique médicale (France)
KNOPPERS Bartha Maria, professeure, Titulaire de la chaire de recherche en droit et médecine, CRDP, Université de Montréal

Coordonnatrice GRIMAUD Marie Angèle, CRDP, Université de Montréal

* * *

LexUM > lexum.umontreal.ca

L'équipe LexUM s'emploie depuis 1994 à développer et expérimenter de nouveaux modes d'utilisation des technologies pour le droit. Outre son propre site, l'équipe gère de nombreux serveurs pour diverses institutions juridiques du pays.

Directeur LexUM☐	POULIN Daniel
Responsables des projets☐	LEFEBVRE Chantal, chef de projets PELLETIER Frédéric, comité canadien de la référence PERPIGNAND Ernst, responsable CanLII SALVAS Bertrand, éditeur de CanLII
Conception graphique☐	LEFEBVRE Chantal VIENS François
Équipe informatique☐	BLAIN Guillaume, analyste-programmeur CHARBONNEAU Karl, analyste-programmeur MORISSETTE Marc-André, analyste-programmeur PARÉ Éric, administrateur de système PERPIGNAND Ernst, responsable CanLII VIENS François, programmeur
Équipe éditoriale☐	SALVAS Bertrand, éditeur de CanLII ABAD Véronique, éditeur associé CanLII CAIDI Stéphane, éditeur associé CanLII GOUIN Jean-Alexandre, éditeur associé CanLII MOKANOV Ivan, éditeur associé LexUM / CanLII STAM Monique, responsable des conférences

Principales publications de LexUM☐

- *Le Code civil du Québec*, depuis☐1994
- Le site de diffusion des décisions de la *Cour suprême du Canada* (décisions de 1989 à aujourd'hui), depuis☐1994
- *La Bibliothèque virtuelle du droit canadien*, depuis☐1995
- La liste de discussion et le site *Web Jugenet* pour les magistrats francophones, (en collaboration avec M. le juge Denis Laliberté), depuis☐1996
- *Traités Canado-américains*
- *Juris International*
- *Compilation des textes de l'Ohada*

Autres ressources Web réalisées et gérées par l'équipe LexUM pour des institutions partenaires☐

- Site de diffusion des décisions de la Cour fédérale du Canada (décisions des recueils depuis☐1993, ensemble des décisions depuis décembre☐1996)
- Site du ministère de la Justice du Canada pour la diffusion des lois et règlements codifiés (depuis☐1995)
- Site de la Commission du droit du Canada
- Site de diffusion des lois des Territoires du Nord-Ouest, Yukon et Nunavut (dans le cadre du contrat relatif à la réalisation du site Web du réseau ACJNet) (depuis☐1995)
- Site de la Cour canadienne de l'impôt (depuis 2000)
- Site IJCan/CanLII pour le compte de la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada (2000)

* * *

Le projet IJJCan/CanLII, est le plus ambitieux projet de diffusion publique et gratuite des sources primaires du droit canadien sur Internet. Il est réalisé par l'équipe LexUM (<http://lexum.umontreal.ca>) pour le compte de l'Institut Canadien d'information juridique, organisme fondé et financé par la Fédération des ordres professionnels de juristes du Canada. Son but est de regrouper sous un format et des mécanismes de consultation communs, l'ensemble de la jurisprudence des tribunaux canadiens ainsi que la totalité des lois et règlements des juridictions canadiennes. Le tout pour le bénéfice de tous les canadiens, qu'ils soient ou non professionnels du droit.

En à peine plus de deux ans IJJCan a vu quintupler le nombre de ses collections et de ses fichiers, tant en législation qu'en jurisprudence. Aujourd'hui plus de quarante-cinq tribunaux y font paraître

leurs nouveautés sur une base régulière, alors que près de la moitié des juridictions canadiennes y affichent leurs lois et leurs règlements. IJJCan accueille désormais plus de 200 000 visiteurs par mois sur un site contenant plus de 100 000 fichiers dans ses collections de jurisprudence seulement.

En permettant l'accès aux documents juridiques de base, IJJCan alimente le caractère public de notre système juridique et stimule la publication de ses productions. La présence d'un service comme IJJCan, né de l'alliance de la profession juridique et du milieu universitaire, favorise l'émergence de normes communes dans le domaine de la diffusion du droit et l'accès au droit. Pour la première fois, la possibilité de voir s'implanter une puissante ressource de diffusion gratuite de notre droit ne relève plus de l'utopie.

Directeur LexUM☐	POULIN Daniel
Responsable de projet☐	SALVAS Bertrand
Responsable informatique☐	PERPIGNAND Ernst
Équipe informatique☐	BLAIN Guillaume, analyste-programmeur CHARBONNEAU Karl, analyste-programmeur MORISSETTE Marc-André, analyste programmeur PARÉ Éric, administrateur de système
Équipe éditoriale☐	ABAD Véronique CAIDI Stéphane GOUIN Jean-Alexandre MOKANOV Ivan

* * *

Juris international est une collection multilingue (anglais, espagnol et français) d'informations juridiques pertinentes sur le commerce international. *Juris international* vise à faciliter et économiser le travail de recherche et d'information des juristes d'affaires - avocats, conseils et juristes d'entreprises - et des organismes étatiques des économies en développement et en transition, en donnant accès à des textes dont l'obtention était auparavant souvent difficile. L'objectif est de réunir en un seul site un grand nombre d'informations de base (en privilégiant les textes juridiques complets), sans nécessité de renvois, et par conséquent sans

frais de communication excessifs pour les utilisateurs ne bénéficiant pas d'un réseau de télécommunication performant.

En 2001, Juris International s'est associé au Centre de conciliation et d'arbitrage de Tunis aux fins de préparer et de tenir une conférence internationale sur le thème du développement du commerce électronique dans les pays du Sud. Plus de 700 participants d'une vingtaine de pays ont assisté à l'événement. Les Actes ont été publiés sous le titre «[Guide juridique du commerçant électronique](#)».

Direction et gestion du projet ☐ BOURQUE Jean-François, Centre du commerce international
POULIN Daniel, LexUM, CRDP, Université de Montréal
JACQUOT François, Juripôle Pôle universitaire Nancy-Metz
LABBÉ, Éric (LexUM, 1998-2001)
ROURE, Jean-Sébastien (CCI, 2000-2002)

* * *

Lex Electronica est l'une des premières revues universitaires à avoir fait son apparition sur Internet. Apparue en 1995 sous le nom de *Cyber news*, la revue prend officiellement le nom de *Lex Electronica* en 1999. Après huit années d'existence et plus de quinze numéros comprenant une cinquantaine d'articles scientifiques rédigés pour la plupart en langue française par des professeurs, des professionnels du droit ainsi que des étudiants des cycles supérieurs, la revue bénéficie

aujourd'hui d'une grande réputation et du soutien d'une quarantaine de correspondants établis au sein d'universités d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Australie. La revue peut également compter sur un Conseil scientifique de onze éminents experts dans le droit des technologies de l'information. Les articles publiés par *Lex Electronica* font l'objet d'un examen par des membres du Conseil scientifique.

Direction éditoriale☐

BENYEKHFLEF Karim, fondateur, Directeur de publication
VERMEYS Nicolas, rédacteur en chef, Éditeur

Conseil scientifique☐

CAPRIOLI Éric A., Université de Nice-Sophia Antipolis
COUTU Michel, Université de Montréal
GAUTRAIS Vincent, Université de Montréal
LAMBERTERIE Isabelle de, CECOJI-CNRS, France
MACKAAY Ejan, Université de Montréal
MAISL Herbert, Conseil d'État, Paris, France
MOYSE Pierre-Emmanuel, Avocat
POULLET Yves, CRID, Belgique
REIDENBERG Joel, Fordham University
SORIEUL Renaud, Commission des Nations Unies
TRUDEL Pierre, Université de Montréal

Édition de novembre 2002

Karim BENYEKHFLEF, «L'Internet : un reflet de la concurrence des souverainetés»☐

Alexandre CRUQUENAIRE et Fabrice de PATOUL, «Le développement des modes alternatifs de règlement des litiges de consommation»☐ Quelques réflexions inspirées par l'expérience ECODIR☐

Rosario DUASO CALES, «La détermination du cadre juridictionnel et législatif applicable aux contrats de cyberconsommation»☐

Daniel Arthur LAPRÈS, «Droit communautaire afférant aux services financiers en ligne»☐

Emile Lambert OWENGA ODINGA, «La protection des cyberconsommateurs en droit congolais»☐

Bertrand SALVAS, «La protection de la vie privée sur le Web avec P3P : l'arrimage incertain du technique et du juridique»☐

Emmanuel TANI-MOORE, «L'appréciation en droit québécois de l'arrêt *Nikon*: même résultat?»☐

Nicolas William VERMEYS, «The Lack of Credibility on the Web and its Ramifications Under Quebec's *Consumer Protection Act*»☐

Consumers International, «Credibility on the Web»☐

Ministère de la culture et des communications du Québec, «Guide du cyberconsommateur»☐

Réseau de protection du consommateur, «Le cyberconsommateur averti»☐

Édition de juin 2003

Véronique ABAD, « Protection du consommateur et publicité sur Internet »

Karim BENYEKHEF et Vincent GAUTRAIS, « Contrat de communication électronique de longue durée entre commerçants utilisant un « réseau ouvert »

Jean-Jacques FLEURY, « Le dépôt électronique pour les cours au Canada (une idée qui arrive à point nommé) » Une réponse à un document de travail publié par la Cour suprême du Canada recommandant des stratégies pour choisir un FSDE"

James C. MIDDLEMISS, « Les tribunaux à l'ère numérique : Création du marché canadien du dépôt électronique »

Elsbeth MURRAY, « Étude de faisabilité du modèle de fournisseur de services de dépôt électronique »

William A. MURRAY et Gary PINDER, « Document de travail : Modèle de fournisseur de services de dépôt électronique »

René PÉPIN, « La seconde génération d'appareils vidéo et la Loi sur le droit d'auteur »

Daniel POULIN, « Le dépôt électronique au Canada : commentaires sur le Modèle de fournisseur de services de dépôt électronique »

* * *

3. Thèses et mémoires d'étudiants dirigés par les chercheurs du CRDP

(Les directeurs et codirecteurs sont indiqués entre parenthèses)

➤ Doctorats en cours	40
➤ Maîtrises obtenues	12
➤ Maîtrises en cours	58

➤ DOCTORATS

Doctorats en cours 40

AZZARIA Georges, *Les éléments normatifs des politiques culturelles québécoises depuis 1961*, (Rocher, G.) 1999.01 – .

BÉLANGER Véronique, *Les squatters de Trinidad* ☐ *phénomènes de pluralisme juridique et d'internormativité*, (Lajoie, A.) 1998.09 – .

BERGADA Cécile, *La notion de groupe dans les traditions constitutionnelles canadienne et française*, (Lajoie, A., Québec; Rousseau, D., France) 2001.09 – .

BERNARDI Marie-Josée, *Commerce international des tissus du corps humain*, (Knoppers, B.M.) 1994.00 ☐ .

CARDINAL Éric, *Le concept de couronne en droit constitutionnel autochtone canadien*, (Lajoie, A.) 2000.01 ☐ .

CHASSIGNEUX Cynthia, *L'encadrement juridique du traitement des données personnelles sur les sites de commerce en ligne*, (Trudel, P.; Huet, ☐) 1998.01 – .

DE GIRARD, Marie-Amélie, *La réception des documents informatiques dans les systèmes probatoires français et québécois*, (Jacquot, F., Univ. de Nancy; Poulin, D.) 09.2001 –

DION Lucie, *Droit, postmodernité et complexité* (titre provisoire), (Noreau, P.) 09.2002 –

DUCHARME Daniel, *Les projets de réglementation dans les imaginaires sociaux de la génétique humaine*, (Rocher, G.) 1991.01 – .

DUVAL, Christine, -Titre à venir -, (Molinari, P.A., co-dir.) 2002.12 – .

GALLIÉ, Martin, *Les accords de partenariats – Mise en place d'une grille d'analyse comparative entre l'accord euro-ACP et l'accord ZCEA*, (Lajoie, A.; Dormey, M., Paris XI) 2001.01 – .

GÉLINEAU Éric, *Le poids des valeurs et des intérêts dans les jugements de la Cour suprême relatifs aux droits ancestraux*, (Lajoie, A.) 1997.01 – .

GENDREAU Caroline, *L'influence du droit sur les sujets de droit. Étude socio-juridique comparée des processus de résolution des conflits dans le contexte du divorce*, (Rocher, G.; Noreau, P.) 1995.09 ☐ ☐

GERVAIS Marie-Claude, *Conjoncture et historicité de l'accession de la norme à sa juridicité - bijuridisme et droits linguistiques au Canada*, (Lajoie, A.; Timsit, G.) 1997.06 – .

GOLA Romain, *La régulation de l'Internet: noms de domaine et droit des marques*, (Trudel, P., Québec; Putman, E., France) 1999.06 – .

GOYARD Solange, -Titre à venir -, (Rocher, G.) 1999-01 – .

- KEZA-ZALAMO Bonaventure, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.09 – .
- LABBÉ, Éric, *L'encadrement juridique de la contrainte technique* de l'exclusivité de fait à l'exclusivité de droit, (Trudel, P.; de Lamberterie, I. (France) 2000,01 – .
- LANGELIER Richard Émile, *La dialectique des rapports de la liberté d'expression et de l'administration de la justice*, (Trudel, P.) 1996.09 – .
- LANGLOIS Claudine, *La toxicomanie, l'agression sexuelle et la violence conjugale* Étude sur les représentations des intervenants, (Noreau, P.; Lemire, G.) 09.1996 – .
- LECLERC Normand, -Titre à venir- , (Mackaay, E.) 1999.01 – .
- LEMAY Violaine, *Le contrat pédagogique dans les rapports d'autorité*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
- LEMMENS Trudo, *Genetics and Equality*, (Knoppers, B.M.) 1995.00 – .
- MEUNIER Caroline, *L'impasse du modèle québécois de médecine génétique* Acteurs et imaginaires, (Rocher, G.; co-tutelle) 1992.09 – .
- MORA GUERRA Mario Ivan, *La normativité applicable aux contrats commerciaux sur l'internet*, (Trudel, P.) 1997.09 – .
- MORIN Christine, *L'émergence et les impacts des limites à la liberté de tester en droit québécois* (titre provisoire), (Noreau, P.; Roy, A.) 09.2002 – .
- MOYSE Pierre-Emmanuel, -Titre à venir- , (Gendreau, Y.) 2002.01 – .
- NADEAU Yves, *La dérive judiciaire en matière de contrôle de la légalité*, (Lajoie, A.; Bertrand, M.A.) 2000.09 – .
- O'DOHERTY Christine, -Titre à venir- , (Leroux, T.) 2000.01 – .
- ONANA NGNADI Martine, *L'incidence du modèle juridique français en droit camerounais et québécois* le cas de la conjointe survivante, (Noreau, P.; Brisson, J.M.) 09.1994 – .
- PAQUETTE Jean, *Les comités d'entreprise* état du droit et opportunité de légiférer, (Rocher, G.; Veilleux, D.) 1994.09 – .
- RUSCITO Paola, *L'impact des facteurs socioculturels sur le droit de l'enfant à l'éducation élémentaire*, (Lajoie, A.; Rocher, G.) 1999.09 – .
- SLYKHUIS Grace, *The Concept of Democracy in the Reference Re Secession of Quebec as Applied to the Six Nations' Status Case*, (Lajoie, A.) 2000.01 – .
- STEHLY Céline, *La fonction intégrative de la cour de justice des communautés européennes dans le domaine de la libre circulation des marchandises*, (Loungnarath, V.; Lajoie, A.) 1996.01 – .
- TREMBLAY Geneviève, *Le cadre juridique de réglementation de la télémédecine*, (Molinari, P. A.) 1999.01
- VAILLANT Jeanne-D'arc, - Titre à venir - , (Rocher, G.) 1998 – .
- VALOIS Martine, - Titre à venir - , (Frémont, J.) 2000.09 – .
- VIALE Cédric, *La France face au système international de reconnaissance des peuples autochtones*, (Lajoie, A.) 2000 – .
- WOO Grace, *Decolonisation Canadian Democracy* the Status of the Handenosaunee (Iroquois Confederacy and the Constitutional Principles), (Lajoie, A.) 1999.09 – .
- ZELLAGUI Sihem, -Titre à venir- , (Trudel, P.) 2000.06 – .

 > MAÎTRISES

Maîtrises obtenues 12

ARES Rudy, *Technologies digitales et échantillonnage: violation du droit d'auteur ou utilisation équitable? Analyse comparative du droit canadien, anglais, américain*, (Gendreau, Y.) 2002.01 – 2002.08.

BLANCHETTE François, *L'expectative raisonnable de vie privée et les principaux contextes de communication sur internet*, (Trudel, P.) 1999.09 – 2002.09.

DESCHÊNES Mylène, *Cadre réglementaire de la mise en marché des tests génétiques au Canada: l'art de concilier les intérêts commerciaux et la protection du consommateur*, (Leroux, T.) 1998.09 – 2002.08.

FUNG Pik Ki, *La responsabilité des intermédiaires face aux violations de droit d'auteur des utilisateurs sur internet*, (Mackaay, E.) 2000.09 – 2002.08.

GAGNON Charles, *Les technologues numériques: catalyseur de rajeunissement de la théorie du droit d'auteur*, (Gendreau, Y.) 1997.09 – 2002.11.

LEMYRE Pierre-Paul, *Les logiciels libres sous l'angle de la responsabilité civile*, (Poulin, D.; Benyekhlef, K.) (2003).

MALEK Sammy, *Le sort de l'usage raisonnable avec l'avènement des systèmes de gestion de droits d'auteur*, (Trudel, P.) 2000.09 – 2002.03.

MASSE Christophe, *Les conflits entre le droit de la concurrence et la propriété intellectuelle dans le domaine des nouvelles technologies*, (Gendreau, Y.) 2000.01 – 2002.08.

NORMANDIN Mario, *Les représentations de la délibération gouvernementale dans le discours judiciaire relatif à l'article premier de la Charte*, (Lajoie, A.) 2001.09 – 2002.06.

PIGEON Sébastien, *La protection des droits d'auteur dans les environnements numériques*, (Poulin, D.) 2000.09 – 2002.04.

ROUSSOS Alexia, *Regulating Cyberspace through architecture: the Case of the Ultima Online Virtual Community*, (Poulin, D.) 1999.09 – 2002.06.

SALVAS Bertrand, *La protection de la vie privée sur le web avec PBP: l'arrimage entre normes techniques et normes juridiques*, (Poulin, D.) 1998.09 – 2002.07.

Maîtrises en cours 58

AMOR Samia, *La représentation professionnelle du rôle du médiateur dans le conflit familial*, (Rocher, G.; Noreau P.) 2002.01 – .

AUER Corinne, - Titre à venir - , (Noreau, P.) 1996.09 – .

BARBE Richard, *La notion d'expertise en droit administratif canadien*, (Houle, F.) 2002.01 – .

BOUCRATIE Nathalie, *Test de dépistage génétique et l'emploi*, (Knoppers, B.M.; Godard, B.) 2002.09

BOURASSA FORCIER Mélanie, - Titre à venir - , (Molinari, P.) 2001.01 – .

CAIDI Stéphane, *Preuve de l'écrit dans la société de l'information*, (Trudel, P.; de Lamberterie, I.) 2000.09

- CHEAIB Wassim, *Distribution électronique* franchise et internet , (Gautrais, V.; Benyekhlef, K.) 2000.09
- CHEN Shui, *Trademark Enforcement* a Comparative Study with Reference to China, (Gendreau, Y.) 2001
- CLAPROOD Sonia, *Xénotransplantation: sécurité et innocuité des xénogreffons et la responsabilité civile des entreprises impliquées dans la fabrication des xénogreffons*, (Leroux, T.) 2000.01 – .
- DELBECK Clothilde, *La brevetabilité des méthodes d'affaires*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
- DELFOSSÉ Cyril, *Webradios et droits d'auteur*, (Mackaay, E.; Trudel, P.) 2001.01 – .
- DELISLE Marie-Louise, *Le rôle du logiciel dans l'œuvre multimédia*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
- DELVA Lorraine, *Problèmes éthiques et juridiques posés par le diagnostic préimplantatoire, dans une optique de droit comparé*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .
- DROUIN Véronique, *Clonage d'embryons humains à des fins de recherches thérapeutiques à l'exclusion des problèmes de fertilité (utilisation des cellules souches)*, (Leroux, T.) 2000.01 – .
- DUASO SALES Rosario, *La protection des données personnelles contenues dans les documents publics accessibles sur internet* le cas des données juridiques, (Trudel, P.) 2002.01 – .
- DUENAS Erika, *Le système international de propriété intellectuelle comme support aux objectifs de santé publique* l'Accord sur les ADPIC, (Gendreau, Y.) 2001.09 – .
- EL JAMAÏ Yasmine, *La régulation de la propagande haineuse sur l'Internet*, (Raboy, M.; Trudel, P.) 1997.09 – .
- EL KHOURY Pierre, *Le «Fair Dealing» et le «Fair Use» - Étude de droit comparé*, (Gendreau Y.) 2002.09 – .
- FECTEAU Claudine, *La responsabilité médicale en matière de diagnostic génétique*, (Knoppers, B.M.) 2000-09 – .
- FORTIN Louis-Nicolas, *Étude de la notion de soins innovateurs dans le cadre de l'application de l'article 21 C.C.Q. portant sur l'expérimentation chez les personnes inaptes*, (Leroux, T.) 1996.09 – .
- FORTIN Sabrina, *Enjeux éthiques et légaux du traitement des maladies mitochondriales par la technique du transfert d'ooplasmé*, (Knoppers, B.M.) 2001.09 – .
- FRANCOEUR, Kim, -Titre à venir -, (Molinari P.A.) 2002.11 – .
- FRANÇOIS Jean-Arpod, *Les radiodiffuseurs et le droit d'auteur à l'ère numérique* (Gendreau, Y.) 1998
- GAUTHIER André, *Les droits de la personnalité en regard des nouvelles technologies de l'information et de la communication* efficacité des articles 35 et 36 C.C.Q., (Gendreau, Y.; Popovici, A.) 1999.09
- GIROUD Clémentine, *Les registres médicaux* comparaison France/Québec, (Knoppers, B.M.) 2001.09
- GIROUX Valéry, *Les impacts du projet de loi C-17 sur le droit des animaux*, (Leroux, T.; Boisvert, A.M.) 1998.09 – .
- GOUPIL Josée-Anne, *L'acharnement thérapeutique et le nouveau-né*, (Knoppers, B.M.) 1997.09 – .
- GRATTON Éloïse, *Wireless privacy and personalised location-based services* the challenge of translating the legal framework into business practices, (Trudel, P.) 2001.01 – .

- HALLER Julie, *Comparative Study of European & North American Responses to Parallel Importation*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
- HOUDE Jean-Christophe, *Le médecin et l'obligation de soulager la douleur*, (Rocher, G.) 1997.09 – .
- HOUDE Lucie, *L'aptitude du droit à solutionner les problèmes de juridiction reliés au commerce électronique grand public*, (Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
- IZABACHENE Hayat, *L'aide juridique – promoteur d'une justice concurrente?*, (Houle F.) 2000.09 – .
- LAROSE François, *La protection de la musique de film*, (Gendreau, Y.) 2001 – .
- LASSONDE RICHARD, *Analyse des nouvelles lois en matière de technologies de l'information au niveau Féd. (Canada) et au Québec; cheminement du législateur (Canada et Québec) depuis l'adoption de la loi*, (Benyekhlef, K.) 2000.09 – .
- LAVALLEE Stéphanie, *L'effritement du consentement au profit d'une meilleure justice distributive de la recherche biomédicale avec des sujets humains; une étude comparative...*, (Knoppers, B.M.) 2001-09 – .
- LE BEL Anne, *La pluralité juridique des critères d'évaluation des projets de développement minier*, (Rocher, G.) 1997.01 – .
- LEFEBVRE Karine, *La gestion collective des droits d'auteur dans l'univers du cyberspace*, (Gendreau, Y.) 2000.01. – .
- LEMYRE Pierre-Paul, *La responsabilité des logiciels libres*, (Poulin, D.; Benyekhlef, K.) 1999.09 – .
- LENFANT Juliette, *Les droits voisins des radiodiffuseurs*, (Gendreau, Y.) 1999.09 – .
- LETENDRE, Martin, *Population DNA Banking for Health Purposes – An International Comparative Study of Regulations in Genetic Research*, (Cranley Glass, K.) 2000 – .
- LI Xianghai, *Patenting Human Genetic Material in China – A Comparative Analysis*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .
- MARQUIS Sarah, *Nouvelles perspectives pour le traitement des maladies neurodégénératives – étude comparative*, (Leroux, T.) 2001.09 – .
- MARTEL Marie-Ève, *Une banque de données génétiques en droit criminel – les enjeux éthico-juridiques dans une perspective comparatiste*, (Knoppers, B.M.; Boisvert, A.M.) 2000-09 – .
- MC SWEEN Anne-Marie, *Droit d'auteur et internet – la gestion des droits économiques*, (Gendreau, Y.) 1998.09 – .
- MOKANOV Ivan, *La fonction normative du concept de crédibilité des prestataires de services de certification dans les infrastructures à clé publique*, (Trudel, P.) 2000.09 – .
- MONTPETIT Brigitte, *Encadrement juridique du contrat d'achat au «*lic*», (Trudel, P.) 2000.09 – .*
- PERSICO Nancy, *L'incidence de la réglementation actuelle et future des aliments génétiquement modifiés sur leur exploitation*, (Leroux, T.) 1998.09 – .
- PRATTE Annabelle, *L'encadrement éthique et juridique du dépistage par analyse de résum maternel, une technique de dépistage prénatal*, (Knoppers, B.M.) 2001.09 – .
- SCHMIDT Line, -Titre à venir - , (Gendreau, Y.) 2000.09 – .
- SÉNÉCAL Karine, -Titre à venir - , (Knoppers, B.M.; Avard, D.) 2002.09 – .
- ST-MARTIN Frédéric, - Titre à venir - , (Knoppers, B.M.) 2001.09 – .

ST-SAUVEUR Benoît, *Analyse de la loi canadienne sur les marques de commerce en fonction du protocole de Madrid*, (Gendreau, Y.) 2001.01 – .

STAM Monique, *La régulation gouvernementale encourageant le filtrage constitue-t-elle une solution efficace quant à la protection de l'enfance et la dignité humaine sur internet*, (Poulin, D.) 2000.09□□

SURPRENANT Hugues, *L'éducation à la citoyenneté comme forme de socialisation juridique*, (Coutu, M.; Rocher, G..) 1998.09 – .

TERRIEN Johanne, *Les enjeux normatifs et sociaux de la relation mentor-protégé*, (Rocher, G.) 1997.09□ .

VENIÈRE Yann, *Le droit à l'image sur internet en France et au Québec*, (Gendreau, Y.) 2000.01 – .

VERMEYS Nicolas, *La responsabilité civile des intermédiaires quant à la réparation du préjudice subi par les victimes de virus informatique*, (Benyekhlef, K.) 2001.09 – .

XIANGHAI Li, *Patenting Human Genetic Material in China□a Comparative Analysis*, (Knoppers, B.M.) 2000.09 – .

Animation scientifique

a) Colloques, séminaires, présentations spéciales	3
b) Conférences scientifiques du CRDP	10
c) Conférences et séminaires de l'IIREB	10
d) Réunions des <i>Premier mardi du mois</i>	5
e) Séminaires <i>Théories et émergence du droit</i>	6

a) **Conférences internationales, séminaires, présentations spéciales organisés par le CRDP**

- 30 septembre 2002 **Sécurité juridique et sécurité technique** **indépendance ou métissage**, Séminaire organisé par le Programme international de coopération scientifique (CRDP/CECOJI), l'équipe de droit du cyberspace et du commerce électronique (CRDP) et le Centre d'étude et de coopération juridique internationale (CECOJI-CNRS). (P. Trudel)
- 2, 3 et 4 octobre 2002 **4^e Conférence internationale *Internet pour le droit***, organisée par l'équipe LexUM du CRDP, Centre Mont-Royal, Montréal. (D. Poulin)
- 9 sept. au 21 octobre 2002 **Forum de discussion internationale sur «La liberté d'expression dans la société de l'information»**, organisé par le Forum des droits sur l'internet et le CRDP en tant qu'un des partenaires de cette initiative, soutenue par la Commission française de l'UNESCO, www.foruminternet.org. (P. Trudel)

b) Conférences scientifiques du CRDP
(Resp. Ysolde Gendreau)

Série Dessiner la société par le droit

- 26 septembre 2002 **Norbert OLSZAK**, Professeur, Université de Strasbourg
Régulation syndicale ou réglementation étatique des relations professionnelles? Les enjeux du développement du droit social en France (1884-1936)
- 24 octobre 2002 **Catherine VALCKE**, Professeure, Faculté de droit, Université de Toronto
L'influence de l'enseignement du droit comparé sur le polyjuralisme à l'ère de la mondialisation
- 21 novembre 2002 **Stephen CLARKSON**, Professeur d'économie politique, Université de Toronto, *L'OMC et l'ALENA comme constitutions externes pour le Canada*
- 23 janvier 2003 **Trudo LEMMENS**, Professeur, Faculté de droit, Université de Toronto
'Legalizing' the Protection of Human Research Subjects □ Urgent Need or Unnecessary Interference?
- 10 février 2003 **Roderick MACDONALD**, Professeur, Faculté de droit, Université McGill
Triangulating Social Law Reform
- 13 mars 2003 **David GRUNING**, Professeur, Faculté de droit, Université de Montréal
Mapping Society through Law □ Some Thoughts on Codification

Conférences série régulière 2002-2003

- 10 septembre 2002 **Philippe LUPPI**, Professeur, Université de Poitiers
L'avenir de l'harmonisation fiscale dans la construction européenne
- 7 novembre 2002 **Daniel PROULX**, Professeur, Université d'Ottawa (section de droit civil)
Du bon et du mauvais usage en droit québécois du concept de dignité □ le cas du droit à l'égalité
- 28 novembre 2002 **Paul TORREMANS**, Professeur, Faculté de droit, Université de Nottingham,
La contrefaçon des marques de commerce sur Internet
- 20 février 2003 **Abraham DRASSINOWER**, Professeur, Faculté de droit, Université de Toronto, *A Rights-Based View of the Originality Requirement in Copyright Law*

c) **Conférences et séminaires de l'IIREB**
(Resp. Marie-Angèle Grimaud)

Séminaire d'experts □ **deuxième édition**

Les 3 et 4 décembre 2002, s'est tenu à Paris le 2^e séminaire d'experts de l'IIREB. Le thème général retenu était *Bioéthique et normativités*. Les actes de ce second séminaire seront disponibles en décembre 2003.

Organisation de colloques

21 et 22 mai 2003 □ Colloque «**Génétique** □ **partage des connaissances et appropriation des savoirs**». Ce colloque, organisé par Chantal Bouffard et Regen Drouin avec la collaboration de l'IIREB et du Réseau de Médecine Génétique Appliquée (RMGA), s'est tenu les 21 et 23 mai à l'Université du Québec à Rimouski.

23 mai 2003 □ Colloque «**Génomique et discours publics**». Ce colloque, organisé conjointement par la plate-forme «**Communication citoyenne**» du projet GEDS animée par le Groupe de recherche en bioéthique (GREB) de l'Université de Montréal et par l'Institut International de Recherche en Éthique Biomédicale (IIREB), s'est tenu le 23 mai à l'Université du Québec à Rimouski.

5 au 8 septembre 2002 □ L'IIREB a été co-partenaire de la 3^e **conférence internationale sur l'échantillonnage D'ADN** qui s'est déroulée du 5 au 8 septembre 2002 à l'hôtel Omni, Montréal.

Conférences

13 Septembre 2002: Conférence de Monsieur Dominique Sprumont. Titre de la conférence : *Évolution de la réglementation de la recherche impliquant des êtres humains : quelles perspectives pour l'avenir?* Cette conférence s'est tenue à la faculté de droit, de l'Université de Montréal.

19 septembre 2002: Conférence de Madame Dreiffus-Netter. Titre de la conférence : *Le diagnostic prénatal et la responsabilité médicale : Développements récents.* Cette conférence s'est tenue à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

26 septembre 2002 : Tenue d'une table-ronde sur le prélèvement d'organes sur donneurs vivants, Université de Montréal. Cette table-ronde a été organisée par Dominique Sprumont, Directeur adjoint de l'institut de droit de santé de Neuchâtel (Suisse) et professeur invité à la Faculté de droit de l'Université de Montréal en collaboration avec l'IIREB.

15 octobre 2002: Conférence du Dr Arthur Caplan. Titre de la conférence : *What is Unethical about Eugenics?* Cette conférence a été organisée en collaboration avec la Chaire de Recherche du Canada en droit et médecine. Cette conférence s'est tenue à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

20 février 2003 □ **Conférence du professeur Pierre Trudel, titulaire de la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique;** «La vie privée dans les réseaux de soins au Québec», Université de Montréal, Montréal (Québec); Cette conférence s'est tenue à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

3 avril 2003 □ **Conférence de Madame Chantal Bouffard.** Titre de la conférence □ «Les problèmes éthiques soulevés par les conditions de prestation des services en génétique médicale au Québec». Cette conférence s'est tenue à la faculté de droit de l'Université de Montréal.

d) Réunions des Premier mardi du mois

- 5 novembre 2002 **Pierre NOREAU**
La mobilisation politique du droit par les minorités nationales
- 3 décembre 2002 **Guy ROCHER**
La réforme dans le domaine de la santé
- 7 janvier 2003 **Henri MBULU**
Bouleversement de la filiation moderne par les biotechnologies □ les empreintes génétiques
- 4 février 2003 **Ysolde GENDREAU**
Droit d'auteur et liberté d'expression
- 1^{er} avril 2003 **Patrick MOLINARI**
Les contrats de recherche en biotechnologie □ le privé rencontre le public

e) **Séminaires *Théories et émergence du droit*** (Resp. Andrée Lajoie)

Automne 2002

30 septembre 2002
(Université de Montréal)

Martina KOUBA COX, répondant □ **Nanette NEUWAHL**
Approximation of EC Law in the Czech Republic □ *Approximation or Transformation*

21 octobre 2002
(Université McGill)

Bogdan IANCU, répondant □ **Mark ANTAKI**
Formes et émergence de la législation

18 novembre 2002
(Université de Montréal)

Marie-Hélène GIROUX, répondant □ **Richard JANDA**
Impact de l'Union européenne sur les minorités

Hiver 2003

20 janvier 2003
(Université McGill)

Nicolas LAMBERT, répondant □ **Michel COUTU**
Statutory Interpretation and the Charter □ *Can Constitutional Legality be seen only from the Top-Down?*

17 février 2003
(Université de Montréal)

Marianne PROULX, répondant □ **Pierre NOREAU**
Équité, insécurité et bien public à l'ère post-moderne

22 avril 2003
(Université de Montréal)

Éric GÉLINEAU et Cécile BERGADA, répondant □ **Alain BISSONNETTE**
Conceptions autochtones des droits ancestraux

5. Prix, distinctions et nominations obtenus par les chercheurs

BENYEKHEF, Karim

Président et co-fondateur de *eResolution*.
 Directeur de la Revue *Lex Electronica* depuis 1995
 Membre ☐
 Conseil d'administration de Médecin du Monde
 Canada;
 Commission de médiation et d'arbitrage du Centre
 de médiation et d'arbitrage de Paris, affilié à la
 Chambre de commerce et d'industrie de Paris.
 Advisory Board, ADR World
 (☐www.adrworld.com)

COUTU, Michel

Membre du Comité de gestion du Centre canadien
 d'études allemandes et européennes, Université de
 Montréal.

GENDREAU Ysolde

Membre des comités de rédaction ☐ *Revue de droit
 de l'informatique et des télécoms* (Paris); *Revue
 de la propriété intellectuelle* (Paris); *Computer
 Recht International* (Cologne); *Propriétés
 intellectuelles* (Paris).
 Membre ☐
 Comité de législation sur le droit d'auteur de
 l'Institut de la propriété intellectuelle du
 Canada;
 Comité exécutif de l'Association internationale
*Association for the Advancement of Teaching
 and Research in Intellectual Property*;
 Coprésidente de la section de propriété
 intellectuelle de l'Association canadienne des
 professeurs de droit.

GODARD Béatrice

Membre ☐
 Groupe de travail «Conseil génétique» de la
 Faculté des études supérieures de l'Université
 de Montréal (2001-2003).
 Comité de la recherche de l'Université de
 Montréal (2002-).
 Comité permanent sur le statut de la femme de
 l'Université de Montréal (2001 -)
 Comité d'éthique du *Huntington-Study-Group*
 (www.huntington-study-group.org).
 Comité d'éthique de la recherche de Fonds de la
 Recherche en Santé du Québec. (2002-)

KNOPPERS Bartha Maria

Titulaire, dans le cadre du programme fédéral des
 chaires d'excellence, d'une chaire de recherche en
 droit et médecine portant sur «*Le droit et*

*l'éthique dans le domaine de la génétique
 humaine*».

Officier de l'ordre du Canada.
 Doctorat honorifique, Université René Descartes –
 Paris 5.
 Docteur en droit *honoris causa*, Université de
 Waterloo.
 Membre ☐
 Collège canadien des généticiens médicaux
 (membre honoraire)
 President's International Advisory Committee
 (Canadian Institutes of Health Research).
 ELSI Haplotypes Map, National Institutes of
 Health/NHGRI, Washington.
 Professional Ethics Committee, American Society
 of Human Genetics.
 Conseil scientifique aviseur, Chinese National
 Human Genome Center at Shanghai.
 Groupe d'experts, High Commissioner on Human
 Rights, Nations Unies, Genève.
 Membre, Comité sur les impacts socio-éthiques et
 juridiques (AAAS).
 Comité permanent de l'éthique de l'Institut de
 recherche en santé du Canada.
 Genome Advisory Board;
 Canadian Biotechnology Advisory Committee;

LAJOIE Andrée

Directeure de la Collection *Le droit aussi*,
 Éditions Yvon Blais.
 Membre du Conseil consultatif de la Commission
 du droit du Canada.

LEROUX Thérèse

Membre ☐
 Conseil consultatif en sciences et technologies,
 Environnement Canada (2000-2003);
 Comité de pilotage du Conseil de la science et de
 la technologie sur les OGM et l'alimentation
 humaine;
 Conseil national d'éthique en recherche chez
 l'humain (1996-);
 Comité aviseur d'éthique et d'intégrité
 scientifique du FRSQ (1997-).

MACKAAY Ejan

Correspondant de l'Académie royale néerlandaise
 des sciences, depuis 1986.
 Juge, Concours Jessup 2002, tenu à Montréal.
 Membre ☐

Comité de rédaction des revues *Cahiers de propriété intellectuelle*, *Computerrecht*, *Droit de l'informatique et des télécoms*, *European Journal of Law and Economics*.

Comité de patronage du *Erasmus Programme in Law and Economics* (Universités d'Aix-Marseille, de Gand, de Hambourg, de Lund, de Madrid, d'Oxford, de Paris IX, de Rotterdam et de Vienne).

Comité scientifique de la *Information Law Series*, Kluwer (Pays-Bas) de l'*Institute for Information Law (Instituut voor Informatierecht (IVIR))* de l'Université d'Amsterdam.

Comité scientifique de la *Computer/Law Series*, Kluwer (Pays-Bas) du *Computer/Law Institute* de l'Université libre d'Amsterdam (Membre).

MOLINARI Patrick A.

Président du Conseil d'administration du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

Président du Comité exécutif du Conseil d'administration du Centre hospitalier de l'Université de Montréal.

Vice-président de la Conférence des facultés de droit ayant en commun l'usage du français (CIFDUF), Agence universitaire de la francophonie. (mandat renouvelé en 2002).

Membre du Comité éthique et science de la Société royale du Canada.

Conseiller académique de l'Institut canadien d'administration de la justice (nouvelle nomination en 2001).

Comité de révision (médecins spécialistes), membre-avocat nommé par le gouvernement du Québec.

Président du comité de direction scientifique de l'Institut international d'éthique biomédicale (IIREB).

Vice-président et membre du Bureau de direction de la Société Française et Francophone d'Éthique Médicale (SFFEM).

NOREAU Pierre

Membre

Conseil scientifique de la Revue de prévention et de règlement des différends, Univ. de Sherbrooke.

Comité scientifique de l'édition 2003 du concours Forum juridique, organisé conjointement par le Conseil des doyens des facultés de droit du Canada, Association des professeurs de droit du Canada, Association canadienne Droit et société et la Commission du droit du Canada.

Comité scientifique du Congrès européen des études québécoises *Le Québec au miroir de l'Europe*, organisé en collaboration avec l'Association internationale des études sur le Québec et le Centre de coopération interuniversitaire franco-québécois, Paris, 23, 24 et 25 octobre 2003.

Comité scientifique du Colloque *Diversité des appartenances culturelles et réaménagement des institutions politiques et de la citoyenneté*, (organisé conjointement avec José Woehrling), Montréal-IRPP, 27 septembre 2002.

Président de séance dans le cadre du Congrès conjoint *Droit et société 2002 (À la recherche du droit perdu)* organisé par l'Association canadienne droit et société et l'American Law and Society Association (Vancouver, 1^{er} juin 2002).

POULIN Daniel

Président du *Comité canadien de la référence*.

Directeur des projets LexUM et IJCan/CanLII

Membre du comité de direction du projet Juris International.

ROCHER Guy

Président du Comité d'attribution des subventions aux Regroupements stratégiques du Fonds québécois de recherche sur la société et la culture (FQRSC).

Doctorat honorifique, UQAM.

Directeur des collections *Sociologie et L'homme dans la société* aux Éditions Hurtubise HMH.

Membre du Conseil d'évaluation des technologies de la santé du Québec.

TRUDEL Pierre

Titulaire de la Chaire L.R. Wilson sur le droit des technologies de l'information et du commerce électronique.

Président du Conseil consultatif Société eResolution.

Membre

Collège des examinateurs du programme des Chaires du Canada;

Comité scientifique, Revue *UBIQUITÉ*, Namur, Belgique;

Chaire UNESCO-ORBICOM en communications;

Comité directeur du Réseau droit des entreprises culturelles AUPELF-UREF;

Conseil d'administration de ALAI-Canada.

6. Prix, bourses et nominations obtenus par les étudiants chercheurs

BERGADA Cécile

Bourse de doctorat de la Faculté de droit et de la Faculté des études supérieures

CHASSIGNEUX Cynthia

Bourse de doctorat de 10 000\$ du Centre de Recherche en Éthique de l'Université de Montréal (CRÉUM).

DESCHÊNES Mylène, Séjour de 6 semaines à Washington DC, au laboratoire de recherche du Children's National Medical Center pour y effectuer de la recherche sur la surveillance des projets de recherche en génétique humaine, grâce à une bourse de la fondation *Stichting Porticus* favorisant les approches de recherche multidisciplinaires (novembre et décembre 2002).

GENDREAU Caroline

Nommée par le Gouvernement du Québec Assesseure au Tribunal des droits de la personne du Québec (2^e mandat - 2001-2006).

OUELLETTE Caroline

Prix de l'Association québécoise de droit comparé 2002 regroupant toutes les universités du Québec et l'Université d'Ottawa, décerné par le jury à l'unanimité pour le meilleur texte de 2^e et 3^e cycles (maîtrise-doctorat), pour son mémoire de maîtrise intitulé *Nouveau paradigme dans les droits connexes au droit d'auteur* de l'investissement à l'originalité (bourse de 1000\$ officiellement remise le 8 novembre 2002 par le prof. Pierre-Gabriel Jobin de l'Université McGill et Président de l'Association québécoise de droit comparé).

RÉGNIER Marie-Hélène

Prix e l'ARFDM (Association de recherche et de formation en droit médical) pour la communication la plus pertinente présentée au Forum du réseau des jeunes chercheurs.

